

N° 365 février
2009 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

silence

Villes vers la sobriété

Crise

Cultiver les projets fertiles

Éducation

Résistance pédagogique



MOBILISATION AUTOUR DES SDF



MENACES TERRORISTE, LA SÉCURITÉ RENFORCÉE



FIN DE LA PUBLICITÉ ?



Sans-papiers

3 questions à...

Julie Chansel

chargée de communication pour la défense des étrangers reconduits à la Cimade*.

Silence : Pourquoi l'Etat a-t-il réalisé un appel d'offres relatif à la défense des étrangers en rétention ?

Julie Chansel : La Cimade est la seule association à intervenir dans les centres de rétention administrative (CRA) depuis 1985, dans le cadre d'une convention puis d'un marché signé tous les trois ans avec l'Etat. Elle intervient aujourd'hui dans les 23 CRA en France métropolitaine auprès des 35 000 étrangers qui y sont retenus. Nous considérons que notre mission d'aide à l'exercice et de défense des droits des étrangers retenus implique de témoigner pour faire savoir à la société civile ce qui se passe à l'intérieur des CRA à travers notamment un rapport annuel sur les conditions de rétention.

Le 22 août 2008, le ministère de l'Immigration a modifié ce dispositif en publiant un décret puis un appel d'offres. Dès l'annulation de ce dernier par le tribunal administratif de Paris le 30 octobre 2008, la Cimade a proposé au ministère la mise en œuvre d'une action conjointe de plusieurs associations et organisations syndicales pour rendre effectif l'exercice des droits des étrangers en rétention. Cette proposition n'a reçu ni réponse, ni accusé de réception. Le ministère a diffusé le 19 décembre 2008 un nouvel appel d'offres, modifié à la marge.

Il confirme le choix d'un marché et d'une logique libérale déplacés en matière de défense des droits de l'Homme, obligeant les associations à se poser en concurrentes. Il maintient l'éclatement en « huit lots géographiques indépendants » de la mission d'aide aux étrangers, interdisant de fait toute possibilité de défense efficace des personnes concernées et toute vision globale du respect de leurs droits en rétention.

Soucieuse de maintenir son aide aux étrangers en rétention, la Cimade a accepté de prolonger sa mission jusqu'au 31 mai 2009, mais après avoir déposé avec 10 organisations un recours contre le décret du 22 août 2008 devant le conseil d'Etat, elle étudie avec ses partenaires les moyens de contester ce nouvel appel d'offres.

Cette réforme est le prolongement de la politique des quotas d'expulsion — et d'industrialisation du dispositif d'éloignement, 26 000 reconduites à la frontière exigées en 2008, 30 000 prévues pour 2009 — que nous dénonçons depuis de nombreuses années.

Quelles ont été les conséquences de cette politique des quotas ?

Malgré des améliorations des conditions matérielles de rétention, le « climat » se dégrade dans les centres de rétention depuis 2003. La politique des quotas d'expulsion et l'industrialisation du dispositif de la rétention (700 places en 2003, 2000 aujourd'hui) installent une pression très importante sur les services préfectoraux, de police et donc avant tout sur les étrangers.

Interpellations massives, à domicile, à l'école ; placement en rétention de malades, de femmes enceintes, de travailleurs, d'enfants ; application mécanique de la loi, oubli des situations individuelles amènent en rétention toujours plus de souffrance humaine.

Faire la promotion de la revue Silence

Actuellement, la diffusion de la revue *Silence* ne lui donne pas une grande visibilité. La revue souhaite bénéficier du concours d'une personne chargée de la promotion de la revue qui devra mettre en place des actions susceptibles d'améliorer cela. Les moyens proposés devront être en cohérence avec l'éthique de la revue. Les personnes candidates enverront outre un CV et une lettre de motivation un document présentant un programme d'actions, un chiffrage financier et un calendrier prévisionnel. A envoyer, avant le 27 février 2009, par courriel à projet.silence@revuesilence.net.

quoi de neuf ?

VENEZ NOUS VOIR LES 19 ET 20 FÉVRIER !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **19 et 20 février, 19 et 20 mars, 16 et 17 avril...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h les samedis 28 février** (pour le numéro d'avril), **28 mars** (pour le numéro de mai), **25 avril** (pour le numéro de juin)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informa-

tions destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **7 janvier 2009**.

Lyon Recherche de bénévoles

Pour animer le stand de *Silence* lors du salon Primevère qui se tiendra à Eurexpo les 20, 21 et 22 février, nous cherchons des bénévoles pour nous aider. Cette année sera particulière : nous y diffuserons une bière biologique en soutien à la revue. Si vous disposez de 2 à 6 h pour nous aider pendant ces trois jours, vous pouvez prendre contact avec le groupe local : Patrick, patrick.silence@orange.fr ou Clémence, tél. : 04 78 28 07 83.

ÉMEUTES EN GRÈCE

ENCORE 2, 3 RÉFORMES ET NOUS AURONS UN
TIENT NOIRE PEUANT LE MARCHÉ AUTOMOBILE



PRÉSENTE.

DROIT AU LOGEMENT CONDAMNÉ À 12 000 EUROS D'AMENDE

PAS DE PERMIS
DE CONSTRUIRE,
TE VERBAUSE



UNSEPPÉ.

Les automutilations, les tentatives de suicide, les grèves de la faim, les accès de révolte et de violence sont devenus la norme dans les centres de rétention. L'incendie du centre de rétention de Vincennes le 22 juin 2008 à la suite de la mort d'un retenu en est l'exemple le plus tragique.

La durée de rétention en CRA a augmenté suite à une réglementation européenne en 2008. Qu'en est-il aujourd'hui du temps et des conditions de rétention ?

On ne peut pas ne pas relier ces projets à l'approbation de la « directive retour » par l'Union européenne en juin 2008 qui banalise l'enfermement et en fait un mode de gestion des migrants. Sous couvert d'harmonisation européenne, la « directive de la honte » prévoit une durée de rétention pouvant aller jusqu'à 18 mois, l'interdiction de territoire européen pour une durée de cinq ans pour toute personne ayant fait l'objet d'une expulsion, le renvoi de migrants, y compris mineurs, vers des pays où ils n'ont fait que transiter et n'ont aucune attache.

Jusqu'à présent, par rapport aux autres pays d'Europe, le dispositif français était celui qui protégeait le moins mal les droits fondamentaux des personnes, grâce aux garanties juridiques existant et à la transparence permise par la présence d'ONG. La France était le seul État à confier une mission d'accompagnement juridique et social à une association non gouvernementale. Le nouveau dispositif, s'il est maintenu, représenterait une régression et un alignement vers le bas. La plus grande vigilance et la mobilisation seront nécessaires si l'on veut au moins éviter que la France ne s'aligne sur ces dispositions répressives et attentatoires aux droits humains ■

■ Cimade, 64, rue Clisson, 75013 Paris, tél. : 01 44 18 60 50, www.cimade.org

* La Cimade est un service œcuménique d'entraide né en 1930. Il vient en aide à toute personne étrangère en difficulté.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux à nous demander les adresses proches de chez vous pour organiser des rencontres entre lecteurs-lectrices. Mais déontologiquement, nous ne pouvons pas communiquer les adresses. Il faut procéder à l'inverse : envoyer nous vos coordonnées et nous passerons un appel dans la revue.

Voici quelques groupes locaux qui existent déjà.

- **Lyon** : Patrick, patrick.silence@orange.fr ou Clémence, tél. : 04 78 28 07 83.
- **Indre-et-Loire** : Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- **Est Puy-de-Dôme** : Jean-Marc Pineau, jeanmarc@wanadoo.fr.
- **Paris** : Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.



◀ Le dimanche 30 novembre 2008, au théâtre de l'Ogresse à Paris, une trentaine d'artistes se sont produits en soutien à Silence. Théâtre, cirque, marionnettes, musique ont réjoui le public (merci à Elisabeth). Et vous, si vous organisiez une soirée dans votre localité ?

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Villes en transition 4 à 18

Paris alternatif

Le Café Signes

de Coco

31

éducation

Résistance pédagogique

entretien avec Alain Refalo

32

Tarnac

L'ordre ne règnera pas sur le plateau de Millevaches

de Michel Lulek

34

crise

Cultiver les projets fertiles

entretien avec Heloïsa Primavera

36

recrutement

Soyez idiot-e-s, rejoignez l'armée des clowns !

du Sous-capitaine Moquette

38

carnet de Sébastien Valette

Longo Mai

39

voyage / des roues et rouets

Agir ensemble vers un but commun

de Pablo, Tchandra et Julien

42

b r è v e s	19	politique	25	climat
	20	vélos	26	nucléaire
	20	habitat	27	énergie
	21	alternatives	28	femmes
	21	éducation	28	société
	22	agri bio	29	annonces
	23	santé	30	agenda
	23	paix	43	courrier
	24	environnement	44	livres
	24	nord-sud		

Objectifs (presque) atteints !

Pour sauver la revue, nous avons mis en place, au second semestre 2008, un plan de redressement. En voici un premier bilan. Environ 1400 lecteurs et lectrices se sont mobilisés pendant ces six mois. Nous les en remercions vivement. Nous remercions également *Non-violence XXI* et de la *Foire écologique de Colmar* pour leur aide importante.

Cela nous a permis de collecter **41564 €** de dons (objectif : 40 000 €)

Cela nous a permis de remonter à **4978** abonnés (objectif 5000).

Le mois de décembre a été exceptionnel avec plus de 800 nouveaux abonnés ou réabonnements. En six mois, cela fait près de 1500 nouveaux abon-

nés. Par contre, sur ces six mois, près de 400 abonnements n'ont pas été renouvelés.

Les dons nous ont permis de reprendre un peu d'aisance dans notre trésorerie. Tous les voyants ne sont toutefois pas encore au vert... car un millier de ces nouveaux abonnements sont des cadeaux et nous ne savons pas s'ils perdureront.

Nous vous proposons donc de continuer à nous aider à la recherche de nouveaux abonnés.

Nous avons mis en place un abonnement par virement automatique trimestriel qui commence pour les plus démunis à 7 € par trimestre (voir au centre de la revue) : à ce prix-là, tout le monde peut s'abonner.

Par ailleurs, nous lançons un appel à projets pour embaucher une personne qui aura pour rôle de coordonner les actions de promotion de la revue (voir encadré, page 2).

editorial

Tout le monde descend

Depuis le rapport du Club de Rome en 1972¹, toute la classe politique sait parfaitement que nous ne pouvons pas continuer à exploiter autant la planète et que les ressources sont limitées et vont progressivement s'épuiser².

Les calculs faits autour de la notion d'empreinte écologique³ montrent que nous consommons actuellement plus d'une planète, c'est-à-dire que celle-ci se renouvelle moins vite que nous ne l'épuisons.

Si du côté politique, cela n'a pas encore remis en cause les politiques générales, cela a été fortement stimulant pour les différents mouvements écologistes.

Alors qu'au Québec, c'est d'abord la question de la simplicité volontaire qui a été mise en avant⁴, en France, depuis quelques années, c'est le concept de décroissance qui a pris le dessus⁵. La simplicité volontaire relève d'une démarche individuelle alors que la décroissance a pour but d'influencer le collectif donc le politique.

Le concept de décroissance s'est depuis développé en Belgique, en Italie, en Suisse, en Espagne⁶...

Dans les pays anglophones, où la permaculture⁷ s'est développée comme une alternative plus complète que l'agriculture biologique, c'est dans ce milieu qu'est né, il y a peu, un nouveau concept : les villes en transition vers la sobriété. Le dossier de ce mois-ci présente cette démarche à partir de plusieurs expériences et montre également les similitudes et différences avec le mouvement de la décroissance.

Michel Bernard ■

1. Publié en anglais sous le titre *Limits to growth*, il est publié en français sous le titre *Halte à la croissance ?* Résumé sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Rapport_Meadows.
2. Si le pétrole est largement médiatisé, de nombreuses autres matières premières sont proches ou ont dépassé leur pic de production.
3. Mathis Wackernagel et William Rees, *Notre empreinte écologique*, Les Éditions Écosociété, Montréal, 1999.
4. Voir www.simplicitevolontaire.org.
5. Voir www.decroissance.info.
6. Voir <http://grappebelgique.be>, www.decrecita.it, <http://decroissance.ch>, www.decrecimiento.info.
7. Permaculture ou culture permanente : utilisation maximale de plantes pérennes (arbres, arbustes...) pour diminuer les interventions humaines.



Stand d'information sur la ville de Totnes.

D.R.



Le port de Seaton.

Luc Sema & Mathilde Szuba



Centre ville d'Exeter sous la pluie.

D.R.



Brixton - maquette utopique.

D.R.

dossier

Visite chez les cousins britanniques des objecteurs de croissance 5

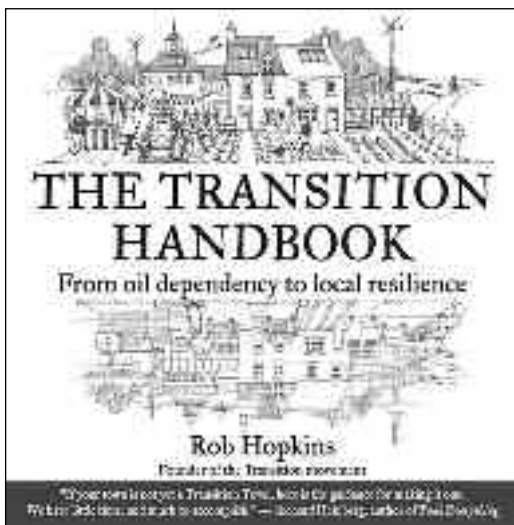
Totnes, cœur et vitrine du mouvement 6

Sustainable Seaton, transition des champs 10

Exeter, ville à bas niveau de carbone 13

Bientôt en France ? 16

Visite chez les cousins britanniques des objecteurs de croissance



L'HISTOIRE DE LA TRANSITION COMMENCE VERS 2005, LORSQUE quelques passionnés de permaculture s'inquiètent du changement climatique en cours et de l'imminence du pic du pétrole... Ils ont le sentiment qu'il faut agir vite, très vite. Et ils décident donc d'agir, sans attendre de miracle technologique, et sans attendre d'être pris en main. Ils agissent d'abord à l'échelle de leur ville, Totnes, dans le Devon. Bientôt des citoyens d'autres villes et villages les imitent, donnant naissance au réseau des "transition towns" qui a récemment traversé les frontières, avec jusqu'à présent une prédilection pour les pays anglophones. Et aujourd'hui, ce réseau en plein essor regroupe déjà plus de 100 lieux en transition (villes, villages, îles, forêts...), et plus de 700 groupes en formation.

Leur idée est qu'il faut engager sans attendre la transition vers une société peu émettrice de gaz à effet de serre et peu dépendante du pétrole. Que nous le souhaitions ou non, ce changement s'imposera à nous : pour éviter que le choc ne soit trop brutal, il faut dès aujourd'hui reconstruire la résilience locale de nos villes et de nos villages. La résilience désigne la capacité d'un

système à encaisser un choc – ici, la fin du pétrole bon marché – sans s'effondrer.

Mais leur credo est aussi que ce changement inévitable doit être compris comme une chance inespérée d'inventer un monde meilleur : pour cela, nous devons construire collectivement des visions positives de notre avenir. La Transition se veut une forme de libération, qui offre aux communautés locales la possibilité de reprendre leur destin en main, et aux individus de renouer entre eux des liens enrichissants.

Alors la Transition est-elle une sœur jumelle de la décroissance ? Pas exactement, car des divergences existent, qui tiennent à la culture, au langage, à l'histoire locale... Mais ces deux mouvements sont indéniablement cousins et ont certainement beaucoup de choses à apprendre l'un de l'autre. Voici donc un aperçu de trois initiatives différentes dans le Devon, berceau de la Transition, pour mieux connaître ces cousins britanniques des objecteurs de croissance.

Ce dossier a été réalisé par
Luc Semal et Mathilde Szuba ■

Doctorants en socio-anthropologie de l'environnement, au Cetcopra (Centre d'étude des techniques, des connaissances et des pratiques, Paris 1-Panthéon-Sorbonne), les auteurs travaillent sur les stratégies de sobriété collective comme réponse à l'urgence écologique.



◀ Plantations d'un verger collectif à Emerson, automne 2008.

Mike Grenville



Totnes, cœur et vitrine du mouvement

Avec ses 8000 habitants, Totnes aurait pu passer inaperçue, comme tant d'autres petites villes du Devonshire. Mais l'histoire locale a voulu qu'elle devienne l'un des hauts lieux de développement des alternatives au Royaume-Uni. Ce n'est donc pas par hasard si, depuis 2006, elle est devenue le cœur du réseau de la Transition, et en même temps la vitrine du mouvement : il n'est plus rare que des journalistes viennent s'y renseigner sur l'invention de modes de vie alternatifs.

▲ Totnes, 8000 habitants, à 30 km de Plymouth, se trouve près de la côte sud de l'Angleterre, dans le Devon, de l'autre côté de la Manche par rapport à Morlaix.

B IEN AVANT QUE NE SOIT LANCÉ LE MOUVEMENT POUR LA TRANSITION, TOTNES ÉTAIT SOUVENT qualifiée de "ville de hippies" et de "capitale alternative du sud-ouest [de l'Angleterre]" - avec sympathie ou antipathie, selon les cas. Elle héberge en effet une école Steiner depuis 1980, le Schumacher College¹ depuis 1991, ainsi que le Dartington College, université consacrée aux Arts qui propose depuis 1961 des méthodes d'apprentissage alternatif. Elle dispose de la plus grande concentration de bâtiments classés par habitant en Angleterre, et se situe en bordure du parc naturel national de Dartmoor.

Tous ces éléments ont progressivement attiré à Totnes une population assez sensibilisée aux questions environnementales, et plutôt propice au lancement d'un mouvement tel que la Transition². La concentration en commerces "alternatifs" (parmi lesquels des magasins d'alimentation biologique, des restaurants végétariens, des pompes funèbres écologiques...) y est d'ailleurs impressionnante pour une ville de cette taille. C'est dans ce contexte qu'un petit noyau de militants a décidé, en 2005, de lancer une série de projections publiques sur les thèmes du pic du pétrole et du changement climatique³, pour chercher ensuite des réponses originales permettant de relever, collectivement et localement, ces deux enjeux.

Transition Town Totnes

Ces projections et ces réflexions ont entraîné la naissance de *Transition Town Totnes (TTT)*, qui est le nom officiel de l'initiative de transition de la ville de Totnes⁴. Concrètement, il s'agit d'un groupe de

militants et de citoyens préoccupés de l'avenir de leur ville, et plus généralement de l'avenir de nos sociétés, face au double choc du pic du pétrole et du changement climatique. Dans un pays qui importe de l'énergie et 80 % de sa nourriture, comment continuer à se nourrir, se chauffer, s'habiller et se déplacer, lorsque le pétrole viendra à manquer ? Le premier objectif de TTT est d'organiser régulièrement des conférences et des débats dans de nouveaux lieux, pour amener un maximum de

1. Du nom de E. F. Schumacher, auteur de *Small is beautiful*, 1973. Edition française : *Small is beautiful, une société à la mesure de l'homme*, trad. D. et W. Way, M.-C. Florentin, Seuil, 1978

2. La Transition a été lancée à Totnes mais ses principes avaient déjà été élaborés et testés lors des deux années précédentes par les professeurs de permaculture à l'origine du mouvement dans la petite ville irlandaise de Kinsale (2300 habitants).

3. Parmi les films régulièrement diffusés par les militants de la transition, on trouve *Une vérité qui dérange* d'Al Gore, *The Power of Community* (consacré à la transition de La Havane vers une vie presque sans pétrole), *Crude Awakening* (consacré au pic du pétrole), *The End of Suburbia...*

4. <http://totnes.transitionnetwork.org/>



▲ Vitrine du Willow, café-restaurant végétarien à Totnes : livres de Totnes acceptées.

citoyens à se poser cette question et à rejoindre le mouvement : c'est ce que le mouvement appelle "awareness raising", une notion proche de "l'éveil des consciences"⁵, puisqu'il ne s'agit pas seulement d'informer et de sensibiliser, mais aussi de provoquer un déclic chez l'auditeur en le convainquant qu'il ne doit pas attendre d'être pris en charge, et qu'il peut lui-même agir en rejoignant le mouvement collectif.

Les citoyens qui ont ainsi rejoint le mouvement peuvent s'investir dans les différents groupes de réflexion et d'action qui composent TTT. Chacun de ces groupes est chargé d'un thème spécifique, à propos duquel il doit poursuivre l'éveil des consciences, mais aussi ébaucher des pistes de solution pour l'avenir et, lorsque cela est possible, commencer à les mettre en œuvre à l'échelle locale.

Le groupe consacré à la nourriture a été particulièrement actif, en organisant le garden share dans la ville (jardins partagés), ou en plantant des arbres fruitiers dans des lieux publics pour une consommation locale de fruits. Le groupe "heart and soul" réfléchit à la psychologie du changement et tâche de soutenir les militants qui tendraient à douter, s'épuiser ou déprimer. Tous ces groupes se réunissent ensuite pour travailler à un "plan de descente énergétique" (energy descent action plan), sorte de programme dont la mise en pratique permettrait d'amener progressivement Totnes à une relative autosuffisance : il y est proposé de développer la production locale d'énergie renouvelable pour un usage local, de transformer les parkings de la ville en potagers collectifs, etc. L'étape suivante consiste à diffuser ce plan auprès des citoyens pour susciter leur réaction, améliorer ce plan, et amener des élus à le soutenir pour faciliter sa mise en œuvre. Certains membres du conseil municipal de Totnes sont déjà pleinement acquis à la cause, d'autres y sont globalement favorables, mais les conseils municipaux disposent de peu de pouvoir au Royaume-Uni : il faut donc maintenant tâcher de convaincre les élus du district.



Luc Sernal & Mathilde Szuba

La Livre de Totnes

▲ La livre de Totnes.

Mais, de toutes les actions initiées par les groupes de TTT, celle qui a rencontré le plus d'écho et suscité le plus de curiosité est certainement le lancement en 2006 de la "livre de Totnes" (Totnes pound), une monnaie locale qui doit dans un premier temps rendre visible l'importance du commerce local et des circuits courts, peu consommateurs d'énergie fossiles, et ensuite les aider à se développer. Une livre de Totnes vaut une livre britannique : TTT se charge d'imprimer les billets et d'assurer leur valeur en conservant sur son compte le montant de livres britanniques qui y correspond et qui serait nécessaire si tous les utilisateurs souhaitaient ré-échanger leurs livres de Totnes contre de la monnaie nationale. Ainsi, comme pour toute monnaie, la valeur de la livre de Totnes est d'abord fondée sur la confiance des utilisateurs en ce système.

Aujourd'hui, plus de 70 commerces locaux indiquent, par un autocollant sur leur vitrine, qu'ils acceptent la livre de Totnes. Une fois cet argent encaissé, certains viennent l'échanger contre des livres britanniques au bureau de TTT, mais d'autres jouent le jeu en réinjectant les livres de Totnes dans l'économie locale : pour se fournir

5. Selon l'expression utilisée par Pierre Rabhi.



D.R.

◀ Installation de capteurs solaires.

▼ Groupe des premiers animateurs du concept des villes en transition.



Chris Rudge

▼ Visite d'un jardin biologique.



D. R.

chez des producteurs locaux, rendre la monnaie aux clients qui l'acceptent, ou même payer une partie du salaire des employés qui le réclament.

À l'heure actuelle, on ne peut pas encore dire si la livre de Totnes a vraiment renforcé l'économie locale : cette monnaie reste entièrement indexée à la monnaie nationale, et subit donc les mêmes aléas en temps de crise. De plus, certains commerçants la refusent car ils y voient un gadget qui leur fait perdre du temps, et d'autres réclament des améliorations : par exemple, les seuls billets existant actuellement ne valent qu'une livre, mais des billets de 5 ou 10 livres seraient nécessaires pour effectuer de plus gros achats.

Malgré ces réserves, la livre de Totnes a néanmoins pu inciter certaines personnes à favoriser les commerces locaux, et elle a certainement contribué à "l'éveil des consciences" sur l'importance de la relocalisation économique, à Totnes et ailleurs : en effet, cette monnaie parallèle et ludique attire inmanquablement l'attention des citoyens et des médias sur un sujet généralement difficile à illustrer. De plus, cette expérience est appelée à être reproduite : la ville de Lewes (16 000 habitants, dans le Sussex) a récemment lancé la livre de Lewes, et l'un des militants locaux a décidé de tenter de vivre un an avec cette seule monnaie locale, une expérience qui méritera d'être suivie de près.

Totnes, cœur du réseau

Mais le succès de TTT s'explique aussi en partie par la présence dans la ville des "leaders" du réseau de la transition : Rob Hopkins⁶, Ben Brangwyn, Sophy Banks, Naresh Giangrande... Car si le mouvement pour la transition se veut un mouvement partant de la base (grass-roots movement), il n'en a pas moins été initié par un noyau



◀ Réunion des jardiniers du groupe de transition de Totnes.

D.R.

de militants qui se sont trouvés au bon endroit et au bon moment pour formuler et proposer les principes de base de la Transition. Tout en gardant un pied à TTT, certains de ces initiateurs s'investissent maintenant dans l'animation du réseau de la Transition, ce qui demande de plus en plus de temps à mesure que les groupes locaux se multiplient, au Royaume-Uni et dans le monde. À l'étage au-dessus du bureau de TTT, il y a donc un autre bureau consacré au réseau international de la transition, qui emploie actuellement trois personnes surchargées de travail.

La première partie de leur mission consiste à être les porte-parole de la transition envers l'extérieur : répondre aux sollicitations des médias, mais aussi multiplier les conférences pour présenter la transition dans de nouveaux cercles. Leur travail a par exemple permis le récent rapprochement de la transition avec la Soil Association, qui attribue le

label "agriculture biologique" au Royaume-Uni et anime régulièrement des campagnes sur ce thème.

Mais ces animateurs du réseau se chargent surtout de répondre aux incessantes demandes qui émanent de groupes désireux de lancer chez eux une initiative de transition. Pour ceux-là, il faut trouver des réponses individualisées, multiplier les conseils, et éventuellement aller les soutenir sur place, par exemple en organisant une conférence sur la Transition. Le réseau organise également des formations à destination des militants, sur des thèmes comme la permaculture ou l'éco-construction, mais aussi sur l'animation de débats publics ou le community leadership (animation d'une communauté locale pour l'amener à engager sa propre transition).

Ainsi, en multipliant de manière organisée les sujets de réflexion, les conférences et les actions locales, TTT cherche à inventer une voie vers l'autosuffisance et la soutenabilité locale. Mais elle a aussi veillé à partager ses savoirs et à communiquer pour que se multiplient les initiatives de transition, de manière à faire naître un réseau riche en idées et disposant d'une légitimité collective sur laquelle chaque groupe local peut s'appuyer.



◀ Promenade sur une véloroute qui permet de rejoindre la commune voisine sans contact avec les voitures.

D.R.

6. Auteur de *The Transition Handbook* (Green Books, 2008) et animateur du blog www.transitionculture.org.

Sustainable Seaton, transition des champs



▲ Seaton, 6500 habitants, se trouve à 60 km au nord-est de Totnes.

S EATON A DÈS LE DÉPART PLUSIEURS SAUTS DE CHOIX POUR FAIRE FACE AU PIC DU pétrole : elle est située au bord de la mer (poissons, énergie, transport... et même tourisme, puisque les Anglais n'auront plus les moyens d'aller en Espagne), tout en étant entourée par une campagne agricole assez productive. Mais, pour l'instant, c'est une petite ville anglaise comme les autres, où l'énergie consommée vient de loin et où les agriculteurs locaux exportent leur production tandis que les habitants font leurs courses au supermarché.

De la contestation à la transition

Avant même de lancer le groupe local de transition, les militants à l'origine de cette initiative s'étaient déjà réunis pour s'opposer à un gigantesque projet de construction visant la plaine inondable qui borde Seaton. Ils avaient formé un groupe d'opposition lors des élections municipales et quatre de leurs membres avaient été élus parmi les douze conseillers municipaux. Mais les mairies ont peu de pouvoir en Angleterre, et une frustration grandissante a nourri le sentiment qu'il était nécessaire d'aller plus loin. Une initiative de Transition a donc été lancée en février 2008, prenant le nom de "Sustainable Seaton".

Il y avait déjà des associations "vertes" à Seaton, mais chacune tendait à se concentrer sur un seul thème. La création d'un groupe local de transition avait donc plusieurs avantages : non seulement rassembler les actions de ces groupes dans une perspective commune plus vaste, une vision plus globale de la société et des enjeux envi-

Avec sa longue plage de galets nichée entre de hautes falaises, Seaton, petite ville de 6500 habitants sur la côte sud de l'Angleterre, attire son lot de touristes tous les étés. Mais les militants écologiste y trouveront aussi leur compte : un groupe d'habitants y a lancé, il y a un peu plus d'un an, une initiative de transition ambitieuse et pleine d'énergie.

ronnementaux. Mais aussi leur donner plus de crédibilité et de légitimité en devenant membres du réseau national (et depuis peu international) de la Transition, qui commence à être connu au Royaume-Uni à la fois par le public et par les autorités.

La première mission que s'est donnée ce groupe, c'est "éveiller les consciences", c'est-à-dire faire de l'information sur le changement climatique et le pic du pétrole, dans l'objectif de provoquer le déclic qui fait passer à l'action. Le groupe de Seaton a donc programmé plusieurs projections de films : *The Power of Community* (sur l'autosuffisance collective à Cuba depuis 1991), *Soleil vert*, etc. En



▲ Des jardins ouvriers à Seaton.

association avec le groupe local de théâtre, le groupe de Seaton a même écrit et réalisé son propre court-métrage sur la Transition. Des conférenciers ont été invités, parmi lesquels des scientifiques et des leaders de la Transition. Ainsi, en plus de faire connaître les enjeux environnementaux, la venue de ces personnalités a renforcé la légitimité de Sustainable Seaton auprès de la mairie.

En parallèle de l'information du public, le groupe a lancé un programme d'événements autour de la double question de la fin du pétrole et du changement climatique. Ainsi, en août 2008, plusieurs moyens de transport écolos ont été rassemblés pour un Rallye Vert : rickshaws (ou cyclo-pousses), tandems, vélos électriques, etc. Les écoles primaires locales avaient été associées par le biais d'un concours : "Dessinez le moyen de transport du futur." Les dessins devaient être présentés au public lors du rallye, subtil stratagème pour que les enfants y emmènent leurs parents !

Travailler avec les autorités locales

Au conseil municipal de Seaton, les élus favorables à la Transition restent pourtant en minorité et se sentent parfois isolés. A cela s'ajoute la frustration liée à des règles, particulières à l'Angleterre, qui limitent le droit d'expression des conseillers municipaux lorsqu'ils sont opposés à un projet : ce devoir de réserve restreint considérablement l'influence des élus favorables à la transition. En outre, les conseils municipaux ont peu de pouvoir face au district et au comté, équivalents de notre département et de nos régions. Pour les projets de construction sur le territoire de la commune par exemple, la mairie n'a qu'un avis consultatif.

C'est pourquoi la récente décision du comté du Somerset d'embrasser les principes de la Transition a été accueillie avec tant d'enthousiasme et d'espoir chez les militants qui se heurtaient fréquemment à la mauvaise volonté de leurs autorités locales. Cet exemple est maintenant cité dans tout le pays par les militants de la Transition, notamment à Seaton, qui fait partie du comté du Devon mais est limitrophe du Somerset.

Cet engagement du comté du Somerset pose néanmoins la question de la meilleure échelle d'action : les principes de la Transition sont-ils applicables à une échelle régionale ou sont-ils mieux adaptés à l'échelle communale ? La Transition a en effet été définie comme un moyen de lutter contre le pic du pétrole et le changement climatique en reconstruisant et en donnant du pouvoir aux communautés locales, sans attendre que les gouvernements s'en emparent. Elle insiste régulièrement sur la nécessité de prendre les décisions à la base plutôt que de les voir imposer d'en haut. Le comté du Somerset a bien compris cette approche, et c'est pourquoi leur soutien à la Transition passerait plutôt par des subventions aux initiatives de Transition engagées par les communautés locales du Somerset, sans envisager d'action au niveau régional pour l'instant.

Territoire en transition

La question de l'échelle se pose également au sein du groupe de Seaton, qui s'est rapproché des



Luc Semal & Mathilde Szuba

initiatives de Transition de deux petites villes voisines : Sidmouth et Ottery Saint-Mary. Ces trois groupes sont confrontés à des situations très semblables : leurs villes sont à la fois rurales et touristiques mais mal desservies par les transports en commun. En outre, deux d'entre elles sont situées en bord de mer et s'inquiètent d'une future montée des eaux. A Sidmouth des effets attribués au changement climatique sont déjà visibles : la falaise qui

▲ *Écologiste depuis les années 1970, Peter, un des animateurs du groupe, est devenu de fait spécialiste en énergies renouvelables. Ses vélos bricolés sont célèbres dans la région...*



◀ *Peter dispose d'un chauffage bois et d'électricité éolienne et photovoltaïque.*

Luc Semal & Mathilde Szuba



► Application d'un principe de permaculture : faire en sorte que chaque élément remplisse plusieurs fonctions en même temps. Ici, un potager-poulailler-allée de jardin abritée-panneaux solaires-bacs de jardinage-récupérateur d'eau de pluie.

Luc Semal & Mathilde Szuba

borde la ville s'effrite et tombe dans la mer. Les trois groupes locaux de Transition ont récemment décidé de s'associer, pour des raisons pratiques et aussi pour gagner en crédibilité et en influence. Certaines actions seraient menées en commun, afin que les villes soient complémentaires dans leur résilience : il y a des choses pour lesquelles il faut coopérer et d'autres qu'il vaut mieux faire au niveau local. En fait, c'est un peu le principe de subsidiarité appliqué à l'échelle communale.

Bien que Sustainable Seaton soit un groupe récent, et qu'il y ait encore beaucoup à faire en ce qui concerne "l'éveil des consciences", ses membres ont déjà élaboré des projets pour la suite, notamment dans le domaine de l'alimentation et

des transports. D'ailleurs, comme le disent souvent les fondateurs des initiatives locales de Transition, il faut veiller à maintenir les deux niveaux pour ne pas perdre de militants : continuer à faire de l'information de base pour ceux qui ne connaissent pas le pic du pétrole et, en même temps, avoir des projets plus ambitieux pour les convaincus qui trépigignent d'impatience de passer à l'action. Les militants de Sustainable Seaton ont donc pour objectif à moyen terme d'améliorer la résilience alimentaire locale par plusieurs moyens. Ils souhaiteraient que la mairie mette plus de terrain à disposition pour faire des jardins ouvriers, puisque plusieurs familles patientent actuellement en liste d'attente. Ils travaillent également sur la possibilité de rendre hebdomadaire le marché qui, pour l'instant, est mensuel, et d'y accueillir davantage de producteurs des environs. Enfin, ils souhaitent s'accorder avec les agriculteurs locaux, par contrat, pour qu'ils produisent les légumes que les habitants de Seaton ont l'habitude de consommer, avec éventuellement un partage des risques : un système qui ressemble beaucoup à celui des AMAPs. Malheureusement, ce ne sont pas des légumes bio qui sont produits autour de Seaton, mais les militants insistent sur l'aspect local : c'est mieux pour le lien social et pour limiter les kilomètres, en attendant que des agriculteurs se convertissent au bio...

A plus long terme, les militants de Seaton aimeraient faire leur plan de descente énergétique, même si cela leur semble assez lointain. Ils savent déjà que la production locale d'énergie pourrait y jouer un grand rôle. La situation privilégiée de Seaton offre de nombreuses possibilités pour produire de l'énergie renouvelable : énergie marémotrice à la fois dans la mer et à l'embouchure étroite du fleuve, moulins le long du fleuve, énergie solaire... et évidemment énergie éolienne : succès garanti avec un vent à décorner les bœufs !

► A Seaton, le logo de la Transition met en avant les sources locales d'énergie : le vent, la mer et le soleil.



Luc Semal & Mathilde Szuba

Exeter, ville à bas niveau de carbone

Avec ses 122 000 habitants, Exeter est une ville moyenne du Devon : dans le vocabulaire britannique, elle est déjà une city avec son lot de voitures, de magasins de chaînes, de centres commerciaux, de quartiers défavorisés... Bref, un contexte bien différent de ceux de Totnes ou Seaton. Alors comment se construit une initiative de transition dans une ville moyenne ? L'exemple d'Exeter permet d'apporter quelques éléments de réponse.



D.R.

▲ Exeter, 122 000 habitants, se trouve entre Totnes et Seaton.

LE GROUPE LOW CARBON EXETER¹ EXISTAIT DEPUIS DÉJÀ UN AN LORSQUE S'EST POSÉE la question de rejoindre le réseau de la Transition. Malgré la proximité évidente entre les préoccupations de Low Carbon Exeter et celles de la Transition, la décision n'allait pas de soi : certains militants défendaient ardemment l'idée de ce ralliement, tandis que d'autres se montraient plus méfiants : ils craignaient notamment de se voir imposer des prises de position du mouvement, ou même tout simplement de perdre en crédibilité s'ils étaient identifiés comme un mouvement issu de Totnes, capitale britannique des hippies. D'autres étaient agacés de rejoindre un groupe dont ils s'étaient très bien passés jusque-là, et qui finalement se contentait souvent de répéter ce à quoi ils avaient déjà pensé par eux-mêmes.

Finalement, les partisans du ralliement à la Transition l'ont emporté, et c'est ainsi que Low Carbon Exeter est officiellement devenu, depuis un an, une initiative de la Transition. Le principal

avantage, c'est la légitimité qu'offre l'appui d'un mouvement d'assez grande ampleur : lorsqu'il s'agit de convaincre de nouvelles personnes, il est souvent intéressant de montrer que les idées défendues ne sont pas seulement issues d'un petit groupe marginal et qu'elles sont aussi soutenues par un mouvement de grande ampleur, soutenu et cautionné par des scientifiques et des spécialistes. Le ralliement au mouvement pourrait aussi permettre à certains militants d'Exeter de suivre des formations proposées par le réseau pour rendre leur action plus efficace.

Un *open space* pour éveiller les consciences

La légitimité offerte à Low Carbon Exeter par le ralliement à la Transition a permis au groupe de multiplier les organisations d'événements et de diversifier les publics auxquels ils s'adressent. Mais pour que cela fonctionne, il faut aussi savoir animer efficacement ces événements pour les rendre intéressants et pour donner aux nouveaux venus l'occasion de s'engager à leur rythme plutôt que d'écouter passivement. Dans cette optique, les groupes de la Transition recourent souvent à une forme d'organisation des débats appelée *open space*, particulièrement efficace pour intégrer les nouveaux, même lorsqu'ils ne connaissent personne comme cela arrive souvent dans les villes.

Le 15 novembre 2008, Low Carbon Exeter a organisé sa première journée *open space* sur le thème "Comment Exeter va-t-elle survivre et s'épanouir après la fin de l'ère du pétrole bon marché ?". Un vaste débat, très représentatif des préoccupations de la Transition sur le pic du pétrole, sur l'urgence et la gravité de la situation, sur la nécessité des communautés locales à inventer



D.R.

▲ Lotissements à Exeter. Ce genre d'urbanisme dense favorise l'efficacité écologique.

1. www.lowcarbonexeter.org.uk



Luc Semal & Mathilde Szuba



Luc Semal & Mathilde Szuba



Luc Semal & Mathilde Szuba



Luc Semal & Mathilde Szuba

▲ Journée open space, le 15 novembre 2008. Le thème : comment Exeter va-t-elle survivre et s'épanouir après l'ère du pétrole bon marché ?

elles-mêmes des réponses, et sur l'occasion que cela représente pour inventer une vie meilleure.

Une quarantaine de personnes s'est donc réunie pour se pencher sur cette question, dont beaucoup de nouvelles têtes, y compris le leader de la majorité municipale, qui s'est montré intéressé et s'est proposé pour animer un atelier sur le thème "Comment arbitrer entre désirs et besoins ?". Car dans une journée *open space*, le principe est que chacun puisse librement proposer le thème de discussion qu'il souhaite (tant que celui-ci reste lié au thème fixé); après quoi, l'assemblée se divise en ateliers pour discuter de ces questions. Ici, trois sessions avaient été organisées pour parler de la douzaine d'ateliers proposés, sur des thèmes aussi divers que les énergies renouvelables à Exeter, l'usage des sols à Exeter, le transport durable à Exeter, la médecine sans pétrole, etc.

Les journées d'open space jouent un rôle important dans la stratégie d'éveil des consciences de la Transition, car ces ateliers autogérés permettent effectivement d'associer un maximum de personnes à la dynamique collective locale initiée par un petit noyau de militants. L'organisation en petits ateliers facilite la prise de parole des plus intimidés, et canalise à l'inverse la parole des plus bavards. En bref, il s'agit d'un bon outil pour créer une dynamique collective dans les groupes qui se connaissent peu, ce qui est l'un des problèmes rencontrés par les groupes de Transition dans les grandes villes.

La difficile transition des villes...

Mais cette absence de communauté locale constituée (par opposition aux villages et aux petites villes où les gens se connaissent davantage) n'est que l'un des problèmes spécifiques liés à la transition en milieu urbain. En effet, plusieurs villes moyennes ou grandes villes disposent déjà d'une initiative de transition : Exeter, bien sûr, mais aussi Brighton (250 000 habitants), Nottingham (280 000), Bristol (400 000), etc. Les militants qui se sont attelés à l'animation de ces initiatives se sont heurtés à des difficultés si spécifiques qu'ils ont senti le besoin de créer leur propre réseau d'échange et de réflexion, Transition Cities, qui doit les aider à faire vivre le mouvement dans des lieux qui lui sont parfois peu propices. Les premières rencontres de ce groupe se sont déroulées en novembre 2008 à Nottingham, où quelques problèmes spécifiques à la transition urbaine ont été identifiés².

D'abord, l'absence d'une communauté locale réellement constituée : c'est le pendant de l'anonymat des villes, où les gens ne se connaissent pas. Le problème est plus évident encore pour les élus, qui sont beaucoup moins abordables et disponibles que dans les petites communes. L'approche de la Transition nécessite une dynamique collective associant un maximum de citoyens de la ville, ce qui semble ici impossible. Certains groupes comme celui de Bristol ont donc décidé de se subdiviser en quartiers, pour donner un sens à cette idée de communauté locale.

2. Quelques informations sont disponibles au sujet de cette conférence sur www.transitiontowns.org

Un autre problème est la collaboration avec les groupes écologistes déjà existants : dans une grande ville, il est inévitable que certains groupes soient déjà bien installés dans le paysage local, et il arrive que ces groupes se sentent dépossédés par l'irruption d'un nouveau mouvement. Il faut donc déployer une grande énergie à les associer à la dynamique, en leur expliquant ce qu'ils ont à y gagner, et en leur offrant des garanties pour prouver qu'il ne s'agit pas d'une OPA sur tous les groupes écologistes de la ville. L'idée est plutôt de mettre leurs moyens en commun pour réfléchir ensemble aux enjeux locaux d'un problème global, et d'unir les forces pour proposer, soutenir et mettre en œuvre des solutions originales.

Des conditions de transition plus difficiles

Vient ensuite le problème de la difficile association des populations défavorisées au mouvement de la Transition : en effet, comme beaucoup de mouvements écologistes, la Transition se heurte à la barrière des classes sociales, et parvient surtout à intéresser les classes moyennes à fort niveau d'étude. En milieu rural, il est encore possible de dialoguer avec les classes populaires sur le thème des jardins ouvriers et de l'autoproduction de nourriture, par exemple. Mais cela est beaucoup plus compliqué en milieu urbain, où la pauvreté n'est pas la même, et où les liens avec l'environnement sont plus faibles encore.

Enfin, la transition en milieu urbain se heurte au problème de la structure même de la ville : comment produire des énergies renouvelables en quantité suffisante pour une population aussi nombreuse et avec une telle pression foncière ?



▲ Exeter... sans pétrole ?

Comment isoler une telle quantité de logements anciens qui n'ont pas été conçus pour cela ? Et sans terres agricoles, comment fournir une telle population en nourriture d'origine locale, et éventuellement biologique ? Pour trouver des solutions à tous ces problèmes, certains groupes pensent à s'associer avec les communes rurales avoisinantes, mais cela peut sembler paradoxal à l'heure où Bristol choisit au contraire de se diviser en groupes de quartiers pour y reconstruire des communautés locales : l'articulation entre les différentes échelles d'action est donc particulièrement problématique en milieu urbain.

En définitive, la transition des villes s'annonce bien différente de la transition des champs, et plus difficile en de nombreux points. Il s'agit pourtant d'un enjeu crucial puisque c'est dans ces villes que se concentre la majeure partie de la population. Penser la transition en termes de reconstruction de résilience permet indéniablement d'apporter des éléments nouveaux et enrichissants à la réflexion en cours sur l'urbanisme durable, notamment si cette réflexion doit aboutir – comme prévu à moyen terme – à la rédaction de nombreux Plans de descente énergétique concrets, documentés et sérieusement argumentés.



D.R.

Bientôt en France ?

Le réseau de la Transition compte à ce jour une centaine d'initiatives officiellement reconnues par les animateurs du réseau, et plus de 700 groupes en formation (appelées "mullers", c'est-à-dire remueurs d'idées)¹. Etant donnée la jeunesse du mouvement, le chiffre est assez impressionnant pour attirer notre attention, d'autant plus que ce phénomène a débordé les frontières du Royaume-Uni : des initiatives ont été lancées aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Japon... Alors quelles sont les explications de ce succès rapide, et comment pouvons-nous nous en inspirer ?



▲ Première rencontre nationale des villes en transition, à Ruskin Mill, 31 mai 2007, 80 délégués de 35 groupes.

L'UNE DES PARTICULARITÉS LES PLUS IMPRESSIONNANTES DE LA TRANSITION EST SA CAPACITÉ à fédérer des individus venus d'horizons très différents. En effet, si les initiateurs des groupes locaux sont généralement des militants écologistes de longue date, ils parviennent néanmoins à établir un dialogue constructif avec d'autres groupes locaux, et éventuellement à les associer à leur dynamique collective de réflexion et d'action pour anticiper le pic du pétrole et le changement climatique.

Construire une vision positive de l'avenir

Pour cela, les militants de la Transition choisissent d'aborder la crise écologique sous un angle différent de celui adopté par les objecteurs de croissance : leur action se fonde uniquement sur un double enjeu qui est aujourd'hui globalement admis, à savoir celui du pic du pétrole et du changement climatique. Rob Hopkins écrit dans son livre² que le changement climatique nous apprend que nous devrions changer, tandis que le pic du pétrole nous apprend que nous devons changer. Ainsi, la Transition se contente d'annoncer des faits reconnus et d'en tirer les conclusions logiques : il nous faut changer de toute urgence, et du tout au tout, car si nous ne le faisons pas rapidement, le changement s'imposera à nous de manière très brutale.

Mais la force de la Transition est de parvenir à construire, sur cette base très sombre, une vision

positive de l'avenir : si nous ne pouvons pas négocier avec les faits, nous pouvons néanmoins faire de cette obligation une occasion pour inventer une vie meilleure. Puisque l'avenir d'abondance qui nous était promis s'avère impossible, tâchons d'inventer un autre avenir plus souhaitable encore : un avenir où nous serions débarrassés des objets superflus, où l'air deviendrait plus respirable, où le jardinage biologique serait une activité quotidienne, où les communautés locales prendraient en main leur destin, où les gens prendraient le temps de se parler et de coopérer... En bien des points, l'avenir positif proposé par la Transition rappelle le mot d'ordre des objecteurs de croissance : "moins de biens, plus de liens". Cet imaginaire positif est notamment développé lors des

ateliers de *Transition Tales*, où les participants rédigent des histoires du futur qui racontent comment le monde a réussi sa transition.

Au moyen d'une rhétorique bien rôdée, ceux qui ne partageraient pas cette vision positive (par exemple les amateurs de grosses voitures) sont systématiquement renvoyés au premier élément de la réflexion : pour des

raisons physiques et indiscutables, le changement est nécessaire, alors rejoignez-nous et discutons-en. Reste alors à convaincre ces gens que, même s'ils n'auraient pas *a priori* choisi la transition, celle-ci est préférable à l'effondrement, et qu'ils finiront même certainement par trouver des avantages à cette vie nouvelle.



▲ Deuxième rencontre nationale des villes en transition, à Cirencester, 12 avril 2008.

1. Une liste de ces initiatives est disponible sur le site www.transition-towns.org

2. *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*, Green Books, 2008.

▼ Jeux des post-it : ce que je peux faire tout seul, ce que nous pouvons faire ensemble au niveau de la commune, ce que ne peut faire que le gouvernement. Réunion de Forest Row, 5 juillet 2008.



Mike Grenville

L'organisation pragmatique du mouvement

La Transition et la décroissance ont bien des aspects en commun : toutes deux partagent une même inquiétude quant à l'imminence de crises écologiques majeures, refusent de croire que des solutions institutionnelles et techniques permettraient de prolonger bien longtemps le monde actuel, et soutiennent que nous ne nous en sortirons qu'en modifiant radicalement nos modes de vie pour les rendre plus sobres, sur une base relocalisée et coopérative.

Mais si la décroissance et la Transition sont évidemment cousines par la proximité de leurs objectifs concrets, elles ne sont pas pour autant sœurs jumelles. Comme il a été expliqué ci-dessus, la Transition cherche à se construire une image que l'on pourrait qualifier de "pragmatique" : ce n'est pas que la Transition ait particulièrement envie de changer le monde, elle admet simplement le fait que changer de monde est aujourd'hui inévitable, et qu'il nous revient d'en profiter pour inventer un monde meilleur. À titre individuel, les militants de la Transition peuvent bien être anticapitalistes, antimilitaristes ou anarchistes, mais la Transition elle-même n'est rien de tout cela : elle est un lieu d'échange et de réflexion pragmatique d'où doi-

vent émerger des réponses originales au pic du pétrole et au changement climatique. Cette neutralité peut agacer certains militants de la décroissance, et même de la Transition, mais elle a le mérite de permettre l'intégration au mouvement de gens sensibilisés aux enjeux environnementaux, et qui n'auraient pas intégré un mouvement étiqueté "anticapitaliste" comme l'est la décroissance³.

Le même pragmatisme se retrouve dans l'organisation du mouvement pour la Transition, qui diffère en bien des points de celle du mouvement pour la décroissance. La décroissance tend à revendiquer sa diversité et son statut de nébuleuse où se côtoient écologistes, anarchistes, anticapitalistes, altermondialistes, tiers-mondistes... À l'inverse, la Transition tend à afficher son unité⁴ : face à une situation d'urgence souvent comparée à une guerre, il importe de se serrer les coudes, de s'unir pour être plus forts et pour gagner en légitimité. La formalisation et l'institutionnalisation du réseau de la Transition, qui n'accorde le label de "ville en transition" qu'une fois certains objectifs remplis, et qui propose des formations à ses militants, en fait une "machine de guerre" efficace, pour avoir une influence sur l'opinion et les pouvoirs publics.



Mike Grenville

◀ Réunion à Forest Row du groupe de descente énergétique de l'agglomération de Londres, présentation de ce que l'on peut faire dans chaque secteur, 5 juillet 2008.

Fonder des initiatives de transition en France ?

Selon les militants de la Transition, leur mouvement a vocation à devenir international, puisque le monde entier doit faire face au même double problème : le pic du pétrole et le changement climatique. Cependant, en France, le terrain n'est pas vierge : la décroissance est déjà bien installée, qui s'attache à croiser les questions écologiques, politiques et sociales, bien plus que ne le fait la Transition. Alors quelles sont les redondances, les complémentarités et les contradictions entre ces deux mouvements ? Faut-il fonder des initiatives de transition en France ?

En réalité, certains militants se sont déjà lancés dans cette entreprise en fondant le réseau Objectif-résilience⁵ : ils ont pour l'instant effectué un important travail de traduction des documents nécessaires pour présenter la Transition, mais leur petit nombre ne leur a pas encore permis d'aller beaucoup plus loin. Ces groupes recherchent des militants, les volontaires n'ont donc qu'à se faire connaître !⁶



Mike Grenville

▲ En juin 2008, mise en place d'un potager urbain à Lewes, à 20 km de Brighton. Jardin au pied d'un arbre, avec un coin compostage où chacun peut amener ses déchets organiques.

3. Une seule fois dans son livre (p. 135), Rob Hopkins écrit explicitement que la Transition ne croit ni au développement durable, ni à la croissance verte. Les objecteurs de croissance apprécieront certainement que cette clarification soit enfin faite ! Il faut cependant bien comprendre que cet élément n'est pas la base de la réflexion de la Transition : il n'en est qu'un élément secondaire.
4. Unité, mais pas homogénéité : chaque groupe local est libre d'évoluer comme il l'entend, à condition de rester dans le cadre de réflexion collective qu'est la Transition.
5. <http://objectif-resilience.permaculture.ch/index.php?title=Accueil>
6. Pour les contacter, le plus simple est de passer par <http://groups.google.fr/group/objectif-resilience?hl=fr>

Lancement de la monnaie locale à Lewes, en septembre 2008.



S'inspirer de la Transition en France ?

Pour les groupes qui ne souhaiteraient pas rejoindre un réseau formellement constitué, ou qui ne se retrouvent pas dans l'approche développée par la Transition, l'autre solution consiste bien évidemment à s'inspirer librement de ce mouvement en n'en sélectionnant que les éléments qui semblent les plus pertinents. Les objecteurs de croissance pourraient par exemple utiliser la notion de résilience telle que la conçoit la Transition (la capacité d'un territoire et de ses habitants à supporter les chocs pétroliers et climatiques sans s'effondrer) et en faire un élément de leur réflexion sur le devenir de leur ville ou de leur village. La constitution de groupes s'avère aussi intéressante lorsqu'il s'agit de partager les sujets de réflexion et de multiplier les actions. Enfin, la rédaction d'un Plan de descente énergétique, même si elle demande un temps considérable, peut fournir un outil de communication très efficace envers la population et les élus locaux, surtout s'il s'appuie sur des exemples concrets tels que la transformation des parkings en potagers urbains...⁹

Mike Grenville

Quant à ceux qui voudraient fonder une initiative de la Transition dans leur propre ville ou village, le mieux qu'ils aient à faire est de consulter le livre de Rob Hopkins⁷ et de se faire connaître du réseau pour recevoir ses conseils. Le *Transition Handbook* a été conçu comme un guide à suivre pour aider le lecteur à fonder sa propre initiative de transition, en suivant globalement douze étapes :

1. mettre en place un groupe d'initiateurs du projet,
2. éveiller les consciences (par exemple par des projections de films),
3. établir des liens avec les groupes de militants existants,
4. organiser une grande fête pour lancer officiellement l'initiative,
5. former les groupes de réflexion,
6. organiser des ateliers *open space*,
7. mener des actions visibles,
8. favoriser la rediffusion des savoir-faire,
9. contacter les élus locaux,
10. associer les anciens qui ont connu le monde avant le pétrole,
11. laisser le mouvement évoluer à sa façon,
12. créer un plan de descente énergétique.

Mais la première chose à faire reste évidemment de contacter le réseau et de consulter le guide lui-même, en espérant qu'une traduction française soit bientôt publiée⁸.

7. Une traduction presque complète est disponible sur le site d'Objectif-résilience (note 5) et sur le site www.transitiontowns.org. Une fiche de lecture consacrée à ce guide est également consultable sur le site de la revue en ligne DDT : <http://developpementdurable.revues.org/document6243.html>
8. Il existe déjà une traduction allemande : *Energiewende, das Handbuch: Anleitung für zukunftsfähige Lebensweisen*, Taschenbuch, 2008
9. Des documents comparables ont déjà été rédigés pour des descentes énergétiques à l'échelle régionale : le Plan Alter Breton (1981) et le plan Virage-Energie Nord-Pas-de-Calais (2007), www.virage-energie-npdc.org

Enfin, la rédaction d'un Plan de descente énergétique, même si elle demande un temps considérable, peut fournir un outil de communication très efficace envers la population et les élus locaux, surtout s'il s'appuie sur des exemples concrets tels que la transformation des parkings en potagers urbains...⁹

Enfinement, l'exemple de la Transition nous montre que, contrairement à ce qui est parfois avancé, la décroissance n'est pas qu'une réflexion franco-française : dans d'autres pays, d'autres militants s'inquiètent des mêmes problèmes que les objecteurs de croissance, et proposent des solutions similaires en bien des points. Le fait que des mouvements équivalents existent au Royaume-Uni, et sûrement ailleurs, tend à légitimer le combat des objecteurs de croissance : reste à construire des ponts entre ces mouvements, car la Transition a certainement des choses à nous apprendre... et vice-versa.

Fresque utopique de ce que pourrait devenir la ville de Brixton.



D.R.



Qui dirige le monde ?

Barack Obama a choisi comme secrétaire à la défense Robert Gates qui occupe déjà ce poste sous l'administration Bush. Une situation inédite, mais qui pose des questions. Robert Gates est en effet l'ancien directeur de la CIA, ce qui peut être un moyen de se protéger contre un remake de l'assassinat du président démocrate John Kennedy qui, en 1963, a probablement été victime de la CIA. Mais c'est aussi un aveu d'impuissance face à l'armée puisque Robert Gates est celui qui gère depuis le début les conflits en Irak et en Afghanistan. Il semble donc que Barack Obama ait renoncé à imposer une démarche qui contrarierait les militaires. Ce n'est pas le seul cas où l'armée et les services secrets passent avant le politique. En Russie, faut-il rappeler que Vladimir Poutine est un ancien haut gradé du KGB. Au pouvoir depuis 1999, il a réussi à intervertir son poste de président avec celui de premier ministre pour rester au pouvoir. Et en France ? Que l'on se souvienne de la pitoyable affaire de l'arrêt des essais nucléaires en 1981. Charles Hernu, tout juste nommé ministre de la Défense par François Mitterrand, annonce, comme promis pendant la campagne électorale, l'arrêt des essais nucléaires à Moruroa. 48 heures après, il annonce la reprise des essais. Entre les deux, l'état-major de l'armée est venu lui rendre visite dans son bureau.

Selon que vous serez puissant ou misérable...

Le 16 décembre 2008, une employée d'un petit cirque familial a été condamnée à 18 mois de prison dont 9 fermes pour "vol sur personne vulnérable en récidive". Vendant des calendriers en porte à porte, elle avait pris 5 euros dans le porte-monnaie d'une vieille dame de 88 ans qui refusait de lui en acheter un, en janvier 2008. Le même jour, Bernard Madoff, le financier new-yorkais qui a détourné 50 milliards de dollars est libre après avoir payé une caution de 4 millions (qu'il a sans doute volés). Pendant ce temps, aucune inculpation n'a été prononcée contre les dirigeants des banques qui ont joué et perdu de l'argent auprès de ce Madoff ou dans des opérations financières douteuses provoquant la perte des économies de millions de personnes. Non seulement, personne n'est emprisonné, mais en plus le gouvernement leur donne de l'argent pour mieux pouvoir recommencer.

Irlande

Démocratie bafouée

Alors que les Irlandais ont clairement refusé le contenu du Traité constitutionnel européen lors d'un référendum, le 13 juin 2008, leurs dirigeants politiques ont annoncé, en accord avec l'Union européenne qu'ils réorganiseront un référendum d'ici novembre 2009. Les Irlandais ne voteront toutefois pas sur le même texte que les autres pays : ils ont obtenu de pouvoir conserver leur neutralité militaire (alors que le traité parle d'une croissance continue de l'effort de défense européenne), leur liberté fiscale et leur position sur l'avortement (interdiction quasi-totale). La démocratie reste toutefois moins bafouée qu'en France et aux Pays-Bas : alors que les Irlandais peuvent voter non, en France et aux Pays-Bas, ce sont les députés, soi-disant élus du peuple, qui ont voté à notre place.

Le plus gros de la crise boursière est passé

Christine Lagarde, BFM, 20 août 2007

Le gros risque systémique qui était craint par les places financières est derrière nous

Christine Lagarde, AFP, 20 septembre 2008.

Méthode Coué ?

Encyclopédie Anarchiste

En 1934, Sébastien Faure édite le premier tome de l'Encyclopédie anarchiste, prévu en cinq volumes. Ce document exceptionnellement riche pour la pensée libertaire est aujourd'hui disponible en ligne : www.encyclopedie-anarchiste.org.



▲ Cécile Duflot.

Tendances Vertes

Lors du congrès de Lille du 6 et 7 décembre 2008, plusieurs motions ont fusionné : Espoir en acte (Cécile Duflot), OAI (Dominique Voynet), Urgence écologique et sociale (Jean-Marc Brulé),

Rassembler les écologistes. Cette fusion a totalisé 71 % des voix. Se sont maintenus Unir (motion pour une refondation des Verts au sein de la mouvance écologiste, élu au CE : Denis Baupin) 16,5% et ADEP (gauche décroissante, élu au CE : Françoise Alamartine) 12,57 %. Cécile Duflot est réélue pour un deuxième mandat comme secrétaire nationale. Les porte-parole sont Djamilia Sonzogni et Jean-Louis Roumégas. *Les Verts, 247, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, tél. : 01 53 19 53 19, www.lesverts.fr.*

Du rôle de l'impôt

La crise de 1929... s'est poursuivie jusqu'en 1945. En 1942, le président des Etats-Unis, Roosevelt déclare que : "Aucun citoyen américain ne doit avoir un revenu, après impôt, supérieur à 25 000 dollars par an". A l'époque cela correspond à 8,5 fois le revenu médian par personne et 25 fois le salaire minimum. En France, cela reviendrait à dire que personne ne doit toucher, après impôt plus de 270 000 euros. Et comment y arriver ? Roosevelt proposait un impôt sur le revenu progressif allant jusqu'à 100 %.

Bordeaux

Alterguide

Le collectif du Pas de côté de Bordeaux a réalisé un guide des alternatives sur l'agglomération que l'on peut télécharger gratuitement sur internet : <http://bordeaux.decroissance.info>. On peut également l'obtenir en passant les voir au salon de thé *Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, 33000 Bordeaux* (débat tous les 18 de chaque mois à 20h).



vélos

Canada

B:C:clettes

Jeu de mot entre la bicyclette prononcée à la française et BC comme British Columbia, la région d'origine de ce groupe de danse féminin qui utilise le vélo dans ses chorégraphies, mettant en avant le côté sympa, sexy et dynamique des deux roues. Vidéos disponibles sur www.bcclettes.ca.



d'une amélioration des "zones apaisées", c'est-à-dire la possibilité de rouler en dehors des voies prévues pour les véhicules motorisés dangereux. Les politiques municipales vont dans ce sens : alors que l'usage du vélo est en hausse constante, le nombre de cyclistes tués a baissé de 48 % entre 2000 et 2007 (142 morts en 2007).

A Lyon, avec l'introduction des vélos en libre-service, les distances parcourues en vélo ont presque doublé en trois ans... pour une hausse des accidents de seulement 3 %.

A l'inverse, de plus en plus de personnes remplacent leur voiture par des deux roues motorisés — crise oblige — provoquant une hausse importante des accidents de motos et de scooters : chez les 18-25 ans, en 2007, il y a presque autant de mort en deux roues motorisées (122) qu'en voiture (155) contre 51 à pied (souvent renversés par une des deux premières catégories) et 17 à bicyclette. Toutes les études montrent que baisser la

vitesse des véhicules motorisés permettrait de diminuer nettement ce nombre de morts. Pour en savoir plus : *FUBicy, Fédération française des usagers de la bicyclette, Maison des cyclistes, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, www.fubicy.org.*

Paris

Jusqu'au Pole nord

Profitant de la vague de froid, le samedi 3 janvier 2009, la véloru-



▲ Arrivée rue du Pole Nord.

tion a rejoint la rue du Pole nord (Paris 18^e). Les cyclistes ont rappelé ainsi que le vélo est un moyen de déplacement par tous les temps. Quand il fait froid, en plus, on a "l'air et les gants". Les vélorutions à thèmes se déroulent tous les premiers samedis du mois ; départ à 14 h, place du Châtelet (Paris 1^{er}). www.velorution.org.

Mulhouse

Vélo-école

Pour ceux et celles qui veulent reprendre le vélo ou qui ne sont pas à l'aise en deux roues, le CADR, Cyclistes associés pour le droit de rouler en sécurité, organise chaque mois une journée de vélo-école : entretien du véhicule, comment tenir compte des différents usagers de la route, comment prévenir et anticiper le danger, comment passer les intersections, les pièges de la circulation... C'est gratuit en échange de l'adhésion à l'association. *CADR, 2, rue du Panorama, 68200 Mulhouse, tél. : 03 89 42 73 42.*

Un moyen de transport sûr

Le vélo peut être un moyen de transport sûr pour peu que son développement s'accompagne

habitat

Les tours de grande hauteur ne sont pas une solution

A priori, tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut densifier les villes pour limiter les déplacements et donc faire des économies d'énergie. Mais cela signifie-t-il de faire des tours de grande hauteur ou faut-il penser à d'autres solutions d'urbanisme ? Olivier Sidler, du bureau d'étude Enertech, a publié une étude en août 2008. Il rappelle en introduction que certaines tours de la Défense, construites dans les années 1970, sont des gouffres énergétiques : jusqu'à 1500 kWh/m²/an. La meilleure tour de grande hauteur du point de vue énergétique se trouve actuellement à Bonn, la Post Tower, livrée en 2002, consomme quand même encore 500 kWh/m²/an toutes énergies confondues (soit 33% de plus que prévu). Par comparaison, le meilleur immeuble de bureaux en France est

actuellement le bâtiment de l'Ineed à Valence-TGV, d'une surface utile de 2618 m² qui ne consomme tout usage confondu que 82 kWh/m²/an... soit 6,6 fois moins. Par rapport aux normes envisagées par le Grenelle de l'environnement pour 2012, la "tour verte" de Bonn consomme encore cinq fois trop ! Et il est prévu pour 2020 que l'on atteigne des bâtiments à énergie positive.

Pour diminuer la consommation d'énergie dans une tour, il faudrait commencer par réduire considérablement les surfaces vitrées, il faudrait profiter des fondations pour installer une pompe à chaleur couplée avec des systèmes de pieux géothermiques, il faut systématiser la ventilation double-flux (récupération de la chaleur qui sort pour préchauffer l'air qui rentre). Il faut généraliser l'ouverture des fenêtres pour éviter le recours à la climatisation. Il faut modifier les habitudes de bureautique pour adopter des méthodes performantes (ordinateurs portables au lieu des écrans plats), il faut avoir des éclairages individuels et non des

éclairages généralisés. Les ascenseurs restent le point faible : 15% de la consommation d'électricité dans la tour allemande.

Après toutes ces améliorations, Olivier Sidler estime qu'il n'est pas possible dans une tour de descendre à une consommation inférieure à 155 kWh/m²/an... soit encore 1,5 fois trop.

L'incorporation d'éoliennes sur le toit ne donne pas de très bons résultats (trop de turbulence de l'air en milieu urbain), les surfaces pouvant accueillir le photovoltaïque sont insuffisantes et le rendement mauvais du fait des ombres portées des bâtiments voisins.

Du fait de leur grande hauteur, les tours nécessitent par ailleurs beaucoup d'énergie pour leurs constituants et pour leur mise en œuvre. Alors que pour une maison individuelle, il faut "investir" de l'ordre de 1000 kWh par m², on est entre 1500 et 2000 kWh pour un petit immeuble de bureaux et de l'ordre de 3 à 4000 kWh pour un immeuble de grande hauteur... soit 23 ans de la consommation du futur meilleur bâti-

ment. Sur cinquante ans, ce dernier consommerait alors 17 450 kWh par m² contre 2620 kWh pour un immeuble de bureau très performant déjà construit à Grenoble.

Enfin, si ces tours ne comportent que des bureaux comme c'est le plus souvent le cas, elles ne permettent pas d'éviter des déplacements... ce qui pourrait s'améliorer avec une mixité des usages.

Olivier Sidler, Enertech, 26160 Félines-sur-Rimandoule, tél. : 04 75 90 18 54.



▲ La tour Post Tower à Bonn.

MENACES SUR LES PRATIQUES ALTERNATIVES

Jusqu'alors, l'Union européenne a plutôt un facteur de reconnaissance des initiatives alternatives dans le domaine de la santé, des pédagogies... Mais sous la pression des lobbys, il y a des tentatives pour légiférer en limitant l'accès de nouvelles techniques aux seuls plus puissants. De la même manière que vendre des semences nécessite un parcours administratif complexe et coûteux, des barrières administratives pourraient être mises en place dans d'autres domaines. Le mouvement anthroposophe qui développe de nombreuses alternatives dans le domaine de la santé (Weleda), de l'alimentation (biodynamie, mention Demeter), de la pédagogie (écoles Steiner-Waldorf), de l'accueil des handicapés (fermes Camphill) ... a lancé une pétition pour réunir un million de signatures en Europe afin de soutenir une position de l'Union européenne qui continue à favoriser la liberté d'expérimentation. *Aktion ELIANT, Rebgasse 37, D-79540 Lörrach. Contact en France : Christina Nidecker, tél. : 01 60 11 99 58 ou Daniel Vialleville, tél. : 02 47 67 46 79. Site internet en français : www.eliant.eu/new/lang/fr.*

Fabio Panico



▲ Fête d'un école Steiner.

La face cachée de la monnaie

Journalles a édité une brochure qui porte ce titre. En 40 pages petit format, quelques rappels sur ce qu'est la monnaie, comment fonctionnent les banques et les taux d'intérêt, pour mieux comprendre le mensonge institutionnalisé sur la crise financière actuelle. C'est disponible contre 1 € ou directement sur le site de l'association. *Journalles, maison de la vie associative, boulevard des Lices, 13200 Arles, www.journalles.org.*

Lyon

Editions du P'tit gavroche

Les éditions du P'tit gavroche sont en difficulté financière. Alors que plusieurs guides sont prêts à être publiés (Paris en alternatives, Festival alternatif et Médialtern'), il manque de l'argent pour avancer les frais d'édition. Ils cherchent donc une solution financière. Ils leur faudrait 10 000 € avant le 1er mars pour reprendre leurs travaux d'édition. *Editions le P'tit gavroche, 84, montée de la Grande-côte, 69001 Lyon, www.guidaltern.org.*

Lyon

PRIMEVÈRE, RENCONTRES DE L'ÉCOLOGIE ET DES ALTERNATIVES

Le 23^e salon-rencontres Primevère se tiendra du 20 au 22 février à Eurexpo Lyon-Chassieu, avec 450 exposants dont 150 associations et 150 producteurs bio. Thème de l'année : *Vivre l'écologie*. Extraits de l'abondant programme.

Vendredi 20 : les logiciels libres et l'éducation (11h), vidéo *Le monde selon Monsanto* (12h), vidéo *Mortel amiante* (14h30), L'écolhomeau du Buis (15h), auto-construire une pale d'éolienne (15h), semeurs volontaires de biodiversité, Guy Kastler (15h), l'environnement victime de la militarisation, Ben Cramer (16h), l'ortie fête de la résistance (16h30), gérer les conflits au quotidien (17h), produire de la richesse autrement (17h), vidéo *Un monde pas tout à fait mortel* (18h30), l'avenir est à la campagne (19h), la téléphonie mobile (19h), coopérer, une autre façon de créer son activité (20h).

Samedi 21 : reconversion dans l'écoconstruction (11h), la bio peut nourrir le monde (11h), création et fonctionnement d'une crèche parentale (13h), que reste-t-il du Grenelle de l'environnement, avec la Frapna, les Verts, Hespul (13h30), le climat, otage de la finance (14h), des nanotechnologies à la société de contrainte (14h), vidéo *Le prix de l'or* (15h),

transmission des savoir-faire, avec Ardelaine, Le Mat et Ambiance Bois (16h), pesticides, le prochain amiante, avec François Veillerette (16h), vidéo *La marche des gueux* (16h30), pédagogie Montessori (17h), Bivouac, un autre logement social (18h)

Dimanche 22 : accoucher naturellement aujourd'hui (11h), habitat, l'écologitude, avec Alain Marcom (11h), vidéo *Homo toxicus* (11h), la crise financière, un bien ou un mal, avec Attac, la Nef, Entropia (12h30), pétrole, la fête est finie (13h), création d'un éco-gîte (13h30), l'exploitation de l'uranium au Niger (13h), aliments irradiés et grande distribution avec Christian Jacquiau et Véronique Gallais (14h30), contre les jouets sexistes (15h), découverte de l'espéranto (15h), le sport, royaume de la pensée unique, avec Michel Caillat (15h), vidéo *Un climat d'espoir* (15h), vidéo *construction d'une éolienne* (15h30), vidéo *Nos enfants nous accuseront* (16h30)...

Programme complet : *Association Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél. : 04 74 72 89 90, <http://primevere.salon.free.fr>.*

Éducation

Aveyron

Aide aux personnes en difficulté éducative

L'ASPARE, Association d'accompagnement et de soutien aux personnes en recherche ou difficulté éducative propose des formations professionnelles qui s'adressent aux personnels des écoles, animateurs, travailleurs sociaux ou à des personnes qui souhaitent mettre en place de nouvelles formes d'éduca-

tion. Ces formations sont animées par Brigitte Cassette, ancienne enseignante, animatrice dans le milieu non-violent. Les stages de formation se passent sur le plateau

de Larzac. Plusieurs possibilités sont proposées. *ASPARE, Combefère, 34520 Les Rives, tél. : 06 11 62 60 52.*

Colmar

Crèche écologique et citoyenne

L'association Elan pour la vie a ouvert en 2008 une micro-crèche écologique et citoyenne destinée aux enfants de trois mois à quatre ans, à proximité de Colmar. L'objectif est d'intégrer les enfants dans un cadre chaleureux et sécurisant en combinant vie en collectivité et respect de l'individualité. *Elan pour la vie, 21, avenue du Stade, 68230 Wirh-au-Val, tél. : 03 89 71 02 75.*

Education à l'environnement sacrifiée ?

De nombreuses associations d'éducation à l'environnement sont en difficulté du fait de la suppression de nombreuses aides comme les postes Fongep qui ont été divisés par deux. Ceci est en totale contradiction avec les déclarations faites autour du Grenelle de l'environnement et des conférences internationales. L'éducation à l'environnement

est la première étape vers une prise de conscience de la nécessité de ne pas gaspiller, de faire du durable... Pour demander au gouvernement d'infléchir sa politique dans le bon sens, un appel a été lancé fin décembre 2008. Pour en savoir plus : *Le Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles-en-Provence, tél. : 04 42 670 670, www.loubatas.org.*

Tripler la production ?



Si le gouvernement annonce sa volonté d'aider au triplement des surfaces cultivées en bio d'ici 2012 (de 2 à 6%), les mesures annoncées risquent de ne guère changer les choses. De nombreuses incitations existent déjà et le nombre de conversions reste limité. Les fédérations de l'agriculture biologique, Fnab, Grab et Gab, proposent pour aider à cela que les aides ne concernent plus seulement la période de conversion, mais la filière dans sa durée ; que la réflexion soit élargie à l'ensemble des mesures qui touchent à l'agriculture et à l'environnement pour arrêter les aides qui dans d'autres domaines nuisent à l'agriculture biologique.

Limite des Amap

Selon les chiffres avancés par la fédération des Amap d'Ile-de-France, nous approcherions des 1500 Amap en France. Or à chacune correspond un maraîcher bio de légumes frais. Selon l'Agence bio qui tient les statistiques dans ce domaine, il y avait, fin 2007, 2729 maraîchers bio en France (sur 12000 agriculteurs bio), avec un taux de croissance assez faible (7 à 8 % de reconversion par an). Cela signifie que les Amap ont déjà absorbé la moitié de la profession. Un impressionnant et rapide changement de fonctionnement pour le maraîchage.

Le poids économique des abeilles

Selon une étude réalisée par l'INRA, le CNRS et des chercheurs allemands, l'activité des abeilles, en 2005, a représenté une valeur économique de 153 milliards d'euros au niveau mondial... soit 9,5 % de la valeur de l'ensemble de production alimentaire. Si les abeilles disparaissent, cela risque de coûter encore plus cher que les milliards qui disparaissent à la bourse.

Fièvre catarrhale ovine

Depuis le 4 novembre 2008, il est obligatoire de vacciner les brebis pour éviter la propagation de la fièvre catarrhale ovine. Ceci doit être fait avant le 30 avril 2009. Si les cahiers des charges de l'agrobiologie tolèrent ces traitements quand ils sont obligatoires, plusieurs éleveurs souhaitent ne pas vacciner. Ils objectent que la maladie n'est pas transmissible à l'homme alors que rien n'indique que l'hydroxyde d'aluminium présent dans le vaccin peut lui être transmis, alors qu'il est dangereux. Ils rappellent que les espèces ovines déjà touchées par cette maladie ont fini par développer naturellement des résistances et que le vaccin peut être l'occasion d'introduire de nouvelles formes de la maladie comme cela a été le cas en 2008 aux Pays-Bas. Ils veulent lancer une procédure juridique

Charente

Une ferme colibri menacée

Richard Wallner monte un projet de ferme pédagogique écologique en permaculture à Marsac sur neuf hectares de terres en bordure de la Charente, dont il se porte acquéreur en juin 2005. A l'époque, le maire a aussi essayé d'acheter les terres. Le vendeur, un agriculteur bio qui part à la retraite préfère vendre à Richard Wallner. En septembre 2005, bénéficiant de financements du département et du soutien du conseil général, des plantations d'arbres commencent (haies, arbres fruitiers...). En décembre 2005 la Diren donne un avis favorable pour requalifier le site en zone agricole. Cela ouvre en principe le droit à la construction de bâtiments. Le site est alors divisé en une zone naturelle volontaire de trois hectares, une zone de prairie de deux hectares, le reste étant cultivé en maraîchage pour une vente en paniers. Fin 2006, il s'aperçoit que le maire n'a pas modifié le plan d'occupation des sols : il est toujours classé en zone naturelle inconstructible. Faute de permis de construire, Richard Wallner s'installe dans une caravane. Commence alors un travail de sensibilisation : Pierre Rabhi, Marie-Hélène Aubert (députée européenne), Claude Bourguignon, les Verts, Nature et Progrès apportent leur soutien. Le commissaire enquêteur pour la révision du Plu soutient le classement agricole du colibri. En juillet 2008, le Plu est adopté par la mairie avec le Colibri en zone naturelle. Depuis, des recours ont été engagés notamment auprès de la préfecture pour débloquer la situation. Richard Wallner, Ferme Au Petit Colibri, chemin de l'Evêché - 16570 Marsac, tél. : 06 82 37 20 61 ou 05 45 21 41 89, <http://aupetitcolibri.free.fr>.



▲ Richard Wallner.

pour bloquer l'obligation avant la date limite. Pour en savoir plus : Jean Coulardeau, La Ribe, 43430 Les Vastres, tél. : 04 71 59 53 43 ou Daniel Roux, Ruols, 12500 Saint-Come-d'Olt, tél. : 05 65 48 74 06.

Tours

Une Amap ou un parc ?

La commune de Saint-Pierre-des-Corps, voisine de Tours, envisage la mise en place d'un parc public et d'un arboretum sur une zone inondable d'une trentaine d'hectares inconstructible. Plusieurs associations locales dont l'Arial, Association de réflexion, d'information et d'action locale, contestent ce projet. Alors que la sénatrice-maire de la ville (PCF) déclarait le 15 octobre 2008 : "Nous vivons non seulement une crise financière historique, mais aussi une crise économique et sociale profonde, qui appelle des solutions fortes et urgentes", ces associations demandent que les terres agricoles soient conservées et mises à la disposition d'un ou deux maraîchers bio

pour le développement d'une ou deux Amap sur l'agglomération de Tours. Le 6 décembre 2008, la vélorution mensuelle est venue du centre de Tours pour visiter les lieux. La vélorution a insisté sur l'importance de diminuer les distances entre producteurs et consommateurs. Arial, 7, impasse Boisdenier, 37700 Saint-Pierre-des-Corps et <http://velorution-tours.over-blog.org>.

Puy-de-Dôme

Jean-Hugues Bourgeois renonce

Après de nouvelles menaces contre l'agriculteur qui lui a loué des terres, Jean-Hugues Bourgeois, jeune éleveur bio, a décidé, fin novembre 2008, de stopper son activité et de quitter la région. La gendarmerie a annoncé que cela ne mettrait pas fin aux enquêtes en cours, la dernière étant l'empoisonnement de jeunes animaux.

ogm

Obama sous influence de Monsanto ?

Michael Taylor, avocat de la FDA, Food and Drug Administration, service de l'Etat donnant les autorisations de mise en vente des produits alimentaires, de 1976 à 1980, rejoint en 1980 un cabinet d'affaires qui défend Monsanto et l'IFBC, lobby des biotechnologies. En juillet 1991, il devient administrateur de la FDA. En 1993, la FDA autorise les OGM et les hor-

mones de croissance (commercialisées par Monsanto). En 1994, il fait un bref passage au ministère de l'Agriculture puis devient vice-président de Monsanto. Le 15 décembre 2008, Michael Taylor a été nommé conseiller pour l'agriculture auprès de l'équipe de transition de Barack Obama ! (source : blog de Marie-Monique Robin sur Arte.tv)

Mi-décembre 2008, la mairie de Lyon a fait une campagne contre les portables pour les jeunes enfants... mais refuse de se joindre aux comités de parents d'élèves qui demandent le retrait des antennes à proximité des écoles.



Téléphonie mobile : nouvelles études

Une étude publiée le 4 avril 2008 par le neurologue Vini Khurana sur le site www.brain-surgery.us, constate une augmentation récente et rapide des cancers du cerveau. Ses études l'ont amené à étudier différentes hypothèses. Il en ressort que le développement rapide de l'usage du téléphone portable est la plus probable. Vini Khurana estime que compte tenu des temps de latence entre la cause et l'effet, pouvoir déjà mesurer cette hausse aujourd'hui est significatif d'un phénomène qui va se développer extrêmement vite dans les années à venir et il prédit que cela dépassera rapidement le nombre des victimes de l'amiante et du tabac. Une autre scientifique, Annie Sasco, épidémiologiste, directrice de recherche à l'Inserm, interrogée dans *Le Monde* du 2 avril 2008 estime que les deux principales causes probables de cette augmentation des cancers du cerveau sont sans doute le téléphone mobile et les pesticides : "Il y a quarante ans, il y avait infiniment moins, dans notre environnement, de pesticides ou de champs électromagnétiques. Le télépho-

ne portable, le WiFi n'existaient pas. Or le cancer est un effet secondaire à long terme. Il faut 20 ou 40 ans pour faire un cancer. Les effets du téléphone portable, par exemple, commencent juste à être entraperçus. Nous baignons dans les ondes. Qu'il s'agisse de l'alimentation, des radiations ionisantes, des champs électromagnétiques... faut-il attendre une certitude absolue ?".

Socialisation des enfants et immunité

Une comparaison entre quatorze études portant sur les leucémies des enfants, réalisées par une équipe

de chercheurs de l'Université de Berkeley (Californie), portant sur plus de 20 000 enfants (un tiers malades, deux tiers sains), a mis en évidence une forte relation entre le déclenchement de la maladie et le niveau de fréquentation d'autres enfants : les enfants qui n'ont pas de frères ou de sœurs, et/ou qui ne fréquentent pas une

crèche, ont 30% de plus de risque d'avoir une leucémie. Ceci confirme les résultats d'une étude menée par une fondation britannique en 2005, étude ayant suivi des enfants pendant dix ans. Les chercheurs font l'hypothèse que la fréquentation d'autres enfants stimule les défenses immunitaires.



← Intervention de soldats israéliens lors d'une manifestation à Bil'in.

Israël-Palestine

Lutte non-violente primée

Depuis 1962, la Ligue internationale des droits de l'homme décerne annuellement la médaille Carl von Ossietzky. Le 7 décembre 2008, dans la Maison des Cultures du monde à Berlin, la distinction a été remise aux Anarchistes contre le mur, groupe fondé en avril 2003 par des militants israéliens, ainsi qu'au

Comité populaire de Bil'in (petit village de Cisjordanie), initié en décembre 2004. Ces deux organisations mènent une résistance non-violente contre le mur de séparation et l'occupation, par l'armée israélienne, de la bande de Gaza et de la rive ouest du Jourdain. Elles promeuvent un mode de relations excluant toute forme d'exclusion, d'oppression et de destruction. Le grand intellectuel allemand Carl von Ossietzky (3 octobre 1889-4 mai 1938) s'engagea toute sa vie contre le militarisme, la guerre et les discriminations. Il décéda d'une tuberculose contractée dans le camp de concentration de Papenburg-Esterwegen. Les nazis lui interdirent de se rendre à Oslo pour y recevoir le Prix Nobel de la Paix qui lui fut attribué, le 23 novembre 1936, au titre de 1935. René Hamm.

Essais nucléaires

Vers une indemnisation des victimes ?

Hervé Morin, ministre de la Défense, a annoncé le 26 novembre 2008, qu'il présenterait en janvier 2009 un projet de loi encadrant la procédure à suivre pour indemniser les victimes des essais nucléaires. Environ 150 000 personnes sont susceptibles d'avoir été contaminées entre 1960, premiers essais dans le Sahara et 1996, derniers essais en Polynésie française.

L'Aven, association des victimes des essais nucléaires, n'est pas

D.R. SANTÉ

Dépression et vitamine D

Des chercheurs de l'université de Vrije (Amsterdam) ont mis en évidence une relation entre la dépression et un manque de vitamine D. La vitamine D se fabrique dans notre corps lorsque nous sommes exposés au soleil. Un facteur de dépression est donc la moindre vie au grand air.

Sida Les enfants en meurent

Environ deux millions d'enfants sont porteurs du virus du sida... dont 90 % vivent en Afrique subsaharienne. Parmi ces derniers, 90 % n'ont pas accès à un traitement anti-rétroviraux et la moitié mourront donc avant l'âge de deux ans. A l'occasion de la journée mondiale contre le Sida, le 1er décembre 2008, *Médecins sans frontières* a lancé un appel pour demander que des programmes de recherche soient mis en place pour développer des traitements adaptés à ces enfants. *MSF, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, tél. : 01 40 21 29 29.*

PAIX

satisfaire de cette proposition. Le projet de loi indique que ne peuvent demander des indemnisations que les personnes prouvant qu'elles ont reçu une dose d'exposition ionisante d'au moins 50 millisiverts... ce qui est impossible à savoir et d'autre part, il n'est pas mentionné la possibilité d'attaquer l'Etat pour les descendants et les ayants droit, alors que nombre de personnes sont déjà mortes. L'avocat de l'association rappelle que le code de la Sécurité sociale sur les accidents du travail précise, depuis 1919, qu'une victime n'a pas à démontrer qu'elle a été exposée à un seuil d'exposition, sa seule présence sur le lieu de travail suffit. *Aven, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03.*

ENVIRONNEMENT

Paris

Drôle de campagne d'affiches

Le 2 décembre 2008, la ville de Paris a placardé des affiches pour soi-disant prévenir les accidents lors des transports dans la ville. Étonnement dans les milieux associatifs. Sur une affiche, on voit une cycliste étendue par terre, roue tordue, affaires éparses... sans un brin de circulation. Sur une deuxième affiche, c'est un piéton qui gît au sol... tout seul. Sur une troisième affiche, c'est un motard qui est tombé... Heureusement, sur une quatrième affiche, on voit enfin une voiture accidentée, mais rassurez-vous, là l'habitacle est intact : la personne au volant n'est pas gravement blessée. Faut-il comprendre que la plupart des accidents se font avec une seule personne ? que seule la voiture permet de survivre en cas d'accident ? Étrange.



D.R.

D.R.

Forêts tropicales

Le pillage continue

Les forêts tropicales, réserve de biodiversité, disparaissent au rythme de 13 millions d'hectares par an. La plupart des coupes sont illégales. Chaque année, le WWF, Fonds mondial pour la nature, fait une enquête sur les importations de bois tropicaux en France. En 2008, comme les années précédentes, le résultat est catastrophique : seuls 4 % des produits à base de bois tropical affichent le label FSC, label qui garantit que la forêt est entretenue et replantée après une coupe. Plus de 90 % des produits ne mentionnent pas le nom scientifique de l'essence, près de 80 % n'indiquent pas le pays d'origine. Alors que la France est un gros importateur de bois africain, seules les marques Berry Wood, Castorama, Fournier, Leroy Merlin, et Nature et Découverte et le conseil régional Nord-Pas de Calais se sont engagés à n'utiliser que des bois certifiés FSC. WWF, bois de Boulogne, 1, carrefour de Longchamp, 75016 Paris, tél. : 01 55 25 84 84.

Bretagne

Lafarge stoppé

Par jugement du tribunal administratif de Rennes du 11 décembre

2008, Lafarge n'a plus le droit de faire des recherches en mer dans le cadre de son projet d'extraction de sable dans la baie d'Etel (vers Lorient, Morbihan). L'association *Le peuple des Dunes* appelle toutefois à maintenir la pression car Lafarge peut renouveler ses demandes d'extraction. <http://le-peuple-des-dunes.org>

Transports

■ **Voitures : beaucoup de fumée pour rien.** Le 2 décembre, les 27 pays de l'Union européenne se sont mis d'accord sur une réglementation visant à diminuer

les émissions des gaz à effet de serre provoqués par les voitures. Alors que la France avait accepté déjà une progression des normes fort insuffisante pour être efficace, l'Europe a encore amoindri les exigences : de 120 g de CO₂ autorisé par kilomètre en 2012, on est passé à 130 g en 2015.

■ **Abandon de la voiture.** Selon les chiffres de la SNCF, la fréquentation des TER est en hausse rapide : +60% en dix ans en moyenne, jusqu'à 10% par an dans certaines régions. Fort intéressant, les résultats d'une enquête sur les nouveaux utilisateurs : ce sont presque toujours d'anciens

automobilistes. Sur 100 anciens automobilistes, 34 ont abandonné la voiture pour gagner du temps, 31 pour faire des économies, 23 pour diminuer le stress, 23 pour cause de difficulté de stationnement. Cette évolution n'a pas été anticipée par nos politiques et les lignes sont de plus en plus saturées... alors que l'on continue à construire des autoroutes pour de moins en moins de véhicules ! Problème : ce sont les régions qui gèrent le développement des TER, l'Etat qui gère les autoroutes et les départements, les routes.

nord-sud Agrocarburants coloniaux



Daewoo, marque de voiture sud-coréenne, vient de passer un accord avec le gouvernement de Madagascar pour lui louer 1,3 million d'hectares (5 fois l'île de la Réunion voisine, la moitié de la Belgique) pendant 99 ans et y cultiver des agrocarburants qui permettrait de couvrir la moitié de la consommation de la Corée du Sud. Cela représente l'équivalent de la moitié des terres cultivables de l'île ! Daewoo annonce qu'il emploiera du personnel local... mais que la totalité des cultures partira en Corée du sud. Mi-décembre 2008, la FAO, Fonds des Nations-Unies pour l'alimentation a dénoncé un acte colonial. Le gouvernement malgache avance que ces terres sont actuellement en friche... en oubliant de dire que la plupart de ces friches sont le résultat d'une importante déforestation. Après avoir pillé les arbres, c'est maintenant le tour des sols.

La FAO dénonce d'autres projets. Ainsi l'Indonésie multiplie les plantations de palmiers à huile et envisage de planter ainsi l'ensemble de la Papouasie (toujours pour les agrocarburants). Chiquita Brands (USA) cherche à acheter des terres en Angola pour y planter des bananiers. Barhein et l'Arabie Saoudite contrôlent déjà 900 000 hectares au Pakistan pour y produire leur riz. La Libye exploite 250 000 ha en Ukraine (champs pétroliers et gaz). La Chine achète des terres à Cuba, aux Philippines, en Australie, au Kazakhstan... La firme britannique Lankom cultive 100 000 ha en Ukraine pour des agrocarburants. La firme française Louis Dreyfus a acheté des dizaines de milliers d'hectares au Brésil pour y cultiver des agrocarburants... (source : http://www.clicanoo.com/index.php?page=article&id_article=198049)



D.R.

Niveau des mers

Hausse de la hausse

Dans le dernier rapport du Giec, Groupement intergouvernemental d'experts sur le climat, l'évaluation de la hausse du niveau des mers était comprise entre 18 et 59 cm d'ici 2100. Lors de la conférence de Poznam (Pologne) qui a réuni des experts et des politiques de 185 pays sur la question du climat, il a été rapporté que la réalité de la fonte des glaciers au Groenland est plus rapide que les calculs faits dans ce rapport... et qu'il faut donc prévoir une hausse plus importante. Certains experts parlent maintenant de 2 mètres d'ici 2100. A titre de comparaison, le point le plus haut des Maldives est à 2,3 mètres.

Des scientifiques citoyens

Le fonctionnement du Giec, Groupement intergouvernemental d'experts sur le climat, est critiqué de l'intérieur : les experts doivent en effet avoir l'accord de leurs Etats respectifs pour publier leurs résultats. Ce qui a pour effet de minorer le résultat final et de permettre ensuite aux politiques de ne pas prendre les mesures qui s'imposent. Pour protester contre ce fonctionnement, 1700 chercheurs et économistes des Etats-Unis ont rendu public un appel lors du sommet de Poznam (Pologne) dénonçant l'inertie politique et incitant les scientifiques à prendre une position citoyenne, c'est-à-dire à communiquer ce qu'ils pensent eux directement, sans passer par la censure institutionnelle.

Simplifications abusives

Pour simplifier le discours en direction du grand public, le Giec

a converti en "équivalent CO₂" les différents gaz à effet de serre. Or ceci a des conséquences négatives : les élus oublient que l'on n'a pas affaire qu'au CO₂. Ainsi dans le Grenelle de l'environnement, comme au niveau de l'Union européenne, rien n'a été dit sur le méthane, CH₄, alors que celui-ci, pendant les vingt premières années, produit 62 fois plus d'effet de serre que le CO₂. Un quart du méthane provient du secteur de l'énergie (perte lors de la transformation, fuites...), 15% de la culture du riz, autant de l'élevage bovin... Plusieurs associations demandent une meilleure approche de la question climatique, qui ne fasse pas l'impasse sur les différents vecteurs produisant de l'effet de serre. *Global chance, 17 ter, rue du Val, 92190 Meudon, www.global-chance.org.*

Suisse

Les pires excuses

Le WWF-Suisse, Fonds mondial pour la nature, avait lancé cet automne 2008 un concours pour trouver les pires excuses pour ne pas changer de comportement. Ils ont reçu 5765 propositions. Le gagnant est Thomas Heckendorf pour le slogan : "J'économiserais bien l'eau, mais le niveau des mers monterait de façon plus rapide encore". Autres slogans primés : "Je baisserais bien le chauffage, mais la fondue risque de refroidir", "J'installerais bien des ampoules économiques, mais depuis la mort de Claude François, j'ai peur des ampoules" ou encore "J'agiserais bien en faveur du climat, mais pas ce soir, j'ai la migraine". Une campagne fort drôle pour sensibiliser sur cette question. *Plus de slogans sur www.wwf.ch.*

Europe

Mauvais compromis

Si les médias ont rapporté l'accord européen obtenu par la France lors de la réunion de Poznam, mi-décembre 2008, peu se sont penchés sur le contenu de cet accord. Alors qu'au départ, l'objectif annoncé était de 3x20, c'est-à-dire 20 % d'émissions en moins en 2020 par rapport à 1990, 20 % d'énergies obtenues par les renouvelables et 20 % d'économies d'énergie, après négociations,

Premier camp climat en France

Après la Grande-Bretagne et l'Allemagne, d'autres camps climat devraient voir le jour pour préparer les manifestations lors du sommet de Copenhague qui se tiendra en décembre 2009. Des camps se tiendront en Australie, au Québec... La France devrait voir se mettre en place son premier camp-climat à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes (Loire-Atlantique) où depuis de nombreuses années, la région, le département et l'agglomération nantaise essaient de mettre en place un deuxième aéroport. Ce camp climat devrait, comme en Grande-Bretagne, fonctionner sous forme de "villages" alternatifs par affinités. Il se terminerait par une action (marche sur Nantes ?).

Le camp-climat se tiendrait du 3 au 8 août. Dans ce cadre, les Ami-e-s de *Silence* devraient faire leur rencontre annuelle sur place avec une semaine de préparation du 27 juillet au 2 août. Un festival de musique *Le plancher des vaches* devrait se tenir à proximité les 1^{er} et 2 août.



Nick Buxton



D.R.

Le collectif des désobéissants organisera un stage de formation. D'autres initiatives devraient converger vers le camp-climat, en particulier la deuxième édition de l'Alter-Tour (celui-ci partirait de Besançon le 7 juillet pour passer par la Franche-Comté, l'Alsace (Strasbourg, le 14), la Lorraine, la Champagne-Ardennes, le Luxembourg, la Belgique, le Nord-Pas-de-Calais (Lille, le 20), la Picardie, la Normandie (le Havre, le 31) et la Bretagne (Nantes, le 8). Plus d'informations pour le camp-climat : *ACIPA, BP 5, 44130 Notre-Dame-des-Landes, tél. : 06 71 00 73 69, http://acipa.free.fr.* Pour l'Altertour : *www.altertour.net.*

les économies d'énergie ne sont plus mentionnées, l'objectif est de réduire de 4 % d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre, ce qui avec les 8 % déjà obtenus entre 1990 et 2008 ne fera que 12 % au lieu de 20 %. Et en plus, il a été introduit la possibilité de "compenser" les émissions en menant des actions dans les pays en développement (CO₂ colonialisme, voir *Silence* n°361). Enfin, la plus grosse concession vient des permis d'émission : alors que 100 % des émissions devaient être mises en vente selon le principe du pollueur-payeur, le régime d'exception adopté fait que seuls 4 % des émissions seront payants. Les experts de Greenpeace estiment que ce scénario est catastrophique : l'Europe n'est plus moteur dans la lutte contre le

changement climatique et si tout le monde adopte des mesures aussi modestes, cela risque d'entraîner une hausse moyenne des températures de l'ordre de 4°C d'ici 2100.



NUCLÉAIRE

Japon

Personne ne veut payer

En juillet 2007, les sept réacteurs de la plus grosse centrale nucléaire du monde, à Kashiwazaki-Kariwa, près de Tokyo, ont été fermés à la suite d'un important tremblement de terre qui y a provoqué un incendie et une fuite radioactive. Depuis les réacteurs sont restés à l'arrêt. Les autorisés de sûreté ont indiqué qu'ils ne pourraient refunctionaliser qu'après que l'exploitant Tepco ait prouvé que l'ensemble des dispositifs étaient en état de fonctionnement. Tepco qui prévoit déjà une perte de 1,76 milliard d'euros pour 2008 affirme ne pas pouvoir payer pour une telle vérification qui se chiffrerait en milliards... L'Etat ne veut pas payer non plus. Les spécialistes japonais estiment que les réacteurs pourraient ne jamais refunctionaliser.

Suisse

Campagne contre la relance du nucléaire

Plusieurs partis et mouvements associatifs ont lancé en Suisse un processus pour obtenir un référendum sur la question de la relance du nucléaire après qu'une demande d'autorisation ait été faite, fin 2008, pour la construction d'un nouveau réacteur à Goesgen, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Bâle. Une campagne a été lancée pour demander la sortie du nucléaire et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en prenant la direction des économies d'énergie et des renouvelables. *Sortir du nucléaire*, CP 1378, CH 1001 Lausanne, tél. : 076 517 00 20, www.sortirdunucleaire.ch.

EPR

■ **Retard français.** Alors que le chantier finlandais accuse maintenant trois ans de retard, Areva a annoncé le 14 novembre 2008 que le chantier de Flamanville accuse un retard d'un an.

■ **Plus cher que prévu.** Dès le départ, le prix du kWh sortant de l'EPR était annoncé à un prix élevé. Edf se justifiait en disant que c'était parce qu'il s'agissait

“

Les pronucléaires font beaucoup de bruit, mais ils n'ont pas d'avenir. C'est comme celui qui siffle lorsqu'il traverse une forêt de nuit. Il croit qu'il fera fuir les loups comme cela, mais ça ne marche pas.

Jürgen Trittin, ex-Ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire entre 1998 et 2005 en Allemagne, interview dans El País, 7 juillet 2008.

”

d'un prototype. Mais avec les difficultés rencontrées dans la construction, le prix a été revu à la hausse, début décembre 2008, passant de 4,3 centimes (débat public) à 5,5 centimes aujourd'hui.

■ **Arrêts municipaux annulés.** Le 23 décembre 2008, le tribunal de Caen a annulé quinze arrêtés pris par des communes interdisant le passage de la ligne THT en permanence de l'EPR sur leur commune. Le tribunal estime que seul l'Etat aurait cette compétence alors que les maires mettent en avant leur responsabilité devant les risques pour la santé.

THT. Cette ligne anciennement à haute tension est devenue à très haute tension en 1990. L'exploitation agricole qui date de 1974 a constaté suite à ce changement une mortalité accrue dans son élevage bovin et porcin dès 1998. Après une longue enquête, le tribunal a estimé que l'exposition aux champs électromagnétiques était responsable de cette mortalité. RTE a fait appel.

Tricastin

Etude épidémiologique ?

Jean-Louis Borloo a annoncé le 7 novembre 2008 le lancement d'une étude épidémiologique autour du site du Tricastin pour détecter si la contamination des eaux souterraines avait des conséquences sur la santé. Il annonce que les résultats seront connus à la fin du premier semestre 2009. Soit il ne s'agit pas d'une étude épidémiologique qui nécessite un suivi sur de nombreuses années, soit la pollution était déjà connue depuis longtemps des autorités et alors les résultats sont communicables rapidement.

Inondations

Malgré le déclenchement d'un plan d'alerte dans la nuit du 14 au 15 décembre 2008, les responsables du site du Tricastin n'ont pu empêcher la Gaffière, cours d'eau qui traverse le site, de déborder et d'inonder de nombreux bâtiments. Si officiellement l'eau qui est passée dans des zones contaminées aurait été retenue, il n'y a aucune preuve de la réalité des faits. Comme le site a été l'objet de nombreuses contaminations au niveau des sols, on peut craindre en effet que l'eau ait emporté des produits radioactifs. Le réseau *Sortir du nucléaire* a demandé des analyses indépendantes et dénonce l'incompétence des responsables du site... alors que le ruisseau a toujours été là et a déjà connu de nombreuses crues.



▲ Manifestation anti-THT à Ernée, le 20 octobre 2007.

THT

■ **Alzheimer.** Une étude réalisée en Suisse portant sur 9200 décès liés à la maladie d'Alzheimer, entre 2000 et 2005, indique une augmentation significative du nombre de décès pour les personnes habitant à moins de 50 mètres d'une ligne à haute tension. Cette étude a été réalisée par une équipe de chercheurs de l'Université de Berne et publiée en novembre 2008 dans l'*American Journal of Epidemiology*. Les chercheurs indiquent également que l'origine de l'étude est née de l'observation d'une surmortalité par la maladie d'Alzheimer chez les électriciens et les conducteurs de train, deux métiers où l'on est exposés à de forts champs électromagnétiques.

■ **Elevage malade.** RTE, gestionnaire du réseau français de transport d'électricité a été condamné le 13 novembre 2008 par le tribunal de Tulle à verser 390 648 € à un GAEC situé sous une ligne

Déchets

Lorraine et Champagne-Ardennes, poubelles de la France ?

Sur les 3500 communes possibles pour un futur nouveau site de stockage de déchets radioactifs, une trentaine pour le moment ont répondu favorablement, presque toutes dans le périmètre proche de Bure où l'arrosage financier des communes semble un moyen de corruption efficace. Mais ce que veulent les élus n'est pas forcément ce que veulent les habitants et plusieurs associations se sont créées pour faire pression et demander aux municipalités d'organiser des référendums comme l'y autorise la loi. Certaines communes commencent à faire marche arrière. Stop-Bure analyse le processus en cours : l'Andra utilise les mêmes méthodes, fait les mêmes promesses (la commune pourra changer d'avis) et rappelle que ce qui ne devait pour le moment n'être qu'un laboratoire est déjà annoncé comme un stockage à partir de 2025. CDR55, *Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets radioactifs*, 1, sentier de Guédonval, 55000 Bar-le-Duc, tél. : 03 29 45 11 99, www.burestop.org.





D.R.

L'hydraulique en force...

Les grands barrages se construisent en nombre dans le monde. Sont considérés comme "grands barrages" ceux de plus de 15 m de haut et de plus de 3 millions de m³ d'eau. En 2007, il y en a eu 178 qui ont été mis en eau (contre trois réacteurs nucléaires !), et en 2008, 1200 étaient en construction (contre 39 pour le nucléaire). Beaucoup sont au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine. Les barrages ont pour eux de peu émettre de gaz à effet de serre, d'être une énergie renouvelable et d'être une production parfaitement modulable selon la demande. Les associations environnementales leur reprochent les déplacements de population, le gaspillage de terres agricoles, la perturbation de la vie du fleuve, la perte de limons en aval, le développement des insectes en amont...

Autriche

Du nucléaire au solaire

Le 5 novembre 1978, par référendum, les Autrichiens décidaient de ne pas mettre en route la centrale nucléaire de Zwentendorf, à 50 km à l'ouest de Vienne. Depuis, la Constitution du pays a été modifiée pour en faire un Etat sans nucléaire. Trente ans après, le site de la centrale a été racheté par la compagnie d'électricité EVN qui va utiliser les 14 hectares du terrain pour y installer une centrale solaire. Le réacteur nucléaire devait faire 730 MW. La centrale solaire ne fera que 3 MW.

Europe polluée par les lobbys

Pour limiter nos gaz à effet de serre, l'Union européenne a mis en place un programme de recherche

Eolien : course au gigantisme

Le plus grand parc éolien terrestre d'Europe, 120 éoliennes totalisant 240 MW, a été inauguré le 2 décembre 2008 à

Ventominho, nord-est du Portugal. Elle est la propriété... d'EDF ! Notre électricien national possède déjà pour 453 MW d'éolien au Portugal. Un record qui sera de courte durée : en Roumanie, un parc de 240 éoliennes de 2,5 MW, soit 600 MW est en construction et fonctionnera en 2010.

Partout, on assiste à une concentration et à une augmentation de la puissance. Ainsi, en France, entre 1997 et 2007, nous sommes passés de 300 à 3000 MW de puissance installée. Parallèlement, chaque parc éolien a aussi vu sa puissance augmenter d'un facteur 10, passant d'une moyenne de 2 MW en 1999 à 20 MW pour les autorisations actuelles pour 2010. Cela ne signifie pas que le nombre d'éoliennes par parc a été multiplié par dix, car la puissance de chaque éolienne augmente... Avantage : cela limite les impacts sur le paysage. Inconvénient : cela concentre la capital, rendant difficile des projets portés par des particuliers ou des collectivités publiques. Et nous n'en sommes sans doute qu'au début si on regarde ce qui se passe à l'étranger. Ainsi, la Chine qui dispose de très grands espaces ventés, a commencé, depuis 2005, à développer l'énergie éolienne. En



D.R.

2007, elle en a installé pour 1300 MW, ce qui la place déjà, au niveau mondial, en cinquième position.

La Chine a déjà 6 GW (6000 MW) installés, elle devrait en avoir 20 en 2010, 100 en 2020 (l'équivalent de ce qu'il y a dans le monde actuellement). Une évolution qui a des conséquences sur le marché industriel, la Chine pouvant devenir rapidement leader dans la fabrication des aérogénérateurs.

En Inde, les éoliennes fournissent actuellement 7% de l'électricité du pays et leur développement est rapide. Après avoir multiplié les éoliennes de taille moyenne, le pays se tourne vers les fermes éoliennes offshore. Le potentiel offshore est estimé à 45 GW... soit un tiers de la consommation d'électricité actuelle. L'Inde occupe déjà la troisième place mondiale en terme de puissance éolienne (derrière les Etats-Unis et l'Allemagne et devant l'Espagne).

Au Québec, Hydro-Québec a décidé de miser sur les éoliennes et a lancé un appel d'offres. 66 projets totalisant 7700 MW lui ont été proposés et 15 projets totalisant 2000 MW devraient voir le jour d'ici 2011. Entre juillet 2007 et juillet 2008, 97 projets de parcs éoliens géants ont été déposés en Grande-Bretagne pour un total de puissance de 7000 MW (4000 éoliennes sur terre, 3000 en mer)... MB.

pour développer les énergies à "bas de niveau de carbone". Pour cela, douze organismes de recherche nationaux vont unir leurs efforts dont pour la France, le commissariat à l'énergie atomique, qui évidemment poussera en avant le nucléaire (EPR, nouveaux réacteurs, Iter). Mais ce n'est pas le seul lobby qui est représenté : les biocarburants seront représentés, comme les techniques de piégeage du carbone (on continue de polluer et on paie ensuite pour essayer de piéger, mais on ne sait pas si cela marchera un jour). Bref, on est encore loin des vraies solutions : la sobriété énergétique.

Des ampoules plus économes

Alors que les ampoules fluocompactes sont maintenant disponibles pour tous les usages et que les diodes électroluminescentes se développent rapidement, le 8 décembre 2008, l'Union européenne a adopté l'interdiction des ampoules à filament pour 2012... Une demi-mesure car il aurait également fallu interdire les lampes à halogènes qui, à lumière identique, consomment presque autant.

Paris sait éteindre les lumières !

A l'initiative du groupe des Verts, le conseil de Paris a adopté le 28 novembre 2008 un vœu prescrivant que les illuminations de Noël ne peuvent être allumées que de la tombée de la nuit à minuit et qu'elles doivent cesser au plus tard à la mi-janvier. Un exemple à suivre.

Prix européen pour Virage-énergie

L'association Virage-énergie qui dans le Nord-Pas-de-Calais a réalisé un plan climat régional sans nucléaire a reçu, à Berlin, le 2 décembre 2008, le prix européen Solaire 2008. Ce plan réalisé par des groupes de travail pluridisciplinaires et un comité scientifique présente trois axes : sobriété dans tous les secteurs, efficacité énergétique et développement massif des énergies renouvelables adaptées à la région. Cette étude

conclut à la possibilité de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 et de fermer les réacteurs nucléaires de Gravelines vers 2020. Une initiative à reprendre région par région. *Virage-énergie Nord-Pas-de-Calais, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, www.virage-energie-npdcc.org.*

Loire

Formations énergies renouvelables

Génération énergies renouvelables et le Greta Roannais, avec le soutien de la région et de l'académie, assurent tout au long de l'année des stages dans le domaine des énergies renouvelables et de l'éco-construction. Formations courtes ou formations longues à destination prioritairement des professionnels et des salariés en situation de précarité.

Renseignements : Greta, 4, impasse Champromis, 42300 Roanne, tél. : 04 77 23 05 05.

▼ Inauguration de la coopérative.



D.R.

Argentine

Une coopérative unique en son genre !

En 2008, a été créée à Avellaneda une coopérative de personnes travesties et transgenres. Une première sur le continent latino-américain. L'objectif est de former — puis permettre de s'auto-former — ces personnes dans les domaines de l'industrie textile, l'informatique et l'administration afin de les libérer de situations de prostitution subies, de promouvoir leur insertion socio-économique et surtout politique en tant que citoyennes à part entière. La coopérative Nadia Echazú (du nom d'une militante pour les droits des travestis, décédée en 2004) compte 30 membres, et plus de 200 personnes attendent d'en bénéficier, selon Lohana Berkins, sa présidente. « Nous espérons que cette initiative contribuera à faire diminuer l'amalgame entre travestissement et prostitution dans la société argentine », a-t-elle déclaré.

« C'est un jour historique pour nous, cette inauguration constitue un pas de plus dans notre lutte, la prostitution pour nous n'est pas choisie mais imposée. Etre travesti ne nous retire aucune capacité, nous faisons partie de cette société et nous souhaitons qu'on nous considère comme tels ». Contact: coop_nadiaechazu@yahoo.com.ar.

Euroseptiques

Dans le cadre de la présidence française, les très officielles Fondation Robert Schuman et association Femmes, Débat et Société organisaient le 2 juillet 2008 une rencontre au sommet, avec salutations présidentielles, intitulée Femmes, passerelles d'Europe. Ce qui est à noter, c'est que le sondage CSA, réalisé en début d'année 2008 pour la prépa-

ration des travaux de cette conférence, a montré que les femmes sont plus réticentes que les hommes vis-à-vis de la construction européenne : 66% d'entre elles sont favorables à l'Europe contre 71% des hommes. Les officiels présents ont donc multiplié les déclarations de bonnes intentions : promouvoir la communication du bas vers le haut, "en d'autres mots donner davantage la parole aux femmes" (sic), leur donner plus de pouvoir, promouvoir les carrières scientifiques féminines, résoudre la paupérisation des familles monoparentales majoritairement féminines et la situation des femmes immigrées, réaliser une harmonisation vers le haut des droits accordés aux femmes dans les 27 États membres de l'Union européenne, assurer la vraie parité au Parlement européen et la parité homme/femme dans le choix des têtes de liste pour les prochaines élections européennes (en France par exemple au moins quatre

FEMMES

femmes têtes de liste dans les huit circonscriptions électorales). Et depuis juillet 2008, les progrès sont notoires... MPN.

Nouveaux hommes

Une étude réalisée par l'institut Holden Pearmain, menée dans quinze pays d'Europe, auprès des jeunes hommes de 25 à 39 ans permet de distinguer quatre grandes tendances. Les Désengagés sont 14% (11% en France), ils vivent dans l'instant, se moquent de leur entourage, vivent longtemps chez leurs parents. Les Ego-mecs sont 26% (26% en France), donnent la priorité au travail et aux loisirs. Les Néo-traditionnels sont 26% (20% en France), donnent la priorité au travail, se marient tôt, sont pour la femme au foyer. Les Modernes-assumés sont 34% (42% en France) sont favorables à l'égalité hommes-femmes et gèrent leur vie professionnelle et familiale en conséquence... même si ce n'est pas encore parfait. (Nouvelles clés, décembre 2008)

Sexisme dans les médias

Selon une étude réalisée par l'INA, Institut national de l'audio-visuel, dans les hebdomadaires, on

compte 11 % des articles consacrés à une femme contre 36 % à un homme. 53 % des photos représentent des hommes, 17 % des femmes. La plus grande inégalité mise en avant par cette étude : quand les rédactions des journaux télévisés font appel à une personnalité pour expliquer ou commenter un événement, c'est un homme dans 80 % des cas. A signaler que Silence n'échappe pas à ce sexisme : les hommes y sont surreprésentés à différents niveaux (rédaction, courrier des lecteurs, photos, dessins...).

Soutien aux parents isolés

Saisie par des associations de pères qui élèvent seuls leurs enfants, la Halde, haute autorité de lutte contre les discriminations, a jugé qu'il y avait effectivement une inégalité hommes-femmes concernant l'attribution, dans le secteur privé, de deux ans de cotisation retraite par enfant pour les femmes élevant leurs enfants seules. Mais alors que la logique voudrait que l'égalité entraîne que les pères seuls bénéficient de cette même compensation, le gouvernement semble s'orienter vers une suppression de la mesure ! En 2005, 86 % des parents élevant seuls leurs enfants étaient des femmes.

SOCIÉTÉ

Lille

Economie solidaire en tête !

Surprise lors des élections prudenales du 3 décembre 2008, dans la circonscription de Lille. Avec 55,86 %, la liste de l'économie sociale et solidaire devient majoritaire dans le collège des employeurs, battant la liste UDE réunissant le MEDEF, la FNSEA et différents syndicats libéraux. Au niveau national, les listes de l'économie sociale et solidaire obtiennent 29 857 voix contre 21613 en 2002 (+38 %). Dans la région Nord-Pas-de-Calais, elle obtient près d'un tiers des voix et au niveau national 8,34 % (source : www.nord-social.info)

Niort

Pour une nouvelle Camif

Après la mise en faillite de la Camif, près de deux cents salariés de la région de Niort se sont réunis en association pour lancer un appel à la constitution d'une nouvelle coopérative. Dénonçant la dérive ultralibéraliste de la Camif ces dernières années, l'association a lancé un appel pour la mise en place d'une nouvelle coopérative qui fonctionne autour des valeurs suivantes : maintenir un emploi décent, sauvegarder la biodiversité, soutenir la souveraineté alimentaire des peuples, produire, distribuer et consommer autrement en respectant l'homme

et la nature. L'association a contacté le réseau *Minga* qui regroupe de nombreuses initiatives pour un commerce plus équitable et une pétition pour soutenir le projet a été lancée le 1^{er} décembre 2008. Plus d'info : <http://camif4ever.blog4ever.com>.



D.R.

Vivre ensemble

■ **Bonjour !** Nous revenons vivre dans le Pays basque après trois ans de vie en Auvergne, Joseba, 30 ans et Claire 29 ans. Nous cherchons des gens qui seraient intéressés pour nous accueillir dans une ferme en agro-écologie où nous pourrions échanger temps et travail de la terre, bonne humeur et envie d'apprendre contre un petit logement pour nous deux. Toute proposition est la bienvenue ! Merci ! Joseba et Claire [Dutrillaux-Queiruga](mailto:dutrillaux-queiruga@yahoo.fr), tél. : 06 89 58 98 06 ou clairedutrillaux@yahoo.fr

■ **Cantal.** Nous sommes une association de parents et d'amis de l'école communale. Souhaitant se battre contre sa fermeture, nous cherchons des familles voulant s'installer dans notre village situé dans une magnifique vallée au cœur des monts d'Auvergne, près de Saint-Flour. Nous sommes déjà trois "nouvelles" familles orientées écologie, bio, et artisanat. *Fleur Stimamiglio*, tél. : 04 71 73 71 82.

■ **Guyane.** Il est possible de disposer de larges superficies en Guyane pour y établir des villages écologiques respectant les traditions locales. Si vous voulez en savoir plus : blancimarron@gmail.com.

■ **Perche.** J'habite une grande maison avec greniers, jardin potager et fruitier, au cœur du Perche, en fin de bourg, gares à 8 km. Deux pièces sont libres. Qui aurait besoin de partager ce lieu pour courts ou longs séjours ? Frais d'habitation à discuter. Pratiques écolo, non-conso, no-télé, réflexion libertaire. Tél. : *Brig*, 02 33 25 63 62 ou 06 76 20 86 49.

■ Nous sommes un jeune couple et cherchons à acheter un terrain agricole (d'un à cinq ha) en régions Bretagne, Pays de Loire, Limousin ou Auvergne, ne dépassant pas 2000 €/ha. Ceci afin de créer une structure de gestion collective nous permettant, à nous et d'autres volontaires (intéressés nous écrire) du projet d'expérimenter différentes activités agricoles, artisanales et artistiques. En attendant, cherche bout de terre pour nous permettre de chercher sur place. Tél. : 06 70 32 05 19, mercouli@hotmail.fr et lochyan@no-log.org.

■ **Drôme.** Invitons les personnes intéressées par un projet d'habitat groupé urbain ou semi-urbain à Valence ou périphérie à nous rejoindre. Ce projet qui prévoit plusieurs unités d'habitation repose sur des valeurs à faire vivre au quotidien : solidarité, partage, échanges, respect de chacun et de l'environnement. Construction ou rénovation répondant aux normes écologiques les plus exigeantes. Mise en commun et usage collectif d'espaces (salle commune, espaces extérieurs dont potager bio), de services (outillage, buanderie, livres, savoir-faire...). Mixité générationnelle et sociale. Ancrage fort dans le tissu social local (animations, accueil d'associations...). Pour construire et faire avancer ce projet : lecoloniadecolibris@live.fr ou tél. : 06 71 13 41 73.

■ **Poitou-Charentes.** Cherchons voisin-e intéressé-e par la simplicité volontaire. Propose logement (60 m²) disponible pour 63 € (+ charges et taxes), tél. : 05 49 04 27 28.

■ **Gers.** Vous cherchez à créer un lieu de vie communautaire, écologique et autonome, ouvert au spirituel (Ref. Les Pruniers, Findhorn, Vipassana...). Vous aimez et êtes compétent(e) en écoconstruction et jardinage. Nous proposons la location d'un petit habitat à terminer sur un terrain aménagé de 5000 m² dans le sud du Gers, à 45 km de Toulouse et Auch. Tél. : 02 97 31 29 17, anneriver@gmail.com.

■ **Morbihan.** Vous êtes dans une démarche de décroissance joyeuse et très motivée par la protection de l'eau. Vous cherchez à séjourner dans un petit lieu de vie communautaire, écologique et ouvert au spirituel (Ref. Les Pruniers, Findhorn, Vipassana, etc.). Notre petite association, qui s'occupe de toilettes sèches, phytoépuration, etc. a besoin d'une personne connaissant le logiciel Illustrator, bénévole ou pouvant bénéficier d'un contrat très aidé. Notions d'anglais souhaitées. Personne handicapée bienvenue. Merci d'écrire à *Eau Vivante, route de Bégarosse, 56360 Le Palais, Belle-Ile-en-Mer* ou eauvivante56@gmail.com.

■ **Cantal.** Petit village d'altitude cherche de nouveaux habitants sensibles à l'écologie (écologie du cœur aussi). Nous sommes déjà 4 foyers (7 adultes, 8 enfants) cheminant vers la décroissance (boulangier bio, potière, agriculteurs bio...). Nous proposons plusieurs logements à louer ou à vendre (loyer 350 €). Nous cherchons un collectif pour habiter deux autres maisons accolées et communicantes (chauffage bois, grange, four à pain, jardin...) (loyer 250 €). Nous partageons entraide, troc, jeux, musique trad, covoiturage, échanges de savoirs... Cherchons nouveaux voisins alternatifs, préférence familles, ouverture d'esprit, ouverture du cœur. *Serge et Véronique*, tél. : 04 71 73 44 15, chevreuil@tele2.fr.

■ **Tarn-et-Garonne.** Sur les onze parcelles de l'écochâteau de Verfeuil-sur-Seye, quatre sont encore disponibles. Constructions prévues courant 2009. Contact : *Stéphan*, tél. : 05 63 68 08 19, benboulalune@hotmail.com.

■ **Ecovillage sobre et solidaire.** Couple 25-30 ans souhaitant se libérer pas à pas du mal moderne en vivant modestement au cœur d'un groupe et/ou dans un milieu dynamique au niveau des alternatives sociales, a en projet la constitution d'un écovillage équilibré intergénérationnel, développant une certaine autarcie, une dynamique d'entraide, la mutualisation et le respect interne et externe, dans un paysage au relief marqué et vivant de flore et faune sauvage. Nous cherchons des personnes sobres et solidaires soit pour nouveau projet, soit pour rejoindre un groupe existant. *David et Marieke*, tél. : 06 1004 2004, culturenature@no-log.org.

■ **Ariège.** Jeune couple propose d'acheter à plusieurs du terrain agricole afin de réduire le coût, sous forme de SCI. Notre but est de nous rapprocher d'une vie autonome, libertaire et décroissante. Les personnes que nous cherchons doivent aimer l'entraide et être très sérieuses. nicolasbaudouin@free.fr.

Agir ensemble

■ **Alpes-Maritimes.** En vue d'un projet de jardins de cocagne, jardin bio de réin-

sertion, Cultures solidaires 06 cherche un terrain d'accueil d'une surface minimale de 2 ha, des bénévoles pour démonter et remonter des serres, s'occuper d'un site internet, débroussailler, construire, rénover... *Cultures solidaires, c/o Heckly Richard*, tél. : 06 76 80 16 44, richeck@orange.fr.

■ **Projet de formation à l'autonomie** (dans toutes ses dimensions) et à la recherche de sens à Eourres (Hautes-Alpes), pour des jeunes adultes prioritairement entre 18 et 25 ans : autonomie pratique (alimentaire, logement...), intellectuelle (lectures collectives, documentaires suivis de débats, atelier de réflexion sur nos valeurs personnelles et sur la société...), développement de nos propres médias (émissions radio, gestion du site internet, journal...) et activités liées au village d'accueil. Pour plus d'infos : *Emmanuelle et Michel Philippo*, tél. : 04 92 49 65 93, <http://susetautonomie.free.fr>, susetautonomie@free.fr.

Rencontres

■ **Réf 365.01.** Quart sud-est (dépts 84, 04, 05), femme, 48 ans, fortes affinités avec nature, montagne, penchant pour la poésie, aimant marcher, jardiner, le silence et le rire aussi, souhaiterait rencontrer homme pour partager ces bonheurs simples. *Ecrire à la revue qui transmettra*.

Emploi

■ **Cévennes.** Commune de Montselgues (25 km des Vans) cherche artisan du bâtiment, de préférence électricien-plombier-chauffagiste. Pas de concurrent à proximité. Propose en location liaison et atelier au cœur du village. Famille avec enfants bienvenue. *Association Amesud, Cécile Licso, RD 104, 07260 Rosières*, tél. : 04 75 89 21 51, info.sitedeproximite@amesud.fr.

■ **Suisse.** Recherche emploi saisonnier agricole ou restauration pour l'été 2009. Suis qualifié, sérieuse et vaillante. *Contactez-moi* au 06 79 97 51 67.

■ **Var.** Un hectare et demi à Hyères attendent un maraîcher ou autre porteur de projet en biodynamie. Pas de possibilité de logement surplace. *Faire vos propositions et envoyer CV à domikgn@yahoo.fr*.

■ **Beauvais.** Les Ateliers de la Bergerette sont une ressourcerie, membre du réseau Repas, association avec un fonctionnement collectif, cherche son ou sa responsable administratif et financier. L'équipe de 15 salariés travaille dans le domaine de la réduction des déchets à la source. Le poste consiste à réaliser la gestion administrative, budgétaire et surtout financière de la structure. En étant totalement autonome le candidat recherché devra être expérimenté, et devra disposer de connaissances solides en matière de gestion financière. Poste en CDD d'un an (CDI ensuite), à temps plein, rémunération égale pour tous les salariés à 1524 € brut. Début du contrat en février 2009. Contact : *Elise Morineau*, 03 44 48 26 74, compta@ateliers-bergerette.org site internet: www.ateliers-bergerette.org.

■ **Ariège.** Fournil Nature et Progrès cherche boulanger-e associé-e. Fabrication limitée, vente directe (marché de Saint-Girons, clientèle locale). *Marie-Hélène ou Patrice*, tél. : 05 61 02 86 58.

■ **Habituée** depuis deux ans à pratiquer le wwoof, j'ai quand même besoin d'un peu d'argent. Je cherche à entrer en contact avec des agriculteurs qui cherchent une aide de manière ponctuelle. Je peux me déplacer dans toutes les régions. paris.henriette@laposte.net.

■ **Val-de-Marne.** PlanèteMômes, www.planetemomes.fr, réseau d'animateurs dans les écoles, recrute un animateur-conférencier en écoles maternelles et primaires pour le Val-de-Marne. Thèmes : nature, science et environnement. Profession indépendante. marc.lagroy@no-log.org ou 06 60 18 38 02.

Immobilier

■ **Yonne.** Vends dans village proche de Chablis, maison en pierre, isolée double cloison, sur terrain de 1500 m² arboré, poêle de masse, récupération eau de pluie, piscine avec chauffage solaire. 115 m² sur deux niveaux + combles aménagés + gîte + cave... 190 000 €. Tél. : 03 86 41 43 78 ou 06 06 75 19 59.

■ **Proche Toulon.** Pour retraite en 2009, cherche terrain 600 m² environ, pour y bâtir maison à énergie positive. Terrain au calme, plein sud, proche commodités à pied (moins de 1,5 km). Serais disposé à partager un grand terrain. Tél. : 06 70 21 80 10.

■ **Tarn-et-Garonne.** Vends terre agricole saine : une parcelle de 1,8 ha en prairie avec puits et hangar, une parcelle de 4 ha en coteaux avec mares et habitat en pierre sans C.U., 80 k€. *Olivier Bonfils, lamcam de Barou, 82330 Verfeuil-sur-Seye, o.bonfils82@orange.fr*.

■ **Lyon.** Homme, 27 ans, à Lyon à partir de janvier pour un travail dans l'éco-lien, cherche une colocation en centre ville avec commerces, services, et lieux de convivialité. Je suis plutôt ordonné et calme, soucieux de ne pas envahir et de respecter l'espace commun... Merci. Samuelagrang@wanadoo.fr.

Divers

■ **Construis ton poêle** de masse toi-même ! Des plans précis, brique par brique, avec des dessins explicatifs, livre de 160 p. à commander (12 € + 3 € d'envoi) à : *La chauffe-souris, La Bitaque, 34390 Saint-Etienne-d'A*.


■ **Alès.** Cherche coupe de chêne vert, même petite quantité, troc possible, tél. : 06 06 75 19 59.

■ **Gironde.** La ferme conservatoire de Leyssart accueille toute personne désirent acquérir une formation dans les métiers de l'élevage. Elle élève et conserve des races anciennes menacées de disparition (bovins, ovins, caprins, porcins, volailles) d'une manière extensive. Les formations mettent l'accent sur la compréhension des animaux et sur la valeur alimentaire du pâturage. *Ferme conservatoire de Leyssart*, tél. : 05 57 49 62 82.

Gratuités : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliés :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

AGENDA

 santé

 dans la rue


 femmes


 politique / société

 habitat

 paix


 fêtes / foires / salons

 énergie

 films, spectacles, culture


Genève : pour l'indépendance de l'OMS.


Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Organisation internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *André Larivière*, tél. : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98, *Yann Forget*, tél. : 04 50 92 64 69, en Suisse : *Philippe de Rougemont*, 022 344 38 31, www.independent.WHO.org.

 **Bayonne : Eco'Vie.** 30 janvier et 1^{er} février, à la Maison des associations, premier salon de la vie écologique du Pays Basque et des Landes. *Vent d'idées*, 2, rue Jean-Mermoz, 40130 Capbreton, tél. : 05 58 41 82 56, www.salonecovie.com.


 **Rennes : 9^e plumes rebelles.** 31 janvier et 1^{er} février, Halle Martinot, place des Lices. Thèmes de l'année : le travail, l'Occident et les autres, l'ingénierie humanitaire, la politique migratoire européenne, le Rwanda, une démocratie asphyxiée et les droits humains en France. *Plumes Rebelles*, Amnesty international, c/o Dominique Evanno, 5, rue Le Boulais, 35690 Aciigné, www.plumesrebelles.org.

 **Seine-Maritime : phytoaromatologie et gynécologie.** 31 janvier et 1^{er} février, puis 6 et 7 juin, puis 17 et 18 octobre à Longueue, 25 km au nord-est de Rouen. Stage en trois parties animé par Christian Escriva. Propriétés hormonales des plantes médicinales et applications dans le domaine de la gynécologie. *Association Hélichryse*, La Commanderie, 06750 Valderoure, tél. : 04 93 60 39 88 ou *Dany Culaud*, 371, rue des Huit-Acres, 76750 Longueue.


 **Nancy : forum social local.** 31 janvier et 1^{er} février à l'espace Jean-Jaurès de Tomblaine. Théâtre, musique, stands autour de la question de l'alimentation, de la justice sociale, de l'écologie, des fermetures d'usines en Lorraine, etc. Samedi à 14 h : débat sur les OGM avec Christian Vélot ; 16 h : la discrimination en France avec Eros Sana, 17 h : sortir du capitalisme avec Hervé Kempf. Dimanche à 14 h : les aliments irradiés avec la CRII-Rad, 15h30 : éviter une écologie à deux vitesses avec Eros Sana... www.fsl-nancy.fr.


 **Val-de-Marne : quel avenir pour les services publics ?** 2 février à 20 h à la maison du Citoyen, 16, rue du Révérend-Père-Aubry, 94120 Fontenay-sous-Bois pour le premier anniversaire de la déclaration zone hors AGCS de la commune. www.desobeir.net/stages.htm.


 **Paris : effet miroir de l'expulsion des sans papiers.** 2 février à 20h, à la mairie du 12^e, conférence-débat avec Michel Benesayag philosophe et psychanalyste et Angélique Del Rey, professeur de philosophie. Présentation de leur livre. Soirée animée par le Réseau éducation sans frontière, www.collectif12.com.


 **Angers : casse-toi pauvre.** 3 février à 14 h, tribunal d'appel, procès en appel d'Hervé Eon pour offense à chef d'Etat. Il avait brandi une citation de

Sarkozy sur le passage de celui-ci. <http://codedo.blogspot.com>.


 **Grenoble : Areva en Afrique.** 3 février à 20 h, maison du Tourisme, rue de la République, entrée libre. Débat organisé par Survie avec la CRII-Rad et le CIIP. *Survie-Isère*, www.survie-isere.org.


 **Hautes-Alpes : conception bioclimatique et écologique en réhabilitation ou en construction neuve.** Du 3 au 6 février, animé par Jean-Pierre Oliva. Formation de 28 h tout public. *Le Gabion*, domaine du Pont Neuf, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, <http://gabion.org.free.fr>.


 **Paris : les médias et la crise.** 5 février à 19 h, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e, M^o République. Débat animé par Frédéric Lordon, directeur de recherche au CNRS. *Acrimed*, 17, avenue des Sycamores, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, tél. : 06 21 21 36 13.

 **Marseille : café économie solidaire.** 5 février, de 16h à 19h, à l'Équitable-Café, 27, rue de la Loubière, Marseille 6^e. Débat sur les projets d'économie solidaire dans la région avec l'animatrice PILES. Renseignements : 04 91 99 02 40 ou piles@apeas.fr.


 **Paris : Vélorution.** 7 février, place du Châtelet, départ à 14 h. www.velorution.org.

 **Isère : moi et mes dépendances.** 6 au 8 février, formation animée par Ida Paladini-Lyan : comment retrouver le plaisir d'une vie saine. *Maison d'accueil de l'Arche*, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.

 **Ile-de-France : désobéissants.** 7 février à la maison du monde, 509, patio des Terrasses, 91000 Evry (RER D Evry-Courcouronnes), stage de formation à la désobéissance, à l'action directe non-violente.


 **Lille : plantes sauvages et fleurs comestibles.** 7 février à 15 h au Jardin écologique, rue du Guet, visite de 2 h gratuite. *PPJEG*, Promenade du Préfet, jardin écologique et les Grenouilles, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 40 21 80, <http://jardin-ecologique.org>.

 **Yvelines : dans un contexte de crise, comment réagir ?** 7 et 8 février à l'INJEP, 11, rue Paul-Leplat, 78160 Marly-le-Roy, rencontres-débats avec Renaud Dehousse (sciences po Paris), Christophe Deltombe (Emmaüs), Guillaume Duval (Alternatives économiques), Alain Lipietz (Verts), François Soulaie (Secours catholique), Aurélie Trouvé (Attac)... *La Vie Nouvelle*, tél. : 01 55 35 36 46, www.lvn.asso.fr.


 **Isère : yoga du rire.** 7 et 8 février, formation animée par Chantal Fourcalt : formation d'animateur au yoga du rire. *Maison d'accueil de l'Arche*, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.


 **Paris : pas de pub TV pour les enfants.** 7 février de 12h à 13h devant le salon bio Vivez


nature, grande Halle de la Villette, Paris 19^e (M^o Porte-de-Pantin). Heure de silence pour la suppression de la publicité à destination des enfants à la télévision. *MAN Ile-de-France*, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25, contact-man-idf@free.fr.


 **Vaucluse : communiquer sans violence.** 7 et 8 février à Grambois, formation : comment éviter que nos paroles ne déclenchent ou n'enveniment des situations conflictuelles. Exercices et mises en situation, étude de la communication non-verbale, expression et gestion des émotions... *Ifman Méditerranée*, Le Pey Gros, route des Estrets, 13490 Jouques, tél. : 04 42 67 66 40.


 **Var : architecture saine.** 8 février à Cotignac, pour tout public avec formation pratique sur le terrain et mini-chantiers-écoles. *Ouvret et durable*, Cassaro, quartier des Aspras, 83570 Correns, tél. : 06 07 49 74 80, www.ouvertetdurable.org.

 **Lyon : autodéfense pour femmes.** 8 et 15 février, dans les locaux de l'association Cabiria, informations, techniques, réflexions, mises en situation... auto-defensedesfemmes@gmail.com.


 **Paris : Jean-Jacques de Félice.** 10 février à 19h30, à la Clef, 29, rue Daubenton, Paris 5^e, M^o Censier, avant-première du film De Félice, avocat du peuple kanak, suivi d'un débat avec des représentants de la Ligue des droits de l'homme, le comité Louis Lecoq, Solidarité Kanaky, Confédération paysanne, Dal, etc.

 **Arles : 3^e festival "Images mouvementées".** Du 13 au 15 février, au cinéma Le Méjan. Festival organisé par Attac, *Maison de la vie associative*, boulevard des Lices, 13200 Arles, www.local.attac.org/13/arles/


 **Laval : Salon nature bien-être.** 14 et 15 février, parc des expositions, une vingtaine de conférences. *Parc des expositions*, 84, boulevard des Loges, 53940 Saint-Berthevin, tél. : 02 43 91 47 77.

 **Saône-et-Loire : biodynamie et observation animale.** 14 et 15 février, formation avec René Becker. *Domaine de Saint-Laurent*, 71250 Château, tél. : 03 85 59 23 74, www.bio-dynamie.org.


 **Alpes-Maritimes : approche sensible des plantes et huiles essentielles.** 14 et 15 février au Mas du Calme, à Grasse. Formation pour les professionnels de santé ou les thérapeutes amateurs. Présentation de la famille des hélichryses (500 espèces) et des approches sensibles mises en place par Goethe et Steiner, présentation des usages en médecines naturelles, phytothérapie, aromathérapie... Avec Christian Escriva et Simon Lemesle. *Association Hélichryse*, La Commanderie, 06750 Valderoure, tél. : 04 93 60 39 88.


 **Lille : soldes the word.** 14 et 15 février de 10 h à 18 h, à la MRES, 23, rue Gosselet, commando théâtral animé par la compagnie Les tambours battants. Théâtre action sur le thème "faut-il tout brader, jusqu'où ? La couche d'ozone, la démocratie ? faut-il ache-


ter et vendre un nouveau monde ? *Tambours battants*, tél. : 03 20 42 05 03, <http://tambours.battants.free.fr>.


 **Lille : droit du travail, en arrière toute !** 16 février à 20h à la Scène nationale de la Rose des Vents (boulevard Van Gogh, Villeneuve-d'Ascq), débat sur les reculs du droit au travail avec Gérard Filoche, inspecteur du travail. *Amis du monde diplomatique*, 100, rue Neuve prolongée, 59226 Lecelles, tél. : 03 27 41 96 68.


 **Marseille : Craies.** 18 au 20 février, spectacle associant danse, arts plastiques et musique, sous forme de conte, au Théâtre Carpe Diem, 6-8, impasse Delpech, 13003 Marseille, à 10h et 14h30 pour les scolaires à partir de 3 ans, le jeudi 19 à 19 h pour tous. *TateM*, c/o APEAS, 49, rue du Village, 13006 Marseille, tél. : 06 63 60 83 40, www.tatem.fr.


 **Reims : Louées soient les immigrées.** 19 février, de 19h30 à 22h, à la maison de la vie associative, projection du film « *Louées soient les immigrées* » de Michel et Elie Sionnet. Débat avec les réalisateurs. *Attac Reims*, maison de la vie associative, 122, rue du Barbâtre, 51100 Reims.


 **Lyon : expédition de Silence.** 19 et 20 février, voir en page 2.

 **Lyon : 22^e Primevère.** 20 au 22 février à Eurexpo. 450 exposants dont 150 associations et 60 conférences. Voir programme détaillé en page Alternatives. *Primevère*, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél. : 04 74 72 89 90, <http://primevère.salon.free.fr>.

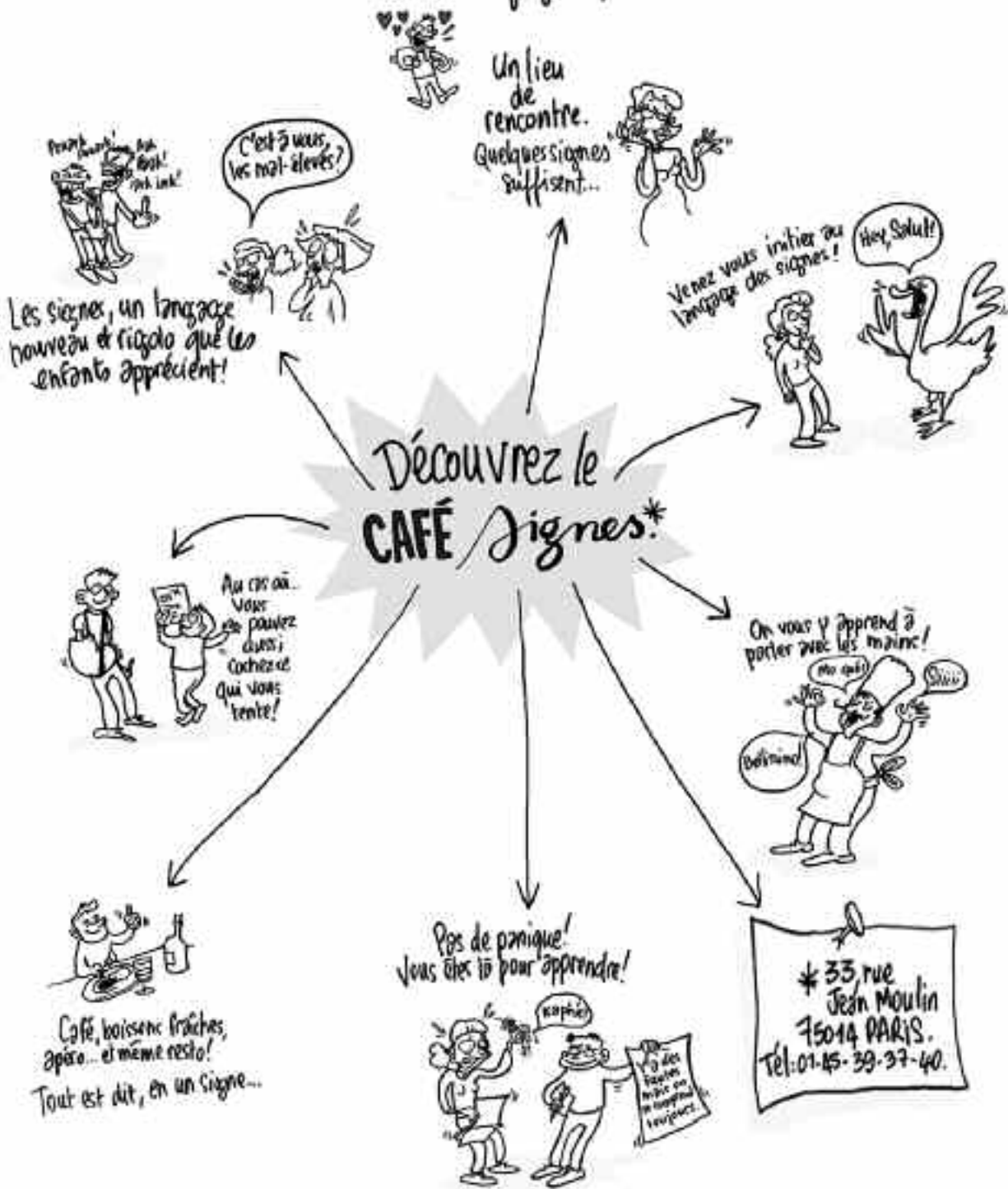
 **Alsace : les enfants de Tchernobyl.** 21 février à 14 h, assemblée générale de l'association, salle du cercle sportif et culturel de Rustenhart. *Les enfants de Tchernobyl*, rés. Les Provinces, 1 A, rue de Lorraine, 68840 Pulversheim, www.lesenfantsdetchernobyl.fr.

 **Paris : Craies.** 23 au 27 février, spectacle associant danse, arts plastiques et musique, sous forme de conte, au Théâtre de l'Echo, 31-33, rue des Orteaux, 75020 Paris, du lundi au vendredi, à 10h30 et 14h30 pour les scolaires à partir de 3 ans, du mercredi au vendredi à 19 h pour tous. *TateM*, c/o APEAS, 49, rue du Village, 13006 Marseille, tél. : 06 63 60 83 40, www.tatem.fr.

 **Isère : comment remettre l'argent à sa place.** 27 février au 1^{er} mars, formation animée par Ida Paladini-Lyan : comment faire que l'argent soit une énergie à sa juste place. *Maison d'accueil de l'Arche*, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.

 **Lyon : démocratie et pratiques alternatives.** 28 février à 15 h, au Cedrats, rencontre-débat sur le thème "le concept de démocratie et son implication dans les pratiques alternatives" avec François Schneider, colporteur de décroissance. *Cedrats*, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67.

Communiquer ne se limite pas seulement à la parole...
Telle est la devise du Café Signes: un bar restaurant
convivial et pas cher où se côtoient sourds et entendants.
Un lieu atypique où l'on apprend à converser avec les
mains et découvrir un langage à portée de tous.



Une admirable initiative de l'association Entraide Universitaire, pour qui il n'est pas question d'attirer ici la compassion envers les employés sourds du café, sinon de créer un lieu d'insertion pour les personnes handicapées, et avant tout, un formidable lieu de rencontre entre sourds et entendants...

En un signe, vous serez séduits...





Résistance pédagogique

Alain Refalo, enseignant à Colomiers, près de Toulouse, président du Centre de ressources sur la non-violence, a écrit une lettre, le 6 novembre 2008, annonçant son refus d'appliquer les réformes en cours. Depuis le mouvement a fait tache d'huile avec des centaines de désobéisseurs... Voici ce qu'il en pense.

➤ **A lire sur internet :**

■ <http://resistancepedagogique.blog4ever.com/blog/index-252147.html>

■ <http://www.rue89.com/marseille/2008/12/16/diane-combes-institutrice-desobeissante-et-sanctionnee-0>

Quelles sont les raisons de votre opposition à la loi sur la réforme de l'éducation nationale ?

Alain Refalo : Il faut parler d'un ensemble de réformes distillées progressivement sur plusieurs mois et dont nous estimons qu'elles organisent le démantèlement de l'Education Nationale et sa privatisation. Nous nous dirigeons tout droit vers un système éducatif à la britannique avec ses évaluations nationales, ses classements, la mise en compétition des établissements scolaires, la mise sous tutelle des écoles par les communes, etc.

Pourquoi avoir fait le choix de la désobéissance civile ?

J'ai d'abord posé un acte d'objection de conscience en écrivant une lettre à mon inspecteur pour lui expliquer pourquoi, en conscience, je ne pouvais pas appliquer les nouveaux programmes, et le dispositif de l'aide personnalisée. C'est le fruit d'une longue réflexion personnelle qui a été alimentée par les nombreuses réunions que nous avons eues au printemps 2008 entre enseignants et

parents. A la rentrée, il m'est apparu clairement que je ne pouvais collaborer par mon silence ou ma participation active à des réformes qui remettent profondément en cause l'idée que je me fais de ma mission.

Comment s'est déroulée la progression du mouvement, avec au départ quelques actes isolés puis une mobilisation de plus en plus large et collective ?

A la suite de la publication de ma lettre, le 6 novembre 2008, qui a suscité un véritable buzz sur internet, de nombreux enseignants se sont réveillés. Beaucoup étaient découragés, désabusés. Laudace de cette initiative a créé un électrochoc salutaire. De nombreux enseignants, individuellement et surtout collectivement, ont écrit des lettres à leur inspecteur. Au 1er janvier 2009, on recensait 1 100 lettres de désobéissance, ce qui est tout à fait étonnant. Le blog Résistance pédagogique pour l'avenir de l'école que j'ai créé à la mi-octobre a joué un rôle fédérateur dans ce mouvement non structuré au départ.

Quel lien faites-vous entre démarches d'objection de conscience et de désobéissance civile dans cette progression ?

Le mouvement est parti d'une initiative personnelle que l'on peut qualifier d'objection de conscience avec la réserve cependant que cette objection de conscience avait le souci d'émulser de s'inscrire dans la construction d'un mouvement collectif. Il faudrait peut-être parler d'une action individuelle d'insoumission dont l'impact a permis de développer un mouvement de désobéissance civile dans l'éducation nationale. Ce mouvement se développe de façon autonome et variable selon les départements.

Quel a été l'écho de cet appel à l'insoumission en termes de soutiens dans l'éducation nationale (enseignants, parents, personnel, directeurs, inspecteurs,...) et dans la société civile ?

Ce qui est tout à fait remarquable dans ce type d'actions, c'est qu'elles suscitent forcément une réaction de l'administration sous forme de pression, de convocations et parfois de sanctions, notamment financières. C'est cela qui permet aussi de sensibiliser l'opinion publique et notamment les parents d'élèves. Pour un enseignant désobéissant, il existe au moins 25 parents d'élèves susceptibles d'être directement sensibilisés et mobilisés. Le meilleur soutien que j'ai enregistré est précisément celui des parents de mes élèves qui ont écrit une lettre de soutien à l'inspecteur d'académie dans laquelle ils répondaient point par point à ses allégations dans les médias mettant en cause mon intégrité professionnelle. Des parents d'élèves se mobilisent également à travers des initiatives du type « nuit des écoles », port de gilets jaunes, occupations ponctuelles, manifestations, etc. Les syndicats enseignants, sur le plan local, ont généralement joué un rôle très important en soutenant les collègues menacés de sanctions, en diffusant des pétitions et en organisant des caisses de solidarité. Les inspecteurs de circonscription sont généralement très embarrassés par ce type d'action, d'autant qu'ils reçoivent des ordres très stricts des Inspecteurs d'académie et qu'on leur demande souvent de faire le sale boulot sur le terrain (convoyer les enseignants, remettre des lettres annonçant des sanctions...)

Quel est le rôle des médias dans ce processus ?

Dans le développement du mouvement, internet a joué un rôle tout à fait essentiel. Le blog Résistance pédagogique (135 000 visiteurs différents en deux mois !) a permis de sensibiliser et d'informer largement les enseignants sur ces initiatives. Les articles des médias locaux et nationaux sur internet faisaient souvent des liens avec le blog, ce qui augmentait considérablement le nombre de connections. De nombreux blogs d'enseignants et de parents d'élèves se sont créés, permettant des liens de proximité avec les acteurs des résistances locales.

Y a-t-il eu des réactions et des sanctions de la part des autorités ?

Pour ma part, j'ai été convoqué à plusieurs reprises chez mon inspecteur. Celui-ci s'est rendu trois fois dans ma classe en novembre-décembre pour constater la désobéissance. Mais à l'heure où je vous parle, pas encore de sanctions. Dans d'autres villes, des sanctions financières (retrait d'une ou plusieurs journées de salaire) ont été prononcées pour les enseignants qui refusaient de mettre en place les deux heures d'aide personnalisée (1/2 heure par jour). On a l'impression cependant que l'administration est très embarrassée face à une action qui n'est pas syndicalement correcte.

Quels sont les résultats de ce mouvement de résistance à l'heure qu'il est ?

Début janvier 2009, avant la rentrée, ce mouvement est encore en développement. Il a permis d'ores et déjà à de nombreux enseignants de s'engager dans une action radicale après avoir fait le constat des limites des actions traditionnelles. Des syndicats ont commencé localement à prendre en compte la dynamique de la désobéissance civile. Le nombre de désobéissants, en quelques semaines, est déjà important, mais forcément insuffisant. Le mois de janvier sera décisif dans la suite des événements.

Quelles conclusions peut-on tirer de cet épisode de résistance non-violente ? Est-ce la première fois qu'une logique de désobéissance civile non-violente nourrit aussi clairement la contestation globale du corps enseignant ?

Cette action de désobéissance civile, à cette échelle, est totalement inédite dans l'Education Nationale. On ne peut pas encore dire qu'elle est massive, mais elle est suffisamment significative pour espérer obtenir des résultats à moyen terme. L'enjeu désormais, outre l'augmentation du nombre de désobéissants, est l'implication des parents d'élèves pour organiser une pression forte sur le ministère. Seuls, les enseignants ne gagneront pas ce combat, qui, rappelons-le, ne vise pas seulement à sauver ce qui peut l'être, mais vise à construire une école du respect et de la réussite pour tous. Derrière la contestation de ces réformes destructrices, il y a la volonté de définir un projet nouveau pour l'école de demain.

Entretien réalisé par Guillaume Gamblin ■

➤ Et également

■ Le RIRE

Le Réseau informel de réflexion sur l'éducation a pour but de voir ensemble, dans une dynamique de responsabilisation et d'enrichissement mutuel, dans quel état d'esprit instruire et éduquer les jeunes pour qu'ils s'épanouissent et réalisent leur équilibre individuel, fondement de l'équilibre social. *RIRE, 17 bis, rue des Jasses, 13510 Eguilles, www.reseaueducation.blogspot.com.*

■ Ecole et non-violence

Placé sous la responsabilité scientifique de Jacques Fortin, parrain de la Coordination et professeur en sciences de l'éducation, ce réseau a pour but d'encourager la mise en œuvre de projets d'éducation à la non-violence et à la paix et de pratiques éducatives permettant de développer les compétences psychosociales présentées dans le Programme pour une éducation à la non-violence et à la paix. Il veut valoriser les initiatives existantes et favoriser le partage de savoir-faire, de pratiques, de ressources, de réflexions, etc. *Coordination française pour la Décennie, 148, rue du faubourg Saint-Denis, 75010 Paris, tél. : 01 46 33 41 56, www.ecole-nonviolence.org.*

■ CRÉA-Apprendre la vie

Le Cercle de réflexion pour une éducation authentique (CRÉA) met au jour les effets néfastes et indésirés de l'éducation en vue de les atténuer : fragmentation, comparaison, conformation, dépendance, peur, etc. Il publie une lettre mensuelle gratuite et organise, outre une rencontre annuelle, fin août, des séminaires de réflexion. *CRÉA, 71300 Mary, appvie-crea@yahoo.fr.*

L'ordre ne règnera pas sur le plateau de Millevaches



D.R.

▲ Ambiance le 11 novembre 2008 à Tarnac.

Le 11 novembre 2008, pendant qu'autour du monument aux morts antimilitariste de Gentioux les pacifistes et les anarchistes célébraient à leur manière la fin de la guerre, à une vingtaine de kilomètres de là, à Tarnac, 150 policiers cagoulés et armés envahissaient le bourg corrézien pour y arrêter une brochette de pseudo terroristes que Michèle Alliot-Marie, reprise en chœur par les médias et les experts ès "ultra-gauche", qualifiait aussitôt de membres actifs et violents de la mouvance "anarcho-autonome". Dix arrestations, dix gardes à vue, transformées après 96 heures (dont 72 sans avocat, législation spéciale anti-terroriste aidant) en neuf mises en examen dont cinq détentions préventives.

ON AVAIT PARAÎT-IL COFFRÉ LES AUTEURS DES SABOTAGES SUR LES LIGNES TGV QUI AVAIENT eu lieu trois nuits plus tôt. Le procureur de Paris claironnait sans preuves (il le reconnaissait d'ailleurs : "nous ne disposons pas d'éléments solidifiés, pour l'instant") que les gros poissons pêchés ce jour-là s'apprêtaient à passer sous peu à des "actions violentes contre des personnes".

Un casting parfait

A Tarnac, après le raz-de marée policier, les vagues médiatiques, caméras et micros, poursuivaient leur action d'information : deux citations d'un bouquin de 120 pages pour justifier les sabotages, un trucage sur *France Inter* avec une interview bidonnée (qui a obligé la responsable de l'information à des excuses publiques aux auditeurs), les images saisissantes d'une ferme désertée et d'une épicerie fermée, quelques paroles bien coupées qui transforment dans « Complément d'enquête » sur *France 2* deux fortes personnalités locales en un voisin plouc et un néo un peu béat. Les clichés sont là, jusqu'au cerveau de l'opération, un "pur intellectuel" charismatique, Julien Coupat, qui manœuvre une bande d'abrutis... Le casting était parfait.

Doutes

Et puis, trois semaines plus tard, on libère trois des dangereux terroristes dont un honnête épicier photogénique qui fait la une de *Libé* et dégonfle avec brio la baudruche terroriste dont on l'a affu-

blé. Parallèlement, des comités de soutien se multiplient en France et dans d'autres pays, après la création de celui de Tarnac, créé dès le 14 novembre et institué le 17 au soir dans une réunion qui rassemblait près de 200 personnes du plateau. Les journalistes s'interrogent et les premiers articles critiques, ou au moins plus prudents, tombent. Tout cela ne colle pas par-



▲ Journaliste de l'AFP photographiant les "preuves" que les personnes arrêtées... lisent beaucoup.

D.R.



◀ L'épicerie du village fermée après les arrestations.

D.R.

faitement. Il faut corriger : le casting était *presque* parfait. Quand dans la population locale des gens aussi différents que les vieux communistes des maquis FTP, les néo-ruraux qui ont redynamisé le pays depuis trente ans, les militants du coin et les simples voisins, quelques maires de communes environnantes, ceux qui croient en la justice de leur pays et ceux qui n'y croient plus, se mobilisent aussi vite, on est bien obligé — aussi bon journaliste soit-on — de commencer à se poser des questions. Quand les chefs d'inculpation (« entreprise terroriste » ou « association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste ») sont si peu étayés, qu'on en est réduit à conjecturer et à transformer en présomption de terrorisme des fers en béton, un livre signé anonymement et la participation active à quelques manifestations, qui donc pourrait encore défendre la thèse de la ministre de l'Intérieur ?

Trop c'est trop

Du coup la mobilisation s'enhardit. Un verrou a sauté : « Trop c'est trop ! » Là-dessus, quelques couacs comme la descente policière dans le collège de Marciac ou l'arrestation musclée d'un journaliste de Libé, viennent corroborer les craintes. La Ligue des droits de l'homme monte au créneau et publie coup sur coup deux communiqués ; la sénatrice de la Corrèze rappelle que pendant la guerre, sur le plateau comme ailleurs, les résistants étaient des terroristes ; l'affaire du fichier Edvige, qui a mobilisé plus de 200 000 personnes et une foule d'associations, n'a pas trois mois ; la politique de plus en plus sévère du Commissaire aux questions migratoires, Brice Hortefeux, a déjà amené à la militance des gens qui n'y avaient jamais trempé (voir le Réseau éducation sans frontières)... Bref, l'affaire de Tarnac vire au procès de l'Etat policier et liberticide. On va presque finir par croire que l'insurrection va venir... Le prochain rendez-vous est fixé au 31 janvier 2009 à Paris pour une manifestation nationale qui demandera la libération des deux derniers incarcérés de Tarnac, le retrait des chefs d'inculpation des neuf personnes arrêtées le 11 novembre et dénoncera la dérive — certains diront l'identité — policière de l'Etat.

Terreau-risme

Sur le plateau, plus qu'ailleurs peut-être, l'affaire de Tarnac retentit comme une menace qui est loin de ne concerner que neuf jeunes gens bien intégrés — comme la presse désormais semble considérer nos affreux terroristes de novembre. C'est que se rejoint ici, sur cette haute terre granitique, d'une part une histoire et une tradition de résistance et de lutte et d'autre part la construction

contemporaine d'un « autre monde » plus habitable, qu'on bricole et expérimente ici. De la première veine, sans remonter aux maçons républicains du 19e siècle et aux communards creusois, citons le soviet de La Courtine de 1917, le pacifisme post-1918 — et pas seulement à Gentioux —, le communisme rural dès 1920, les maquis de la seconde guerre mondiale avec Guingouin et un jeune poète, Armand Gatti maquisard à Tarnac (déjà !), les résistants à la guerre d'Algérie de La Villedieu, Faux-la-Montagne et Tarnac (encore !)... Dans la seconde veine : les installations néo-rurales qui se sont échelonnées depuis trente ans ici, chacune avec leurs colorations d'époque (soixante-huitarde, alternative ou décroissante), mais qui toutes tendent au refus de la société de consommation, les initiatives économiques du type du réseau REPAS ou d'économie sociale, la nébuleuse associative dynamique, vivace et innovante, des réseaux, des collectifs, voire... quelques communautés !

MAM la menace

L'affaire de Tarnac pèse désormais au-dessus de cette histoire et de ces constructions présentes comme une épée de Damoclès. Comme si tout ce qui était hors normes, collectif, critique, décalé, était suspect. Comme si « l'état normal (devait être) l'isolement de chacun dans son cube privé ». Dans un des écrits attribués au « cerveau terroriste » — mais qui est en vérité issue d'une intelligence collective — on peut lire : « Non seulement ce que nous avons à partager n'est à l'évidence pas compatible avec l'ordre dominant, mais celui-ci s'acharne à pourchasser toute forme de partage dont il n'édicte pas les règles ». Ou encore : « le principe posé par le libéralisme est que la liberté de pensée de l'individu privé doit être totale, sa liberté de s'exprimer doit en principe l'être tout autant, mais il ne doit pas vouloir les conséquences de sa pensée pour ce qui concerne la vie collective ». Ou encore : « les techniques du capitalisme consistent d'abord à briser les attaches où un groupe trouve les moyens de produire dans un même mouvement les conditions de sa subsistance et celles de son existence ». C'est très précisément ce qui s'est passé à Tarnac, le 11 novembre dernier. C'est très précisément ce qui nous attend tous, si nous ne réagissons pas.

Michel Lulek ■

L'auteur habite sur le plateau de Millevaches depuis 1984, cofondateur d'Ambiance bois, Télé Millevaches et IPNS, il travaille actuellement à La Navette, quatre initiatives alternatives locales.

► Un plateau où créer, c'est résister

Le plateau de Millevaches n'est pas un inconnu pour les lecteurs de *Silence*. Reconnu comme un territoire rural où de nombreuses initiatives alternatives se sont implantées, il continue à attirer de nouveaux habitants qui viennent y « vivre et travailler autrement » à l'instar des pseudos terroristes de Tarnac qui ont repris depuis un peu plus d'un an l'épicerie restaurant du bourg ainsi qu'une ferme dans le hameau du Goutailoux.

Sur le plateau se côtoient des entreprises du réseau REPAS comme Ambiance Bois, la recyclerie Le monde allant vers..., le Gaec Champs Libres ou La Navette, scop de rédacteurs installée à Faux-la-Montagne depuis un an et demi. Des installations récentes complètent la palette comme les collectifs de Lachaud ou des Ganes (tous deux sur Gentioux) et de nombreuses associations s'y créent chaque année. Télé-Millevaches, la télé locale (22 ans d'âge) et IPNS, un trimestriel d'information et de débat, reflètent ce dynamisme dans leurs reportages et articles.

► Sur internet

2 sites pour mieux connaître le plateau de Millevaches :
telemillevaches.free.fr
www.journal-ipns.org

Le site du comité de soutien aux inculpés de Tarnac :
www.soutien11novembre.org

Heloisa Primavera >

Heloisa Primavera est née au Brésil et vit en Argentine depuis 1968. Biologiste, elle s'oriente ensuite vers les sciences sociales pour être en cohérence avec ses engagements politiques. Professeure en sciences économiques à l'université de Buenos Aires, elle fait des recherches sur les monnaies alternatives. Elle est l'une des fondatrices du RedLASES - Réseau latino-américain de socio-économie solidaire, né en 1999.

■ **La légende du Colibri**

Un jour le colibri, minuscule oiseau, dit au condor : "C'est moi le roi des oiseaux !". Le condor éclate de rire, mais, comme la scène est observée par d'autres, il lui propose de démontrer sa supériorité : "Je vous invite donc à voler le plus près possible d'Uiracocho, le Dieu Soleil". Tous prédisent une victoire écrasante du condor.

Au petit matin, le condor, majestueux, arrive le premier. Le colibri ne se montre pas. Après un délai raisonnable, le condor décide qu'il part tout seul vers Uiracocho...

Quand le condor est proche du Soleil et ne peut s'élever plus, des plumes de son cou, sort le petit colibri qui s'envole un peu plus haut et répète : "Je suis bien le roi des oiseaux !"

> **Voir :**

www.youtube.com/watch?v=8SN9G3Qu2TI (en espagnol pour le moment).

1. Félix Guattari (1930, 1992), psychanalyste et philosophe français, a notamment publié *Les Trois écologies* (éd. Galilée, 1989) où il présente la nécessité d'articuler l'écologie dans trois sphères : l'imaginaire (écologie mentale), l'environnement (rapports avec la nature) et le social (l'économie, la société, le politique).

2. Les "piqueteros" sont initialement les piquets de grève qui bloquent les usines en grève. En juin 1996, pour la première fois, un piquet s'installe à la sortie de Cutral-Co, tenu par des chômeurs, qui filtre la circulation, la route étant par là où passent les richesses. Ils demandent du travail. Le mouvement va faire tache d'huile à partir du 12 avril 1997 où une chômeuse est tuée par la gendarmerie.



Cultiver les projets fertiles

Il y a dix ans, l'Argentine connaissait une importante crise financière. Alors que les présidents démissionnaient les uns après les autres, le peuple, s'appuyant sur des réseaux alternatifs, prenait son destin en main. Un exemple à suivre ? Nous l'avons demandé à Heloisa Primavera.

Comment sont nés les mouvements autour des monnaies locales en Argentine ?

Heloisa Primavera : Ils sont nés à partir de la crise de l'emploi dans les années 1990, crise provoquée par les processus d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Un groupe d'amis réunis autour de la cause écologique a lancé cette démarche "guattarienne" en croyant que les ressources inutilisées pouvaient l'être par des gens qui avaient besoin : c'est comme ça que le 1er Mai 1995 a été créé le premier "club du troc" à Bernal, province de Buenos Aires. Il faudrait rappeler que dix ans plus tôt, des gouvernements des provinces avaient émis leurs propres monnaies. L'imitation est évidente, mais il fallait le faire...

En quoi ces mouvements ont-ils représenté une aide lors de la récession de 1998-2002 ?

La récession a duré plus que ces années-là... mais le mouvement du troc a trouvé une situation très spéciale — qui à notre avis ne s'est plus jamais répétée ailleurs. En Argentine, tous les participants se sentaient concernés et étaient même fiers d'être

au sein de cette "révolution" financière. Cela se traduit en chiffres : trois mille milliards de dollars américains ont été échangés en 2000 par dix mille groupes organisés dans tout le pays comptant six millions d'adhérents (sur 40 millions d'habitants). Il n'existe pas d'expérience comparable.

Quelles sont les autres mesures prises par "le peuple" en dehors des institutions ?

Il y a eu notamment les coupures de route ("piqueteros"), les assemblées de voisins et la "récupération" des entreprises qui faisaient faillite. Ces autres formes de résistance ont évolué très différemment : quelques unes ont été cooptées par le gouvernement national qui les a institutionnalisées, de telle façon que son pouvoir comme mouvement social s'est affaibli ; c'est le cas des coupures de route, par exemple. Par contre, les entreprises autogérées continuent à se battre pour obtenir une légalisation. Les assemblées de quartier ont pratiquement disparu, sauf quelques exceptions qui ont pu s'intégrer à d'autres mouvements. C'est le cas des assemblées de Palermo et Nuñez, qui ont créé une coopérative de producteurs et de

consommateurs, et qui existe dans l'espace public depuis 2002.

Comment ceci (créditos, autogestion d'usine, entraide) a pu continuer ou non ensuite ?

Malgré les efforts des militants qui croyaient en la possibilité de construire une synergie entre les différentes "tribus" à l'intérieur du corps social, cela ne s'est jamais produit. C'est une question à résoudre pour comprendre l'évolution de l'économie solidaire en Argentine... et ailleurs.

Où en est-on aujourd'hui cette économie solidaire ?

Nous avons fait récemment une recherche sur le cas argentin qui vient d'être publiée. Elle a aussi été faite pour le Brésil, le Pérou, la Colombie et le Mexique. Vous la trouverez sur le site web www.ripess.net, au chapitre Amérique Latine et Caraïbes (ripess lac). En Argentine, l'État national ne s'est jamais intéressé à l'économie solidaire comme modèle alternatif de développement. A notre avis, c'est une des raisons pour lesquelles la politique continue à passer par la cooptation des secteurs populaires les plus organisés et n'apporte pas d'appui et de promotion de l'autonomie de la société civile, comme contenu de la démocratie profonde. Ce n'est pas le cas du Brésil, qui a son Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire depuis 2003, mais il faut reconnaître aussi que c'est l'organisation de la société civile qui a créé les conditions pour cette conquête. C'est notamment le résultat de la création du Forum brésilien d'économie solidaire qui a été intégré par les organisations de producteurs, des institutions de promotion et des organes du gouvernement dans 24 provinces du pays.

Avec la crise bancaire mondiale, quelle place peuvent avoir les SEL (Systèmes d'échanges locaux) en France ou ailleurs ?

Voilà une question très intéressante, car si nous pouvions montrer aux gens — de la rue, mais aussi les leaders sociaux, politiques et économiques ! — que le système monétaire est absurde et que les crises ne cesseront d'apparaître, tout serait différent. Mais le rôle du symbolique est toujours trop fort et nous n'avons pas encore trouvé le moyen de le faire... A mon avis, il faudrait qu'un pays — comme le Venezuela — renverse tout cet ordre financier institutionnel et montre qu'un autre système est possible ! La Banque du Sud, créée entre les pays d'Amérique latine, pourrait peut être devenir un modèle, si elle ne tombe pas dans le mimétisme d'une Banque Mondiale/FMI pour les pays pauvres...

D'autres structures peuvent-elles protéger les plus faibles des retombées de la crise ? (AMAP, Réseaux d'échanges de savoir...)

A mon avis, il ne suffit pas de mettre en marche des innovations comme celles-ci, mais il faut changer le paradigme, c'est-à-dire passer de la vision de rareté à la vision d'abondance suffisante ; de responsabilité sur le tout et pas seulement sur la partie. Et tout cela pas seulement dans les finances,

mais aussi et surtout dans la politique et la vie quotidienne — dans la micropolitique — pour récupérer l'autonomie perdue de la société civile organisée. C'est là le défi, complexe sans doute, comme tout changement de paradigme...

Quelle est votre projet "Colibri" lancé en 2003 ? Est-il applicable partout ?

Le Projet Colibri (voir ci-dessous) consiste à comparer les expériences au sein de l'économie solidaire, ceci à l'échelle de l'Amérique latine. Il cherche à déterminer quelles sont les stratégies fertiles, mais il est encore comme une goutte d'eau dans l'océan... Il nous faut faire un grand saut en avant, vers des forums divers et massifs. C'est à ce quoi nous travaillons à l'heure actuelle.

Changer d'imaginaire ? Comment valoriser nos différences, comment relier crise financière et crise écologique, crise démocratique ?

C'est bien de cela, qu'il s'agit ! Comme faire comprendre aux personnes — toutes — qu'il y a assez pour tout le monde si on se sent responsable de l'avenir ?

Entretien réalisé par Guillaume Gamblin et Michel Bernard ■

Le projet Colibri

Le projet Colibri cherche à valoriser tout ce qui permet d'activer les ressources locales, notamment en travaillant sur la question des territoires, des traditions, de la richesse culturelle des communautés, tout ce qui relève du patrimoine collectif. Il s'agit pour une communauté, à travers des ateliers autour de projets, de redéfinir une vision commune.

Le projet Colibri cherche à favoriser les systèmes alternatifs de financement, les monnaies sociales afin que la monnaie soit en lien avec les ressources locales et favorise la mise en pratique de la vision commune.

Il cherche à favoriser les échanges compensés, c'est-à-dire la mise en lien entre économie formelle et informelle, entre producteurs et consommateurs, avec l'organisation de marchés solidaires, de systèmes de trocs, et de réseaux intercommunautaires pour les produits nécessaires non produits localement.

Enfin, le projet Colibri cherche à développer des méthodes de gestion coopérative et participative. C'est-à-dire comme cela a été amorcé par les budgets participatifs dans des villes comme Porto Alegre, à faire en sorte que les gens puissent être maître de la gestion de leurs affaires et non qu'ils délèguent cela à des institutions municipales, régionales ou étatiques.

Après cinq ans, le projet Colibri a montré son efficacité dans des contextes de crise en favorisant une plus grande autonomie des communautés. Il butte toutefois pour le moment sur la manière de créer des relations plus larges entre les initiatives locales.

Les gros raflent la mise

En 2002, les éditions *Ecosociété* et *S'llence* ont coédité le livre de Steven Gorelick *Les gros raflent la mise*. Cet excellent livre montre comment dans la société capitaliste moderne, en période de prospérité, le discours se veut anti-étatisme pour éviter que les richesses créées ne soit redistribuées au plus grand nombre et comment en période de crise, le discours s'inverse pour que l'Etat vienne en aide en donnant des aides... qui bénéficient toujours aux plus gros. Un livre pour comprendre ce que font actuellement les Etats en réponse à la crise. Si vous désirez lire ce livre, nous en avons encore en stock que nous soldons à 7 € frais de port compris.

➤ À lire

■ *Argentine rebelle, un laboratoire de contre-pouvoirs*, Cécile Raimbeau et Daniel Hérard, éd. Alternatives, 2006, 144 p.

■ *Pour comprendre la crise en Argentine*, sous la direction de Denis Rolland et Joëlle Chassin, IEP Strasbourg, éd. l'Harmattan, 2003, 278p.

➤ À consulter

■ www.heloisaprimavera.com.ar (en espagnol)

■ www.redlases.org.ar/colibri (en espagnol)

■ http://grit-transversales.org/article.php?id_article=236. Un article en français d'Heloisa Primavera, "huit ans après, que reste-t-il de nos monnaies" (décembre 2007).

➤ À voir

■ *The Take*, documentaire de Naomi Klein et Avi Lewis, 2004, 87 minutes, documentaire montrant comment fonctionnent les entreprises argentines reprises en autogestion. voir : www.thetake.org.

Soyez idiot-e-s, rejoignez l'armée des clowns !

Connaissez-vous l'armée des clowns ? Leur objectif : ridiculiser le pouvoir pour mieux le combattre. Mais surtout réhabiliter la joie de vivre dans le monde. Avertissement : ce texte reste quand même quelque chose de sérieusement débile.

On peut rejoindre la CIRCA en France en contactant les différents brigades activistes.

- Paris : La BAC, Brigade Activiste des Clowns, contact@brigadecloons
- Lille : Le CAC40, cac40lille@hotmail.fr, <http://cac40.zeblog.com>
- Savoie : Le 73^e BCA, Bureau des Clowns Affranchis, 73bac@no-log.org, <http://bca73.free.fr>
- Grenoble : Les RG, Rigolos grenoblois, <http://rigolos-grenoblois.sansinteret.info>
- Marseille : Le CRI, Clowns résistants d'intervention), contact@criii.org, www.criii.org.
- Vendée : Greenpitre, greenpitre@no-log.org, <http://greenpitre.canalblog.com/>

Sinon, il existe de nombreuses brigades de l'armée des clowns dans le monde, adresses suivantes :

- Le CIRCA en Angleterre : <http://clownarmy.org>
- L'armée Danoise : <http://www.klovne.net>
- Les Clolonels Hollandais : <http://www.clolonel.nl>
- Le bataillon Belge : <http://www.clownarmybelgium.org>
- Le Brouhaha québécois : <http://brouhahabataillon.spaces.live.com/>

L'ARMÉE CLANDESTINE DE CLOWNS INSURGÉS ET REBELLES (LE CIRCA) FONCTIONNE SANS CHEF et sans centralisation. Les clowns fonctionnent sous la forme de « troupes de clowns », soit des groupes affinitaires ayant une grande autonomie.

Le premier communiqué date du 13 novembre 2003. Il appelait à manifester contre la venue de Bush d'égout au Royaume-Uni vantant les bienfaits de la guerre en Irak. On les a vus aussi au contre-sommet du G8 en Ecosse. Ce contre-sommet avait été impulsé par les activistes de *Reclaims the street*, groupe militant très imaginaire. Avec en partie à sa tête, le colonel Klepto, alias John Jordan.

En France, l'armée des clowns a débarqué au printemps 2005, après le forum social européen de Londres, par l'intermédiaire de la BAC (Brigade activiste des clowns) dont le QG est à Paris. Elle a poursuivi son offensive jusqu'à Marseille, Lyon, Clermont-Ferrand...

Rendre la pitrerie dangereuse

Le CIRCA vise à rendre l'art de la pitrerie à nouveau dangereux, à le ramener dans la rue, à se réapproprié son pouvoir de désobéissance et à lui rendre la fonction sociale qui fut le sien : sa capacité à perturber, critiquer et guérir la société.

Le CIRCA est une forme d'activisme politique qui unit les anciennes pitreries et l'action directe non-violente. Les clowns cherchent à incarner les contradictions de la vie, à être à la fois effrayants et innocents, sages et stupides, amuseurs et dissidents, thérapeutes et ridicules, boucs émissaires et subversifs.

Renoncer à la compulsion d'être intelligent

Pour cela de nombreux entraînements sont nécessaires. En effet, dévoiler le clown qui se cache en soi est un travail difficile. Trouver son propre clown, c'est apprendre à cultiver une façon d'être plutôt qu'une technique. On devient clown avec tout son cœur et ses pieds, l'on joue avec tout et avec chacun. Jouer nécessite de s'abandonner à la spontanéité, d'abandonner toute expectative de succès, de renoncer à la compulsion d'être intelligent...



Pierre-Emmanuel Weck/Weck.fr

La culture activiste est souvent paralysée par le désir de bien faire, l'action parfaite freine la créativité. Le clown sait que tout problème peut être une solution. Pour un clown novice, la difficulté est de se déconstruire et donc lâcher une certaine rationalité pour la créativité.

L'art de la confusion

Les clowns activistes existent pour la résistance dans les rues, pour faire de l'action directe et gripper les machines de l'oppression et de la violence. Pour eux l'art de la pitrerie est une force extrêmement efficace et opérante.

Ils ne se confrontent jamais à l'autorité car celle-ci est entraînée à la confrontation. Au lieu du conflit, les clowns activistes ont développé la tactique de la confusion : une certaine part de l'être (policiers, tortionnaires, autoritaires...) ne peut comprendre une résistance qui ne fait pas usage du conflit tout en ayant le pouvoir de parodier et de ridiculiser.

La cellule comme aire de jeu

Parce que le clown aime l'échec, des actes de répression peuvent devenir occasion de jeu. La cellule devient aire de jeu en s'y précipitant et en demandant à y retourner quand on les en renvoie. Pour les fouilles, le clown met plein d'objets idiots dans ses poches. Des policiers fouillant une armée de clowns se prêtent ainsi à un spectacle absurde.

Attaques de bulles de savons, tibiazookas, cacatapultes, plumeaux, se cacher dans les poubelles, se mettre à ramper ou avancer en courant et en rang comme une armée, pistolets à eau, confettis, ballons de baudruches, instruments de musique, etc. sont leurs armes.

Le plus inconfortable pour les forces de répression, c'est que les activistes clowns ne quittent jamais leur personnage de clown.

« Nous sommes vous », ont déclaré les zapatistes. C'est aussi faire revivre aux forces de l'oppression ce qu'ils ne souhaitent pas mettre au jour : l'abîme sans fond de leur propre folie.

Conclusion : comme vous l'avez compris-e-s, les clowns activistes sont à l'image de nos sociétés, fous.

Sous-capitaine Moquette

Empêchement de péter en rond et en rang, chef des fayots et autres lèche-culs ayant envie de péter sans inonder leur slip

LONGO MAÏ

créé en 1973

Longo Mai*

- communauté
- 10 500 adhérents permanents
- 6 Facultés
- production agricole et artisanale
- route écarlate
- engagement politique

plus beaucoup d'habitants et visiteurs

Leurs plantations

herbiers, plants médicinaux, légumes, pois, légumes secs, raffinerie de miel, etc.

précisément sur le site de la ferme
à plus d'un kilomètre de la ferme

site à l'international avec communication et filiales
actives sur petits producteurs
dans une démarche plutôt collective et mondiale.

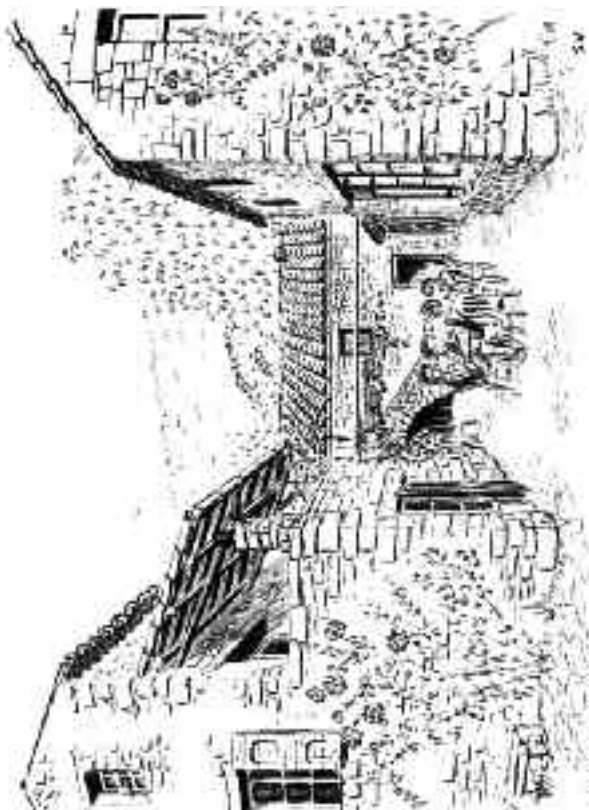
* parce que ce sont
toujours en présence

Longo mai a été créé en 1973 par une poignée de jeunes socialistes et militants engagés politiquement et militamment contre le capitalisme et l'industrialisation à l'échelle de l'État et de contributeurs une alternative ouverte au système existant, éternellement

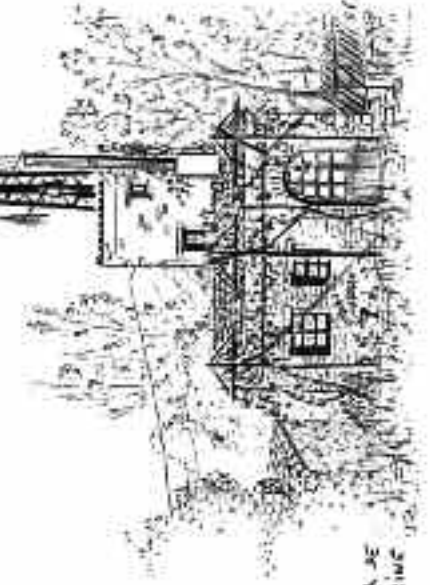
autonome, fondée sur l'agriculture, l'énergie et l'artisanat. Tout en maintenant une action politique forte. Aujourd'hui, il reste beaucoup d'anciens. La dimension politique est très présente, dans des discussions d'abord, puis des actions de soutien en plus pour aider les villages agricoles en difficulté ou les paysans victimes de crises. La communauté est articulée sur une forme de 280. La co-ops. Aujourd'hui elle travaille bien, agriculture, énergie et artisanat. L'objectif pour l'année 2010, une partie est destinée pour acheter ce qui n'est pas produit. En plus de nouveaux adhérents, dans une action de deux producteurs de produits locaux. Ce qui permet de mieux accompagner les 1500 agriculteurs, petits et moyens, et de maintenir une activité multiple active (culture de légumes, culture de céréales, fabrication de pain, fabrication de produits artisanaux...)



Source: [illegible]



GRANGE NEUVE



ÉMETTEUR DE RADIO ZÉRO

Agir ensemble vers un but commun

Pablo, Tchandra et Julien sont partis à vélo pour rejoindre les paysans sans terre en Inde. Alors qu'ils roulent en Iran, ils nous présentent une initiative à Ankara.



➤ À voir

www.sdsbiklet.com

NOUS AVONS PROFITÉ DE NOTRE ATTENTE FORCÉE À ANKARA (POUR OBTENIR DES VISAS POUR l'Iran et le Pakistan) pour remettre en état nos vélos. C'est ainsi que nous avons découvert une petite boutique, toujours pleine de gens qui sont là pour discuter, pour boire un tchai et pour bricoler. Le nom du magasin en dit déjà long : « Vélo Extrême ». Mais en Turquie cela a un sens très différent : ce n'est pas faire des sauts ou des records de vitesse qui est extrême, mais simplement le fait de pédaler en ville.

Le magasin ouvert depuis l'été 2008, c'est surtout l'engagement de son gérant qui fait la différence : ce dimanche, il est l'un des organisateurs d'une grande manifestation pour le respect du vélo et des cyclistes. A midi, ces derniers arrivent tout doucement au point de rendez-vous. Ici quand on dit vélo, il s'agit de gros VTT suspendus montés par des gens recouverts de maillots colorés. N'empêche, ce sont quand même des cyclistes et pour mettre tout le monde sur un même pied, on nous distribue des T-shirts et quelques pancartes aux slogans tels que « respect pour les vélos ». Pour marquer le coup, on couche sur la place une cinquantaine de bicyclettes de manière à écrire UYAN (« ne pas dormir »).

Le cortège d'une petite centaine de vélos se déplace lentement dans les rues d'Ankara sous les yeux ébahis de la foule du dimanche. Nous discutons avec les cyclistes turcs qui sont tout étonnés de voir des Français dans cette manifestation. Et avec nos vélos qui ne payent pas de mine, nous attirons la curiosité. Pratique pour avoir l'opinion des gens sur le vélo à Ankara. Dans cette ville de près de quatre millions d'habitants, environ deux cents l'utilisent pour se déplacer. Au niveau de la circulation, ils ne se sentent pas respectés par les automobilistes. Il faut dire que depuis la Bulgarie,

nous ne voyons plus la moindre piste cyclable, et en ville, il faut une certaine audace pour s'intégrer au flux continu des voitures.

Aujourd'hui, pas de problème, nous sommes escortés. Après quelques tours en ville, nous revoilà au point de départ. Mais la journée est loin d'être finie. Pour les plus courageux, direction le lac d'Eimir à quarante-cinq kilomètres de là. Balade du dimanche qui mélange une population ayant la passion du vélo en commun. De l'étudiant au cycliste de grande randonnée âgé de soixante-cinq ans, en passant par ceux qui n'ont pas l'habitude. Une promenade conviviale qui fait se rencontrer des gens pour qu'en fin de journée, tout un groupe soudé partage sa passion. Dommage que nous soyons encore entre convaincus.

Pablo, Tchandra et Julien ■

Cycloscopie populaire

Ecologistes convaincus, Hélène et Fred sont eux aussi partis à la découverte du monde à vélo. Partis de Bretagne pendant l'été 2008, ils se déplacent beaucoup plus lentement puisque début janvier, ils sont encore en Italie. Ils espèrent aussi aller à vélo jusqu'en Inde, mais ensuite ils veulent poursuivre en Thaïlande, au Japon, en Chine et revenir enfin en train. Ils ont opté pour un itinéraire qui diverge à partir de la Turquie, passant plus au nord pour rejoindre l'Inde par la Chine et le Tibet. Pour financer leur voyage, ils proposent un spectacle original conçu autour de l'aménagement de l'un des vélos qui peut se transformer en projecteur de films super-8. On peut suivre leurs aventures sur le site : <http://cycloscopeweb.free.fr>.

POUR LA TRACTION ANIMALE

Dans le numéro 362 de novembre 2008, un lecteur a réagi par rapport à la traction animale, en reprochant à *Silence* de publier des articles encourageant cette méthode de travail, sous prétexte que faire travailler des chevaux serait un acte tyrannique. Cette personne disait par exemple que le fait de mettre un mors à un cheval et de l'atteler le fait souffrir et doit être considéré comme un mauvais traitement. (...) Je voulais absolument réagir par rapport à ce discours que je trouve hallucinant ! Je travaille avec les chevaux en tant qu'équithérapeute, je côtoie donc des chevaux toute la journée, et ce dans un respect et une confiance mutuels. De plus je suis végétarienne, c'est dire si je tiens pour important le respect des animaux. Et pourtant je dois dire que ce discours n'a rien de fondé : il faut vraiment mal connaître les chevaux pour ne pas avoir pensé au fait qu'ils peuvent aimer travailler, tout comme nous ! Si c'est fait dans un esprit respectueux de leur intégrité physique et mentale, ils apprécient réellement d'aider leur maître dans leur travail. Nombreux sont ceux même qui dépriment quand vient l'heure de la retraite ! De plus la traction animale est réellement une très bonne solution pour le travail agricole. Cette question mise à part, le problème posé par ce genre de réaction est plus important : c'est ce type de discours exagérés et déconnectés de la réalité qui font exister la caricature de l'« écolo citadin » et décrédibilisent l'ensemble des acteurs agissant pour la protection de l'environnement. Il est clair que dans l'optique d'une évolution de la société actuelle, l'agriculture tient une place primordiale : il serait intelligent de la respecter et de s'y investir de manière réaliste au lieu de la laisser aux mains de personnes qui ne s'inquiéteront pas de sa qualité et de son empreinte écologique.

Clémence Durrieu
Vaucluse



POUR LA TRACTION ANIMALE (bis)

Au fil de mois j'ai réalisé le peu d'intérêt pour un rural les pieds sur terre d'une revue d'intello citadin. Récemment, vous avez publié un bel article sur la traction animale, écrit par quelqu'un qui sait de quoi il parle. Dans les deux numéros suivants, comme gênés de la qualité de l'article, vous publiez deux lettres dénigrant la traction animale. Lettre de gens ne connaissant rien à la traction animale et publiée sans commentaire de votre part. Le fait de ne jamais savoir ce que pense l'équipe de *Silence* rend la revue insipide. (...)

D. Denaux
Loire

Silence : Rappelons que nous n'entendons pas imposer une seule ligne de pensée, mais nous faire le relais de débats existants. Un média est comme son nom l'indique un intermédiaire. Chaque article et a fortiori le courrier des lecteurs ne reflète pas nécessairement l'avis des rédacteurs, lui-même multiple.

FEMMES

(...) A qui s'adresse votre mensuel ? Je croyais avoir la réponse : au genre humain, hommes et femmes. Au début il y avait une page spécial femmes avec le signe du miroir de Vénus. C'était toujours la première page que je cherchais et que je lisais. Mais un beau jour j'ai vu « femmes/hommes ». Pourquoi ? Quelques fois même « hommes/femmes » : un comble ! (...) Je vous demande donc très officiellement de nous laisser notre page « femmes » malgré les péronnelles qui croient que tout est venu tout seul et pour l'éternité.

Marie-Hélène Allemann
Ain

Silence : Ces pages parlent plus globalement des questions de « genre » ainsi que de la situation des diverses minorités sexuelles. *Silence* avait élargi en conséquence le nom de la rubrique. Votre courrier a permis de rouvrir le débat au sein de la rédaction et nous optons pour un retour à la dénomination "Femmes".



D.R.

FAIRE DÉRAILLER LE TRAIN DE LA CROISSANCE ?

Ce 12 novembre au matin, France Info a dit quelques mots sur ce groupe qui aurait accroché des fers à béton aux caténaires du TGV : « ils vivent en communauté, sont repliés mais bien insérés dans une campagne discrète, se réclament de la gauche radicale ». Même s'ils sont à ce jour seulement soupçonnés et quelle que soit leur part dans ces actes que je trouve stupides, le mal est fait. Toutes les personnes qui parleront de recréer des liens collectifs, de se relier à un tissu rural, de construire discrètement une vie différente de celle que nous propose cette société pourront être soupçonnables à la moindre panne, au moindre dysfonctionnement de la Méga-Machine. Vu de l'autre bout du pays, tous les gens de Cravirola, Ecole de suc, Ambiance bois, etc., deviennent des groupes à surveiller par les bons soins des RG et autres rapporteurs.

Il est donc plus urgent que jamais que tous les objecteurs de croissance et autres militants de gauche lisent le livre *La guerre hors-limite* de Qiao et Wang Xiangsi (Rivages poche). Je pense que nous sommes actuellement dans une lutte pour la survie, et donc une sorte de guerre, celle de l'Homme habitant cette planète contre la méga-Machine qu'il a lui-même développée, et qui échappe maintenant à presque tout contrôle, et qui le détruira ainsi que la biosphère si rien ne change. Mais cette guerre a bien d'autres champs que celui des armes, des explosifs, et des actions destructrices. (...) C'est contre le « plus d'avions », le « plus de TGV », le « plus de route », le « plus de voitures », le « plus de camions » qu'il faut lutter, à la racine, au niveau des désirs des élus, des décideurs, des médias, et des citoyens qui sont en relation de pouvoir avec eux et les soutiennent volontairement ou non, c'est-à-dire par soutien ou soumission. Personnellement, je pencherais actuellement pour une « stratégie du nuage », par contamination des

mentalités au moyen d'une parole active, efficace, modifiant les représentations dans les esprits. (...) J'appellerais « stratégie du nuage » le processus par lequel un virus envahit une population. Je pense à une contamination géométriquement semblable, mais sur le plan des idées, le plus en amont. (...) J'ai en effet de grands doutes sur la stratégie des crises, la pédagogie des catastrophes (lire le dernier livre de Naomi Klein), les ruptures brutales. Cela ressemble trop au paradigme de la Méga-Machine, la rupture, le passage en force, la lutte frontale. (...) Il ne sert donc à rien de faire dérailler le train de la Croissance. Il faut le faire ralentir, puis s'arrêter. Pas en un jour. Ce serait un choc, donc une catastrophe, et nous en sommes les passagers. (...) Comment fait-on pour couper l'accélérateur et appuyer sur les freins ? (...) N'y a-t-il pas là matière à débat stratégique urgent ? Qu'en pensez-vous ?

Jean Monestier
Pyrénées-Orientales

NORMES

J'aimerais réagir à propos d'un article dans le numéro 362 (p.15), qui donne, à travers un témoignage, des informations fausses. En effet, les normes pour la confection de repas (en collectivité ou non) sont maintenant beaucoup plus souples qu'auparavant. Ce sont les normes 852/2004 si ma mémoire est bonne et elles laissent beaucoup plus de place au bon sens. Il n'y a pas d'obligation d'utiliser des éponges bleues ou bien des œufs en tube ! Il est possible par exemple pour un restaurateur de servir les légumes de son propre jardin et les œufs qu'il produit sur sa ferme. L'article publié induit donc les gens en erreur.

Merci !
Sophie Dodelin
Isère

Les nouveaux esclaves du capitalisme

Agriculture intensive et régression sociale

Patrick Herman

Ed. Au diable vauvert

2008 - 406 p. - 23 €



Patrick Herman mène l'enquête depuis plusieurs années sur l'exploitation qui se fait dans les grands domaines agricoles. Il avait publié un "beau livre" La roue ou la noria des saisonniers avec des photos de Yohanne Lamoulère dont nous avions repris des extraits dans notre numéro spécial 25 ans. Il poursuit ici son enquête et creuse encore le sujet : des contrats OMI dans le sud de la France, au quasi esclavage en Andalousie, en passant par les rentiers qui investissent dans des domaines au Maroc. Sous forme de reportage, cela se lit très facilement et c'est parfaitement révoltant. MB.

Les retourneurs d'idées

Anthologie permanente de la nouvelle

Ed. Brèves, 1, rue du Village,

11300 Villelongue d'Aude

2008 - 140 p. - 12 €

Les nouvelles ont de tout temps été un moyen de lutte par la retranscription fictionnelle de faits réels, de faits vécus par les auteur-e-s à travers leurs voyages, leurs rencontres, leurs activités salariales. Ce numéro 84 de la collection « Brèves » nous permet de découvrir des textes émanant de divers auteur-e-s connus mais pas forcément reconnus pour leur activité d'écrivain de fictions.

C'est ainsi que nous pourrions suivre Louise Michel, Alphonse Allais, Gustave Mirbeau et bien d'autres qui depuis la fin du 19^e siècle ont témoigné par leurs écrits d'un engagement politique proche pour la plupart du mouvement anarchiste. À une époque où anarchie ne rimait pas encore avec terroristes ou extrémisme, mais comme un courant politique par lequel il était possible de concilier engagement et liberté.

Le recueil est introduit par une présentation des écrivains anarchistes rédigée par Caroline Granier qui nous propose de découvrir la littérature militante à travers auteurs et journaux de la fin du 19^e. La collection « Brèves – anthologie permanente de la nouvelle », ravira les amateurs de nouvelles, d'histoire et d'engagement politique, le n°84 n'étant qu'un parmi tant d'autres. JP.

Attendre bébé autrement

Catherine Piraud-Rouet

Emmanuelle Sampers-Gendre

2008 - 396 p. - 29,90 €

et



Intimes naissances

Juliette et Cécile Collonge

Ed. La Plage (34200 Sète)

2008 - 448 p. - 23 €

Aujourd'hui, la tendance est à médicaliser à outrance la grossesse et l'accouchement. Les auteures du premier livre s'attachent à donner des pistes pour une démarche plus naturelle, plus humaine, plus écologique.

Avec une maquette superbe, des explications détaillées sur ce qui se passe dans son corps lorsqu'on est enceinte, ce qu'il faut savoir sur la santé, ce dont il faut se méfier dans l'accompagnement médical, comment choisir sa méthode d'accouchement, ce que ça change dans le fonctionnement d'une famille, l'intérêt de l'allaitement, et comment ensuite tout le monde peut participer au maternage. Un ouvrage très complet.

Les auteures du deuxième livre rappellent que l'accouchement à domicile a été longtemps la règle, que c'est toujours largement pratiqué notamment en Europe du Nord (30 % aux Pays-Bas), et qu'aujourd'hui, il est tout à fait possible d'envisager cette méthode, la plus naturelle, la plus humaine et la plus sociale possible... en s'entourant de quelques précautions. Une quinzaine de témoignages de mères et de pères, et des analyses faites par des professionnelles, sage-femmes, obstétricienne, sociologue, doulas... FV.



Le ministère de la douleur

Dubravka Ugresic

Ed. Albin Michel

2008 - 322 p. - 22 €

Nous sommes au lendemain des guerres en ex-Yougoslavie. L'héroïne, comme de très nombreux autres Yougoslaves, s'est réfugiée à l'étranger. Elle trouve un travail d'enseignante

en serbo-croate à Amsterdam. Mais comment enseigner une langue morte ? Ses étudiants sont d'autres réfugiés qui s'inscrivent pour bénéficier d'une carte de séjour. Entre Croates, Serbes, Slovènes, Bosniaques, le fossé se creuse, au pays, comme dans la salle de cours. Faut-il oublier la guerre pour retrouver la paix, ou au contraire cultiver la nostalgie ? Roman hétérogène avec des

réflexions parfois lumineuses, mais aussi des longueurs. MB.



Paradis sur mesure

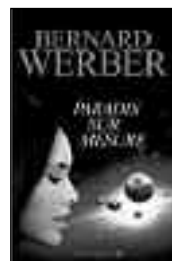
Bernard Werber

Ed. Albin-Michel

2008 - 430 p. - 22,50 €

L'auteur des *Fourmis* imagine des futurs possibles à travers 17 nouvelles dont beaucoup abordent des questions écologistes.. Que donnerait une société totalitaire en lutte contre les pollutions ? Que deviendrait-on dans une société où la fertilité humaine est en voie de disparition ? Que se passerait-il en cas de guerre avec un Etat-voyou ? Et si les multinationales prenaient le pouvoir politique au détriment des Etats ? D'autres sont tout aussi intéressantes, mais sans lien direct avec l'écologie (l'origine des

blagues, le film parfait...). Toujours une belle écriture. FV.



Romans

Dans la tête de Shéhérazade

Stéphanie Janicot

Ed. Albin-Michel

2008 - 314 p. - 19,50 €

L'héroïne beurette est devenue une animatrice de télé célèbre. A l'occasion d'une émission, elle veut traiter du thème des rêves des adolescents, l'occasion de replonger dans son propre passé. Une histoire fort agréable à lire, même si l'on est parfois un peu trop dans les stéréotypes. FV.



La promesse des loups

Dorothy Hearst

Ed. Albin Michel

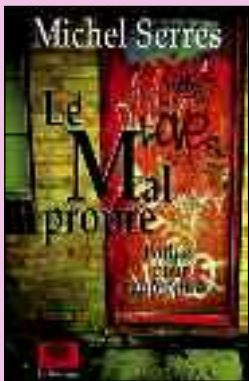
2008 - 410 p. - 18 €

Roman original puisque la narration est faite par une jeune louve qui découvre les légendes de son peuple, en un temps pré-historique où les humains sont déjà présents, mais soigneusement évités. Mises à l'écart de la meute, elle va devoir apprendre à survivre seule... et rencontrera une jeune fille. Une histoire fort originale qui remet en cause la place centrale de l'humain dans son environnement et fait réfléchir sur nos peurs ancestrales du loup. Lecture extrêmement facile et captivante. Deux autres tomes sont annoncés. FV.



Le Mal propre. Polluer pour s'appropriier ?

Michel Serres
Ed. Le Pommier
2008 - 91p. - 10 €



Peut-on trouver une signification à l'orgie de pollutions que génère l'espèce humaine ? Le philosophe Michel Serres éclaire d'un jour original ce phénomène dans son dernier livre.

Au départ, un constat simple : l'acte d'appropriation passe souvent dans nos cultures humaines par une salissure. « Qui vient de cracher dans la soupe la garde pour lui (...). A l'inverse, un hôtel nettoie ses chambres pour les mettre à la disposition d'autrui ». C'est sur un paradoxe de notre langage que s'appuie le philosophe Michel Serres pour développer sa réflexion à la fois simple et originale : c'est en salissant qu'on s'approprie, autrement dit c'est le « sale » qui rend « propre ». « Le propre s'acquiert et se conserve par le sale », écrit-il.

Les humains marquent leur territoires de leurs odeurs, leurs souillures, leurs déchets, leurs cadavres et leurs signes. Le cadavre des ancêtres délimitant anciennement la propriété, précède le cadastre. Cette habitude vient s'ancrer dans les cultures ancestrales : « Le premier qui, ayant saigné un enfant ou un porc, après lui avoir fait faire le tour d'un tel lieu, inonda ce lieu du sang de sa victime, réussit à l'enclorre et en fit un temple. (...) Le terme temple signifie, justement, la clôture d'un lieu, ici sacré, ailleurs profane ». Mais plus encore ce bornage corporel s'ancre dans nos origines animales : « le tigre pisse aux limites de sa niche ». Première conséquence : « L'acte de s'approprier me paraît donc issu d'une origine animale, éthologique, corporelle, physiologique, organique, vitale... et non d'une convention ou de quelque droit positif. J'y sens un recouvrement d'urine, de déjection, de sang, de cadavres pourrissants... Son fondement vient du fondement. (...) Ici, un droit naturel précède le droit conventionnel ».

L'auteur conte comment la culture fait évoluer ces signes « durs » — sang, excrément — vers des signes « doux » — signes écrits —, « marques ». Autant « la patrie de La Marseillaise, ses sillons souillés, salis, abreuvés, donc appropriés par le sang impur de ses ennemis, mesure autant de régressions anthropologiques, voire animalières », autant l'objet acheté dans un supermarché reconduit subtilement ce mécanisme de propriété : « non seulement telle marque garde mon automobile, en laissant son logo bien apparent derrière et devant, mais l'Etat exige une immatriculation où, à son tour, il appose son sceau. Les objets que nous achetons demeurent salis, donc appropriés, par ceux qui les vendent, plus le gouvernement. Deux fois abusés, nous devenons locataires de deux ogres, de manière deux fois douces. Nous n'achetons plus, nous louons ! Mieux, ainsi faisons-nous la publicité de ceux qui nous volent : nous les louons ! ». D'où la réactualisation inédite de cette antienne : « la propriété c'est le vol » !

La réflexion nous amène sur le terrain de l'écologie. Dans le domaine de la pollution, « ordures et marques résultent du même geste de salissure, de la même intention d'appropriation, d'origine animale », estime Serres. Ordures : « telle usine laisse ses effluents couler dans une rivière proche, les diffuse dans l'atmosphère (...). Qui ne comprend que personne au monde ne pourra plus boire de cette eau, respirer cet air... Voilà des endroits mieux défendus que par murs, serrures ou cadenas ! ». Marques : « comment ne pas pleurer de dégoût et d'horreur devant le saccage des entrées de nos villes de France (...), où les entreprises remplissent l'espace de la hideur de leurs marques en se livrant la même bataille forcenée que les espèces dans la jungle, pour s'approprier, par images et phrases, comme les animaux par leurs cris et leur pisserie, l'étendue et l'attention publique ? ».

Mais alors... comment s'en sortir ? « Inversement, ne pas polluer, cela signifierait ne pas s'approprier ni envahir », écrit Serres. « Face au mal propre, son symétrique le Bien Commun », poursuit-il. Il nous faut devenir « locataires », c'est à dire « libertaires », poursuit-il. Nous vivons une guerre mondiale de l'espèce contre la planète, et cette guerre pour se terminer exige un droit, qui passe par un Contrat, avec la nature.

Un ouvrage simple et brillant, signé (donc approprié) par un philosophe de talent. GG.

livres

CD

Ghost Forest remix

UHT°
Label No Fridge
2008 - 14 titres - 19 €



Depuis 2001, les 3 musiciens de UHT°, mélangent harmonieusement des rythmes hip-hop enveloppés de sonorités jazz et world music. On se prend à dandiner de la tête, à se laisser conduire dans leur univers sonore tout au long d'une bande son très travaillée combinant rythmes saccadés, entraînants et chaleureux. Cette ambiance est également due à la présence d'une contrebasse qui enveloppe l'ensemble d'un son groovy et à la mixité des influences qui sont la marque de la nouvelle vague de jazz français. UHT° se place en effet parmi le peloton de tête de cette mouvance à laquelle nous pouvons les associer à des musiciens comme Julien Louraud et Éric Truffaz ; UHT° étant néanmoins plus sur une base hip-hop que ces derniers.

Les textes sont rares, mais leur flot de mots nous font également penser à l'école électro/rock de groupes comme Le Peuple de l'Herbe, avec une touche jazz que ces derniers ne développent que très peu. L'album Ghost Forest se rapprochant plus de la scène jazz que leur précédent album Pic de pollution, plus électro.

Depuis ses débuts UHT° a pris parti pour la défense de l'environnement : pochette en papier recyclé, laïus contre la déforestation, titre explicite (Blueenvironnement, Tchernobyl Lies, entre autres).

L'album Ghost Forest remix, est une compilation de morceaux repris et transformés par les tenants de la scène électro-DJ-Hip hop. L'approche est tout aussi envoutante que l'album éponyme de UHT°. L'un n'allant pas sans l'autre.

À l'écoute de leurs albums, attendez-vous à être transporté dans des univers variés mais très confortables. Quand technique et rusticité s'associent à la créativité musicale, c'est du pur bonheur sonore. JP.

Ce que l'on sème

Tryo
2008 - 16 titres - 15 €



Le retour en brio du Tryo légendaire. Sur des mélodies reggae/ska, le quatuor nous assène des textes engagés, avec finesse et intelligence. Leur soutien officiel à Greenpeace traduit leur militantisme écologique qui transparait à travers leurs textes, bien plus universel que

les précédents. En effet que ce soit à travers les ambiances musicales teintées de sonorité des cinq continents et de leurs textes prenant

en compte le mal vivre mondial, Tryo mondialise ses messages. Tout en sachant parler du quotidien, des sentiments humains et de protection de la planète : le titre « Toi et moi » étant par exemple une ode à la vie et à l'amour face aux catastrophes liées aux pollueurs en tout genre.

L'ensemble est conçu avec le minimum de plastique (hormis le CD et l'enveloppe plastique protégeant le pack), avec des certifications écologistes quant au pack. C'est frais, c'est parlant chaleureux et rythmé. C'est du Tryo. JP.

B. D.

Mattéo 1914-1915

Jean-Pierre Gibrat



Ed. Futuropolis
2008 - 64 p. - 16 €

Le père de Mattéo a franchi les Pyrénées pour se réfugier en France et fuir ses obligations militaires. Et voici que la guerre éclate. Immigré, Mattéo n'est pas mobilisé pour partir au front, mais la pression dans le village de Collioure est telle

qu'il finit par s'engager. Jean-Pierre Gibrat décrit magnifiquement cette situation sociale et comment, bien qu'antimilitariste, le héros se retrouve dans les tranchées. Une blessure le ramène alors à la maison. repartera-t-il au front ? MB.

Loin d'être parfait

Adrian Tomine



Ed. Delcourt
2008 - 108 p. - 14,95 €

Dans le milieu asiatique des Etats-Unis, Ben et Miko ne forment plus un couple parfait et les disputes se multiplient. Lorsque Miko part en stage à New York, à l'autre bout du continent, s'agit-il d'une pause ou d'une rupture ? Avec maestra,

Adrian Tomine donne une grande densité à ce roman graphique où les questions existentielles sur le couple, le sexe, les relations humaines, sont abordées avec un équilibre juste entre la concision qu'impose la BD et la profondeur de dialogue sans fioriture. Une réussite. FV.

Lulu femme nue

Etienne Davodeau



Ed. Futuropolis
2008 - 80 p. - 16 €

Des amis réunis sur une terrasse. Xavier raconte comment il a retrouvé la trace de Lulu, qui un jour, après un énième entretien d'embauche, a décidé de faire une pause avec sa famille.

Partie sur un coup de tête, elle vit des jours heureux avec un homme rencontré sur une plage. Xavier la surprend là, ses enfants aussi. L'histoire pourrait s'arrêter là, mais l'errance continue et c'est la fille aînée qui doit nous en raconter la suite. Dans un style bien à lui, Etienne Davodeau nous glisse progressivement des éléments sur cette fugue, cette fausse disparition... et l'on ressent les non-dits. Le lecteur restera sur sa faim en attendant la suite. L'art d'aborder des questions sociales par le dessin. Entraînant. MB.

Toxic Planet 3

David Ratte

Ed. Paquet

2008 - 48 p. - 10 €



Le premier tome nous avait un peu laissé sur notre faim. Mais la série prend de la consistance avec le temps et dans ce monde où tous les personnages sont obligés d'avoir un masque à gaz pour survivre à la pollution, les gags s'enchaînent sur différentes questions écologiques. Un zeste d'exagération sur des questions d'actualité suffit à provoquer un bon gros rire grinçant. FV.

Zeste

Céline Wagner

Ed. Des ronds dans l'O

2008 - 64 p. - 16,50 €



Dans un style pictural très dense, l'histoire d'un amour contrarié avec un jeune dealer, la descente en enfer, et l'arrestation qui libère l'héroïne de l'histoire. L'épilogue, en bichromie marque pourtant bien le retour à la couleur de la vie. Rude, mais rudement bien fait. FV.

Le retour à la terre 5 - Les révolutions

Jean-Yves Ferri et Manu Larcenet

Ed. Dargaud

2008 - 48 p. - 10,40 €



Si Manu Larcenet s'est un peu perdu dans son *Combat ordinaire*, il reste ici, associé à Ferri, en pleine forme pour nous décrire les petits riens et les grands changements dans notre vie quotidienne. En gag d'une demi-page, vous n'ignorez plus l'importance d'une chatière dans une porte d'entrée, comment se font les élections municipales à la campagne ou comment on peut être créatif enfermé dans une cave... MB.

Nous avons également reçu...

■ **Petit cahier d'exercices d'estime de soi**, Rosette Poletti, Barbara Dobbs, éd. Jouvence, 2008, 64 p. 6,50 €. Présenté comme un cahier d'école, avec des illustrations, des jeux, des tests... et vraiment très peu de textes : en gros cinq pages de Silence !

■ **Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier**, Marc Prévôtel, éd. Libertiaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2008, 280 p. 14 €. La naissance de la CFDT et sa promotion de l'autogestion dans les années 1970 masquent une certaine vision du monde qui est celle de l'Eglise. Si l'autogestion permet certes de s'autoorganiser, elle peut s'intégrer dans un système capitaliste, une hiérarchie étatique... et ecclésiastique. Une charge argumentée contre les tentatives syndicalistes cléricales.

■ **Chroniques d'un incroyant**, Bruno Alexandre, éd. Libertiaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2008, 120 p. 10 €. Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait tant de guerres : les textes des trois grandes religions monothéistes sont pleins de justification pour la guerre sainte, l'inquisition et les génocides : l'auteur les cite en les replaçant dans ce que l'on sait de leur contexte.

■ **Prise de tête, liquidation totale**, collectif, association Pâtée de tête, BP 17, 91415 Douardan cedex, 2008, 700 p. "Le mini journal qui se prend pour un bouquin qui n'a pas de prix" est une compilation de textes illustrés de pastiches. Ça présente tous les réseaux plus ou moins secrets qui pervertissent le politique : Françafrique, services secrets, manigances diverses, complots, copinages de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, muselage de la presse, avec de très nombreuses références de Bakounine à François-Xavier Verschave. Une compilation impressionnante.

■ **Etopia n°4, espace kegeljan**, avenue de Marlagne 52, 5000 Namur. Revue semestrielle présentant dans ce numéro un débat sur l'importance de repenser l'économie en y intégrant la nature et la société et un autre sur le rapport entre l'écologie et la gauche.

■ **Alexandre Jacob, l'honnête cambrioleur**, Jean-Marc Delpech, éd. ACL (Lyon), 2008, 542 p. 24 €. Jacob Alexandre Marius (1879-1954), militant libertaire, devient rapidement "un travailleur de la nuit", c'est-à-dire un cambrioleur qui vole aux riches pour redonner aux pauvres. L'illégalisme qu'il revendique va le conduire au bagne auquel il survivra. Il écrira de nombreux textes qui permettent de mieux comprendre comment la lutte contre le capitalisme peut déboucher sur un tel choix d'action. Nous ne sommes pas dans la non-violence mais bien dans la désobéissance politique. Après plusieurs livres sur le sujet, un recadrage politique de celui trop souvent présenté comme l'inspirateur d'Arsène Lupin.

■ **La Lutine**, Sabine Klaeger, éd. L'Harmattan, 2008, 300 p. 25,50 €. Etude sociostylistique d'un squat lyonnais à la fin des années 1990. Si l'auteur aborde de nombreuses questions intéressantes sur les pratiques et relations dans un squat, la méthode universitaire manque cruellement de sensibilité.

■ **La musique des autres**, Eric Puchener, éd. Albin Michel, 2008, 230 p. 19,50 €. Recueil de nouvelles dans le contexte des Etats-Unis. Belle écriture, mais pas grand intérêt politique.

■ **Cabu 68**, Laurence Garcia et Cabu, éd. Actes Sud BD, 2008, 223p. 22 €. Illustré par Cabu, des entretiens avec des personnes ayant connu mai 68 : José Arthur, Cavana, Florence Cestac, Daniel Cohn-Bendit, Régine Deforges, Maurice Grimaud (préfet à l'époque) ou encore Benoîte Groult (belle histoire du féminisme), Alain Krivine (le dernier politiquement correct)...

■ **Persécutions de femmes**, sous la direction de Jane Freedman et de Jérôme Valluy, éd. du Croquant (73340 Bellecombe-en-Bauges), 2007, 640 p. 30 €. Une trentaine de contributions pour faire un panorama tragique des violences faites aux femmes depuis les violences conjugales jusqu'aux violences sur le terrain de la guerre. Etude sociale montrant ce qui fait que ces questions sont peu mises en avant et même oubliées dans de nombreuses conventions internationales comme la convention de Genève sur les réfugiés.



Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352). Les frais de port sont de 2 € pour un ex , 3 € pour 2 ex , 4 € pour 3 ex et plus .

Numéros régionaux

- 325-326 Nord-Pas-de-Calais
- 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- 337 Paris
- 342 Var et Alpes-Maritimes
- 348 Centre
- 353 Haute-Garonne et Gers
- 359 Seine-Saint-Denis
- 364 Savoies

Autres numéros

- 315 **Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.
- 320 **Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.
- 324 **Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.
- 327 **De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.
- 330 **Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.
- 334 **Terre, terroir, territoire**
Tchernobyl. Autonomisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.
- 335 **Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !
- 338 **Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.
- 339 **Handicap et alternatives**
Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.
- 340 **Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.
- 341 **Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.
- 343 **Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

344 Maghreb à quand l'indépendance ?

Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

345 Les nouveaux horizons paysans

Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

346 Quelles relations Sud-nord ?

OGM : procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

347 Libertés : le combat continue

Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

349 Quand l'écologie fait la foire

Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

350 Décroissance côté femmes

Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

351 : 25 ans de silence

Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

352 Sortir de l'industrialisme

Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raïsin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

354 Municipales : être maire autrement

Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.

355 Sortir des pesticides

Sans papiers : pour la liberté de vivre. OGM : rien n'est encore joué ! Transports : une énergie écologique sur quatre pattes. Alternatives à S!lence : des lecteurs en action.

356 Comment les armées détruisent la planète

Inde du sud : voyage en biodynamie. Décroissance : cultivons le désir de créer. Energies : marche pour un futur sans nucléaire. Alternatives : un bar autogéré : de l'Autre CÔTé du PonT.

357 Amap, dynamiques et limites

Décroissance : le tourisme, une pratique prédatrice. Vivre autrement : habitat nomade, une large route des possibles. Santé : l'Embellie. Israël-Palestine : le meurtre est la question posée.

360 Autoproduire pour se reconstruire

Tricastin en eaux troubles. Enercoop. Commune de la Colline. Politique des transports. Neso. Agroécologie au Sud.

361 Les nouvelles formes de colonialisme

Altertour. AMAP : maraîchers en quête de terres. Journées mondiales végétariennes.

362 Les jardins partagés

Alternative : La Rôtisserie. Immigration, la saignée du continent africain continue. Les écologistes peuvent-ils s'inspirer de Mai 68 ? Pour la croissance du bonheur.

363 Téléphone (insup)portable

Crise économique : de gré ou de force, la décroissance. Agriculture bio, sortir de la dérive mercantile. Quinze ans d'évolutions dans le Chiapas.

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Commune _____

s'abonner à s!lence

Et si vous optiez pour le virement automatique ?
Voir dépliant en page centrale.

France métropolitaine

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	20 €
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an 46 €
<input type="checkbox"/> Institution	1 an 92 €
<input type="checkbox"/> Soutien	1 an 60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	2 ans 74 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	1 an 115 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	1 an 173 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	1 an 28 €

Suisse

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	45 FS
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an 85 FS

Autres pays et Dom-tom

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	27 €
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an 55 €
<input type="checkbox"/> Institution	1 an 100 €
<input type="checkbox"/> Soutien	1 an 60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	2 ans 85 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	1 an 35 €

France : règlement à

Silence, 9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à

Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain
tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à

Contratom CP 65 -
CH 1211 Genève 8
tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Téléphone** : 04 78 39 55 33 **Site internet** : www.revuesilence.net **Abonnements et dépositaires** : mardi et jeudi, 10h-12h, 14h-17h **Rédaction** : lundi et mercredi, 10h-12h, 14h-17h **Standards** : lundi, 10h-12h, 14h-17h. Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. **Textes** : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire** : 0910 G 87026 **N°ISSN** : 0756-2640 **Date de parution** : 1^{er} trimestre 2009 **Tirage** : 6900 ex. **Editeur** : Association Silence **Administrateurs** : Patrick Allamel, Michel Bernard, Patrice Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Clémence Emprin, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Pierre Lucarelli, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Christophe Rastoll **Directeur de publication** : Jean-Pierre Lepri **Comité de rédaction** : Michel Bernard, Patrice Bouveret, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Mimmo Pucciarelli **Pilotes de rubriques** : Patrice Bouveret, Adeline Charvet, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Jean-Pierre Lepri, Xavier Lhermitte, Pierre Luccarelli, Eveline Mana, Pascal Martin, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Xav
Seredine, Francis Vergier **Gestion et abonnements** : Béatrice Blondeau, Claire Grenet **Maquette** : Damien Bouveret **Dessinateur** : Coco, Lasserpe, Red, Sebastien Valette **Correcteurs** : Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité **Photographes** : Nick Buxton, Mike Grenville, Nussy Lupino, Chris Rudge, Luc Semal, Mathilde Szuba, Vinci, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n°** : Michel Lulek, Sous-capitaine Mogette, Pablo, Tchandra et Julien, Heloïsa Primavera, Alain Refalo, Luc Semal, Mathilde Szuba, Sebastien Valette **Couverture** : D.R.



primevère

**23^e salon-rencontres
de l'écologie et des alternatives**

20, 21, 22 février 2009 • Lyon/Chassieu

sur le thème "Vivre l'écologie"

450 exposants dont 150 associations, 150 producteurs-artisans, entrée à 7 €, 5 € ou 10 €
vendredi 10h-22h / samedi 10h-20h / dimanche 10h-19h / 04 74 72 89 90 • primevere.salon.free.fr